

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
DIÈTE DE GALICIE

SES TENDANCES AUTONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 12 Mars 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Georges BIENAIMÉ

LICENCIÉ D'HISTOIRE

Président : M. CHAVEGRIN.

Suffragants : } MM. LARNAUDE, } *professeurs.*
 } JÈZE, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DIÈTE DE GALICIE

SES TENDANCES AUTONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 12 Mars 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Georges BIENAIMÉ

LICENCIÉ D'HISTOIRE

Président : M. CHAVEGRIN.

Suffragants : } MM. LARNAUDE, }
 } JÈZE, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Le partage de la Pologne entre ses trois voisins a supprimé de la carte politique de l'Europe un Etat vieux de 9 siècles, que les insurrections malheureuses de 1830 et 1863 n'ont pu restaurer, mais la nation polonaise existe toujours ; de l'Oder au Niémen, de la Baltique aux Carpathes, elle forme une masse compacte de près de vingt millions d'hommes, sans cesse, accrue par une natalité puissante.

En Galicie, dans le territoire de l'ancienne Pologne, que l'Autriche s'est réservé dès 1772, la situation des Polonais a pris depuis quarante ans un aspect nouveau ; une liberté véritable a été accordée à leur nation, comme à la nation ruthène qui vit à leurs côtés ; un gouvernement parlementaire a été établi dans la monarchie, dont la Galicie profite ; enfin, une administration décentralisée, à tendance autonomiques, régit la plupart des affaires intérieures de cette vaste province.

Tandis que la Posnanie, la Prusse occidentale et la Haute-Silésie, où vivent quatre millions de Polonais, sont de simples divisions du territoire prussien, des provinces où les Polonais n'ont aucun droit national ; tandis qu'en Russie, les Polonais sont partagés entre les « dix gouvernements de la Vistule » et les « gouvernements du Sud-Ouest », où l'oppression est cruelle ; tandis enfin, que les Ruthènes, au nombre de vingt millions, dans la Petite Russie sont purement et simplement assimilés aux autres Russes, en Galicie, au contraire, la langue polonaise et la langue ruthène sont langues administratives, judiciaires et scolaires, la Diète locale est polonaise et ruthène, et la représentation de ces deux nationalités au Parlement de Vienne, est assurée, par des lois d'inspiration moderne.

Après avoir subi, comme les autres provinces de l'empire, la politique autocratique de Metternich, après les généreuses illusions éveillées dans toute l'Europe par l'année 1848 et remplacées en Autriche par le rude « système » de Bach, après les défaites de l'Empire, de 1859 et de 1866, la Galicie plus encore que les autres provinces autrichiennes, commença à respirer, parce qu'elle avait été plus durement opprimée.

Depuis lors, profitant de toutes les circonstances, de tous les événements, de toutes les lois qui ont précipité l'évolution de l'Autriche et lui valent aujourd'hui des institutions parlementaires, que l'Allemagne elle-même ne connaît pas, depuis 1867, particulièrement, la

Galicie se développe, non pas sans doute, dans des voies qu'elle seule choisit souverainement, mais du moins, dans des directions plus conformes à l'intérêt et au passé, des deux peuples qui l'habitent.

Les Polonais sont redevenus, en Autriche, une nationalité usant de la plupart de ses droits, à l'exception de la souveraineté ; langue, religion, traditions historiques, tout est respecté, et le développement même de ces trésors du passé, est permis par le gouvernement autrichien.

Les Ruthènes, d'autre part, ont une existence nationale qu'on leur refuse hors des frontières d'Autriche (même en Hongrie). Tandis qu'aux yeux du gouvernement de Pétersbourg, ils ne comptent pas et se confondent dans la foule des Russes et des orthodoxes, les Ruthènes sont en Autriche une nation reconnue, avec sa langue particulière, sa religion propre (grecque-unie).

La Galicie est donc peuplée de deux tronçons de peuples, que les puissances voisines, Allemagne et Russie s'efforcent encore de détruire. Par des institutions d'esprit fédéraliste, l'Autriche a permis l'existence nationale de quatre millions de Polonais et de quatre millions de Ruthènes, et l'on peut se demander l'influence qu'aura ce fait sur la masse principale des nations polonaise et ruthène, aujourd'hui dominées par la Russie.

Sans doute, les millions de Ruthènes de la Petite-Russie sont loin d'avoir atteint le développement politique, littéraire et social des Polonais de la Vistule ; la conscience qu'ils ont de leur nationalité est bien con-

fuse encore, et ses manifestations n'ont rien de comparable aux grands événements qui ont marqué l'histoire polonaise, au cours des deux derniers siècles...

Mais qui pourrait présumer de l'avenir : qui sait, si l'ardeur d'une vie nouvelle ne réveillera pas de leur somnolence les masses populaires, de la Podolie jusqu'à la mer d'Azof, et si l'étincelle initiale ne partira pas de la Galicie ruthène, en marche aujourd'hui vers une civilisation plus haute.

Quant à la Pologne, toujours une dans ces trois tronçons, elle trouve en Galicie, à Cracovie, à Léopol, des foyers de culture nationale, des asiles de la pensée toujours ouverts, en même temps que le réconfort et l'espoir d'un avenir plus favorable.

La nation polonaise, traitée avec pitié, ou même avec un injuste dédain, pour les institutions, pour les mœurs, pour les erreurs dont on lui a fait grief autrefois, et qui ont cependant moins provoqué sa chute, que la cupidité de souverains à l'âme criminelle, la nation polonaise, privée depuis plus d'un siècle de tout gouvernement, de toute administration libre, démontre en Galicie ses qualités d'ordre, de méthode et de persévérance par des œuvres où se retrouve le génie d'une civilisation antienne, originale, raffinée et toujours jeune...

Raison suffisante pour étudier la Galicie, ses peuples, son administration et surtout sa Diète, qui personnifie au point de vue de la vie publique le passé, le présent et sans doute, aussi, l'avenir de la province.

L'opinion ne saurait être indifférente aux formes politiques et administratives des nations de l'Europe centrale ; les frontières de ce côté sont si artificielles que, peut-être, elles ne sont pas définitives, et les luttes dont elles pourraient être l'objet ne nous laisseront pas indifférents.

Sur l'Oder et sur la Vistule jadis, la Pologne représentait devant l'Europe la nation slave, la seule nation slave. La Russie, au XVIII^e siècle, hérita de ce titre, et pendant tout le siècle dernier elle en usa pour couvrir de sa protection hautaine et parfois dangereuse, les petits peuples slaves qui secouaient le joug allemand, madgyar ou turc, s'efforçant de naître ou de renaître à la liberté.

Sous la poussée démocratique, avec laquelle les diplomates et les historiens comptaient trop peu, voilà que Tchèques, Croates, Serbes, Bulgares et Ruthènes ressuscitent, rejettent les vieux oripeaux d'un panslavisme trop russophile et veulent vivre leur propre vie, tandis que les Polonais que l'on avait pensé détruire apparaissent toujours plus vigoureux, plus nombreux, tenant la tête des nations slaves de l'ouest.

Ainsi se forme un slavisme qui ne se confond plus avec le « russisme » et qui même peut devenir son adversaire, dans une Autriche-Hongrie toujours plus slave et toujours plus fédéraliste.

La Bohême-Moravie, la Galicie, la Croatie-Bosnie et Dalmatie sont dans la monarchie des Habsbourg les trois grands centres de ce slavisme et c'est l'un d'eux que nous

étudions ici, c'est la Galicie, où les Polonais — surtout — ont donné des exemples de volonté, d'énergie et de persévérance dignes d'être médités.

Note. — La langue polonaise est réputée — peut-être à tort — pour la difficulté de sa prononciation et le bizarre assemblage de ses consonnes. Nous aurions pu dans cet ouvrage transcrire, suivant la prononciation française, les mots polonais et ruthènes qui se sont rencontrés sous notre plume et imiter en cela l'exemple de M. Ernest Denis qui, dans ses beaux ouvrages sur la Bohême et l'Allemagne, transcrit tous les noms slaves. Mais la langue polonaise n'a pas un luxe d'accents comme la langue tchèque, et nos caractères suffisent généralement, tels qu'ils sont, pour rendre la plupart des mots polonais.

D'ailleurs, il sera facile au lecteur, d'énoncer ces mots réputés si difficiles, s'il veut bien tenir compte de quelques règles fort simples de prononciation polonaise.

C'est ainsi qu'en polonais :

C se prononce *ts*, et *cz* = *tch* (*Mickiewicz* = *Mitskiewitch*) ; *j* se prononce *i*, et *sz* = *ch* (*Szujski* = *Chouïski*) ; *rz* se prononce comme notre *j*, et *z* (pointé) également. Le polonais écrit *Rzeszow* et prononce *Jéchouf* ; il écrit *Zoltowski* et prononce *Joultowski*.

Cracovie se dit en polonais *Krakow* ; Leopold, *Lwow* ; Varsovie, *Warszawa* (la langue ayant le *w* au lieu du *v* simple).

La plupart des autres lettres se prononcent comme en

français ; on dit Krachèski (Kraszewski en polonais), sans insister sur le w.

Ces rapides indications permettront de lire aisément presque tous les mots polonais ; les autres particularités de la prononciation n'ayant qu'une importance secondaire (1).

La formation territoriale de la Galicie.

En 1772, lors du premier partage de la Pologne, la Galicie fut donnée à l'Autriche, à peu près telle que nous la voyons aujourd'hui. Toutefois Cracovie et son territoire restait à la Pologne, tandis que le cercle de Zamosc, actuellement à la Pologne russe, était attribué à l'Autriche.

La Galicie n'était pas une province de l'Etat polonais et son nom même n'existait pas. Pour les Polonais les territoires cédés à l'Autriche s'appelaient wojewodies (palatinats) ruthènes, de Podolie (en partie) et de Lublin (également en partie), plus les wojéwodies de Cracovie et de Sandomir avec les duchés d'Oswiecim (Auschwitz) et Zator et la starostie de Spiz (2).

(1) Nous adressons à toutes les personnes qui, en Galicie et en France, nous ont mis en présence des documents, nous ont donné des renseignements ou nous ont aidé de leurs conseils, l'expression sincère de notre reconnaissance.

(2) Spiz ou Zips, territoire de la vallée du Poprad, dans les Tatras,

L'Autriche exhuma des noms latins pour désigner ses nouvelles acquisitions : la partie occidentale de la Galicie actuelle fut appelée Lodomérie, de Wlodimierz, ville aujourd'hui sans importance sur la Vistule ; la partie orientale devint la Galicie, de Halicz vieille ville de la vallée du Dniester jadis capitale des princes ruthènes.

Le territoire galicien comprenait alors deux millions et demi d'habitants environ (1).

Le deuxième partage de la Pologne eut lieu en 1793, mais l'Autriche occupée par sa lutte contre la France ne put y prendre part et c'est pour éviter une nouvelle déconvenue qu'en 1795, elle prit avec la Russie l'initiative d'un dernier partage.

Le reste des wojéwodies de Sandomir et de Lublin avec Cracovie appartenaient à l'Autriche qui avait pour frontière, du côté de la Russie, la grande rivière de Bug et occupait la vallée de la Vistule jusqu'aux portes de Varsovie, laissée à la Prusse.

Ce vaste territoire peuplé de plus d'un million d'habitants et qui faisait comme une boursofflure sur la masse des États autrichiens, fut appelé Galicie occidentale.

Par sa situation excentrique cette nouvelle province apparaissait comme une possession précaire ; « tôt ou tard, l'une des deux puissances (Russie et Prusse), devait

donné en gage au Moyen Age par un roi de Hongrie et qui ne fut jamais dégagé. Le pays, très pittoresque, était devenu polonais ; il l'est encore.

(1) Anatole Lewicki, Esquisse d'histoire de Pologne, Varsovie 1907.

être tentée de s'arrondir aux dépens de l'Autriche en lui appliquant le système de spoliation » (1).

Ce ne fut cependant, ni l'une ni l'autre de ces deux puissances qui détacha la Galicie occidentale de l'Autriche, mais la volonté de Napoléon, qui par le traité de Vienne (1809) augmenta de ce territoire, le grand Duché de Varsovie formé par lui deux ans plus tôt aux dépens de la Prusse (qui perdait ainsi la plupart de ses terres polonaises).

Le traité de Vienne de 1809 enlevait même à l'Autriche une partie de la Galicie orientale (Tarnopol), qu'il donnait à la Russie pour la récompenser de son intervention, d'ailleurs inefficace, contre l'Autriche.

Les événements de 1815 et les décisions du Congrès de Vienne rendirent à l'Autriche ce district de Tarnopol ; mais lui firent perdre définitivement Zamosc ; quant à Cracovie et son territoire, ils formèrent une petite république nominalement indépendante jusqu'en 1846 et alors annexée à l'Autriche.

Le territoire de la Galicie ne connut pas d'autres transformations ; ajoutons toutefois que la Bukovine (2) province de l'empire ottoman, réunie à l'Autriche en 1775, fut à diverses reprises rattachée administrativement à la Galicie. Depuis 1867, elle forme elle aussi un des 17 « Pays » de l'Autriche.

(1) Himly, *Formation territoriale de l'Europe centrale*, t. II.

(2) La Bukovine (pays des hêtres), compte 750.000 habitants sur une étendue de 9.000 kil. carrés. 3/7 sont ruthènes, 3/7 roumains, le reste polonais (96.000) ou allemands.

CHAPITRE II

LA DIÈTE DE GALICIE DE 1772 A 1860

1^o L'organisation primitive 1772-1815.

Quelle administration, l'Autriche allait-elle donner à sa nouvelle acquisition, à ce pays slave, si différent des provinces héréditaires des Habsbourgs ou de l'empire d'Allemagne.

Etablirait-on dans cette grande province si profondément imbue de l'esprit polonais, l'autoritarisme autrichien ; lui donnerait-on une organisation analogue à celle de la Hongrie en vertu du *jus postliminium* (1), ou bien la mettrait on sur le même pied que la Bohême (auf böhmischen Fuss).

Le Joséphinisme. — Marie-Thérèse et Joseph II appliquèrent en Galicie, le système de l'autorité, quelque peu

(1) En effet, Marie-Thérèse prétendait que la Galicie « faisait retour à l'Autriche », en vertu de droits fort anciens et fort vagues des rois de Hongrie, dont elle était l'héritière.

mitigé. Les impôts furent considérablement élevés sans consulter les Diètes ; la conscription fut établie, et l'*Urbarium* ne fut pas accordé aux paysans (1) ; l'aristocratie par contre se vit confirmer la plupart de ses privilèges, on lui offrit même des titres de comtes, étrangers jusqu'alors à la Pologne, et les titres de princes (en usage en Lithuanie) furent confirmés.

Le régime centralisateur, germanisateur, autoritaire, et en même temps libéral, de Joseph II fut mis en vigueur en Galicie, comme dans le reste de l'Empire. « Les Polonais pouvaient espérer que la communauté de religion, le souvenir des services rendus adoucissait leur condition ; il n'en fut rien » (2). La Galicie-Lodomérie forma l'une des 13 provinces organisées par Joseph II ; elle comprit 6 cercles, divisés en 19 districts, auxquels on donna plus tard le nom de cercles (Kreise) (3).

Sans égard pour son passé différent, la Galicie fut traitée à l'imitation de la Moravie et soumise à une organisation à la tête de laquelle on mit un gouverneur allemand, avec un nombre variable de conseillers, onze à dix-neuf.

Dans les cercles, on établit des *fonctions de « cercles »*

(1) D'après l'*Urbarium*, le paysan n'était plus attaché à la glèbe et pouvait se déplacer, élever ses enfants à sa guise ; le servage fut maintenu en Galicie.

(2) Louis Léger, dans l'*Histoire générale*, Lavis et Rambaud.

(3) En 1776, la Bukovine forma avec la Galicie un 20^e cercle. Le comte Perghen fut le premier gouverneur.

(*Kreissamt*) avec des *starostes* à leur tête (*Kreishauptmann*).

Aux fonctions de cercles furent ajoutées des magistrats dans les villes, et des autorités foncières ou *Dominia*, dans les campagnes, c'est-à-dire des fonctions de la noblesse (*szlachta*) consistant dans la juridiction sur les paysans (1).

D'ailleurs, il existait en Autriche comme en Pologne, quatre grands ordres : clergé, noblesse, bourgeoisie, paysans, qui ne furent modifiés qu'en 1848; il était donc tout naturel de maintenir l'état de choses existant avec ses institutions particulières : servitude et coryée. Pour la même raison, tous les privilèges furent maintenus.

Les biens seigneuriaux furent conservés sous le nom de « dominikalne », et les biens « rustikalne » restèrent la propriété héréditaire des paysans.

Les nobles eurent pour eux des tribunaux particuliers (*Fora nobilium*), notamment pour les affaires pénales; comme tous les tribunaux, ceux-ci dépendaient de la Cour d'appel de Léopol, tribunal le plus élevé de Galicie.

Quant aux paysans, nous l'avons dit, ils étaient sous la juridiction du noble ou de son remplaçant (*justycyaryusz*); de la sorte Joseph II renforçait la hiérarchie des classes et maintenait dans la société cette forte discipline qu'il croyait indispensable à ses Etats si disparates.

Toutefois, la noblesse était l'objet d'une grande

(1) Anatole Lewicki, *op. cit.*

défiance. Basé de la nation polonaise, fondement de son énergie morale, puisque le peuple était encore peu conscient de ses droits et de ses devoirs, la « szlachta » polonaise, était particulièrement suspecte au centralisme allemand, et la résistance héroïque de Kosciuszko en 1794 ne fit encore qu'augmenter la méfiance à son égard.

La politique de Vienne consista donc à séparer le plus possible, le peuple de la szlachta, à mettre entre eux l'envie, la rancune et la haine. L'établissement de juridictions seigneuriales, où le droit autrichien remplaçait le droit polonais contribua à ce résultat (1).

D'ailleurs, les tendances à l'unification, qui ont fait, avec un anticléricalisme intempestif, la réputation de Joseph II ; cette étrange volonté de fondre dans un même moule des nationalités aussi différentes que celles qui se recontraient dans ses Etats, et enfin l'esprit d'autorité qui perçait si souvent dans les actes de Joseph II l'amènèrent à pourchasser la langue polonaise en Galicie, et à lui substituer l'allemand (2).

(1) L'esprit de ces deux législations était tout différent, ce qui déroutait les plaideurs et les irritait contre les juges.

Le droit civil de l'Autriche comprenait alors le droit romain, le droit commun allemand et des décisions impériales. Un essai de codification avait été fait sous Marie-Thérèse et continué par Hart en 1786, sur l'ordre de Joseph II. Terminé par Kees et Martini, 1810, ce Code civil fut appliqué aux provinces non allemandes. Cf. Glasson, *Les Codes Autrichiens (Rev. pol. et parlement., février 1895)*.

(2) On dit d'ailleurs, qu'il n'y mettait point de passion. « Si, disait-il à un magnat hongrois, la langue madgyare était la plus répandue

Des fonctionnaires allemands ou tchèques, remplacèrent les fonctionnaires polonais, et la langue allemande devint celle de toute l'administration, des tribunaux et des écoles pendant trois quarts de siècle.

Il y avait eu en Galicie, à l'imitation de la Pologne restée libre, un mouvement très vif en faveur des écoles populaires ; on s'efforçait d'imiter l'œuvre de cette commission d'Education fondée à Varsovie par Kollontaj, l'un des futurs promoteurs de la Constitution du 3 mai 1791, l'archevêque Poniatowski, frère du roi, André Zamoyski et le mathématicien Sniadecki (1). Ce mouvement fut vite enrayé ou détourné au profit de l'enseignement allemand.

Un autre moyen de germanisation fut l'installation de colonies allemandes en Galicie : « Les colonies allemandes écrit Lewicki, devaient contribuer à la germanisation, colonies que Joseph II fit venir dans le pays et qui existent encore » (2),

dans mes Etats, je n'hésiterais pas à l'imposer à tout mon empire, à la place de l'allemand. »

(1) Cette commission d'éducation est en quelque sorte le premier ministère de l'instruction publique que l'Europe ait connu. Il venait malheureusement au temps des plus grands désastres de la Pologne, à l'époque où cet Etat approchait de la ruine.

(2) Les colons allemands en Pologne se rencontrent dès le Moyen Age. Après avoir repoussé de Pologne les Tartares qui, pendant trois siècles, devaient dominer la Russie, les rois polonais appelèrent des ouvriers et artisans allemands pour rebâtir les villes détruites ; beaucoup devinrent Polonais et plusieurs noms connus parmi les patriotes polonais sont des noms allemands.

Les colons appelés par Joseph II ont mieux gardé leur nationalité,

La suppression partielle des couvents fut peut-être moins une œuvre hostile au polonisme que l'application du système josephiniste.

Au point de vue des assemblées locales, la Galicie vit disparaître l'ancienne autonomie dont la Pologne l'avait gratifiée, autonomie qui ne s'étendait pas au royaume de Galicie-Lodomérie, alors inexistant, mais aux wojewodies, aux starosties qui, dans l'ancienne Pologne, jouissaient d'une grande liberté.

Les Diètes et Diétines furent supprimées et la Patente de 1775 organisa une Diète unique avec un Conseil des Etats (*Wydział stanowy*), sans grande importance d'ailleurs et irrégulièrement convoqués.

La Charta Leopoldina. — Sous le règne de Leopold II, les affaires de Galicie semblèrent prendre un cours plus favorable.

Profitant des bonnes dispositions du souverain pour les Polonais, la Commission Civile de Léopol, envoya une députation à Vienne (*Potocki, Ossolinski, Iablonowski, etc...*) ; elle obtint la suppression de quelques institutions antipolonaises, la reconnaissance des attributions de l'ancienne Diète des Etats ; d'autres faveurs en matière d'impôt étaient également demandées et tout

mais aujourd'hui leur nombre est faible ; on ne compte pas plus de 3 % d'Allemands en Galicie et parmi eux beaucoup de Juifs qui se disent Allemands. Ils ont une vingtaine d'écoles publiques et un certain nombre d'écoles privées ; ils possèdent un seul gymnase en Galicie (à Leopold) et un seul député à la Diète (à Biala).

cela devait former la *Charta Leopoldina* (1790), qui malheureusement ne fut pas mise en vigueur, l'empereur étant mort peu après.

Son successeur, François II, participa au 3^e partage de la Pologne, il acquit la Galicie occidentale, et la germanisation à outrance redevint le mot d'ordre (1).

L'époque napoléonnienne. — De 1805 à 1815, la Galicie partagea les espérances et les craintes de la Pologne. Les victoires inouïes d'un conquérant inlassable, des remaniements continuels de la carte d'Europe, la renaissance partielle de la patrie polonaise, l'avenir immense qui semblait l'attendre, tout était bien fait pour soulever l'enthousiasme d'une nation opprimée, et la jeter aveuglément dans les bras du vainqueur (2).

(1) En 1801, l'Université jagellone de Cracovie fut réorganisée à l'imitation des universités allemandes et les professeurs polonais firent place à des allemands.

En 1805, l'Université de Leopol fut réunie à celle de Cracovie ; à la place, on établit à Leopol un lycée pour enseigner la théologie, le droit et la philosophie.

(2) Déjà, dans l'armée d'Italie, la Légion polonaise participe à nos succès et à nos revers ; elle repart à Hohenlinden, puis va se faire décimer obscurément, à Saint-Domingue. En Prusse Orientale, après Iéna, elle devient un corps d'armée, elle assure à Napoléon l'appui du pays ; en 1809, avec Poniatowski, c'est une armée qui conquiert la Galicie, oblige l'Autriche à immobiliser 30.000 hommes qui auraient pu changer la fortune à Wagram. En Espagne, des victoires sont dues aux seuls Polonais, et pendant la guerre de Russie enfin, 86.000 Polonais font partie de la Grande Armée ; leurs débris se retrouveront à Leipsig, au passage de l'Elster, ou Poniatowski périra dans la campagne de France, à Waterloo, et jusqu'à Sainte Hélène.

Trois fois en 1807, en 1809, en 1812, Napoléon eut la possibilité

C'est de cette période que datent les remaniements les plus considérables du territoire galicien. Après Wagram, l'Autriche, en effet, perd la Galicie occidentale, avec Cracovie et le cercle de Zamosc qui sont annexés au grand duché de Varsovie ; elle perd en outre le cercle de Tarnopol détaché de la Galicie-Lodomérie et que Napoléon donne à la Russie. La Galicie, avec Leopold et Cracovie, ayant été occupés par les troupes de Poniatowski, les Polonais espéraient que cette province entière serait rattachée au grand duché de Varsovie, il n'en fut rien. L'année 1815 rétablit la Galicie dans les limites que nous lui voyons aujourd'hui, sauf que la petite république de Cracovie demeura indépendante.

Situé sur la rive gauche de la Vistule, le territoire de Cracovie s'étendait sur 16.500 hectares et comptait environ 100.000 habitants. Un Sénat y fut organisé, avec un président et 12 membres qui avaient la direction de toutes les affaires. Ce Sénat était élu par l'Assemblée des représentants (sauf 2 membres qui représentaient l'Université et 2 autres le chapitre épiscopal) et les représentants eux-mêmes par les communes.

C'est ce petit gouvernement qui donna l'exemple des réformes les plus libérales. Il supprima la confiscation des biens et le servage, il établit la liberté de la presse.

de rétablir la Pologne, d'en faire un Etat puissant, fidèle allié de la France, capable de contenir le centre et l'orient de l'Europe ; les calculs de sa politique l'en empêchèrent.

2^o Le régime de Metternich (1815-1848).

- Les traités de 1815 en consacrant le partage de la Pologne assuraient à chacun des trois tronçons polonais le respect de sa langue, de sa religion (art. 1^{er} de l'acte final du 9 juin 1815).

:: Pour la Galicie, en particulier, la représentation du pays était promise, c'est-à-dire le système des Diètes comme il existait dans l'ancienne Pologne.

La Diète de 1817. — On rétablit en effet, par une Patente de 1817, l'organisation de la Diète des Etats, mais bientôt on limita l'action de cette Diète ; ce n'était qu'une institution de principe et sans pouvoir véritable.

L'Assemblée entendait les ordres de l'Empereur ou postulats (aussi l'appelait-on Diète postulatoire) ; elle donnait des avis quand on les lui demandait, sur les affaires du pays ; elle envoyait des pétitions à Vienne, accordait la naturalisation et gouvernait le fonds « stanowy » (d'Etat galicien),

Mais, même dans ces limites, la Diète ne pouvait rien sans la permission du gouvernement, quoique toujours elle s'assemblât avec solennité. C'était un Commissaire du gouvernement qui la présidait et la session ne durait jamais plus d'un jour.

Il y avait cependant une Commission permanente, émanant de la Diète ; c'était le « Wydział stanowy », élu

par la Diète dans son sein et composé de deux députés de chacun des trois premiers Etats avec un député de la ville (Leopol). Cette Commission ne faisait guère que de répartir les impôts (1).

Ce sont là des institutions que nous retrouvons aujourd'hui encore, mais qui ont acquis une importance beaucoup plus large.

Les quatre Etats représentés à la Diète étaient alors : le clergé, la grande noblesse (magnats), la chevalerie (stan rycerski) formée de nobles non titrés payant 200 florins de taxe urbaine, enfin les villes royales (Leopol seulement).

Un véritable abîme était maintenu entre la noblesse, la classe des propriétaires de quelque importance et les paysans. Ceux-ci, classés sur les listes de servitudes et de corvées, ne peuvent acquérir la terre noble ; ils doivent leurs fermages aux propriétaires qui peuvent les faire payer en journées de travail et donner ainsi dans les plus graves abus ; les corvées enfin sont accablantes et, réparties par le noble qui déjà juge, recrute et impose le paysan, elles sont une source de haines entre le paysan et l'aristocratie.

En vain, bon nombre de nobles demandent la réparation de ces injustices et réclament la suppression des servitudes et corvées devant le Conseil aulique ; celui-ci propose de les remplacer par des prestations d'argent que les paysans sont évidemment incapables de fournir. Ceux-ci d'ailleurs, laissés dans une ignorance profonde,

(1) B. Łozinski, *La Diète des Etats* (en polon.), Leopol. 1903.

trompés par les fonctionnaires allemands intéressés à les tourner contre la noblesse, ne voient de cause à leurs maux que les seigneurs qui les dominent ; d'autre part, les abus de certains propriétaires passent pour la règle générale et les paysans trop simples pour soupçonner la duplicité du gouvernement reportent toute leur aversion sur la noblesse polonaise.

Ajoutons que les propriétaires étaient chargés de répartir l'impôt et même d'en assurer le recouvrement. Or, l'impôt avait été considérablement élevé ; sous Joseph II déjà, il avait vite dépassé de 50 millions de couronnes les chiffres antérieurs. Les dégrèvements de toutes sortes provenaient du gouvernement, tandis que les rigueurs semblaient le fait de la noblesse, si bien que le peuple avait là une nouvelle cause de mécontentement.

Toutes ces raisons expliquent l'état d'esprit des paysans lors des terribles massacres de 1846.

L'année 1846. — En 1845, la Diète de Galicie avait renouvelé le vœu d'une réforme radicale dans le système de gouvernement du pays, mais Vienne n'avait fait que des réponses dilatoires. « Le gouvernement autrichien avait mis à peu près en pratique le règlement de Kosciuszko de 1794 (supprimant partiellement le servage en Pologne), mais en conservant la corvée, il introduisit des dispositions tracassières qui rendirent possibles les tristes événements de 1846 » (1).

(1) Adam Mickiewicz. *Histoire populaire de la Pologne* (notes de Ladislas Mickiewicz).

La Galicie, comme le reste de l'empire était soumise au régime autoritaire qui peuplait les prisons de Venise et du Spielberg. Sascher Masoch, le chef de la police de Léopol, avait établi un espionnage perfectionné de toutes les familles polonaises (1), tandis que le gouverneur Stadion favorisait les Ruthènes et les réservait pour une opposition possible aux Polonais (2).

Des troubles ayant éclaté à Cracovie, par le fait des émigrés polonais revenus dans cette ville, et ces troubles menaçant de gagner la province, l'autorité autrichienne persuada au peuple des campagnes, complètement illettré que la noblesse et le clergé préparaient son extermination (3). D'anciens soldats et des cabaretiers répandirent cette nouvelle qui mit les paysans en armes (4).

(1) Sascher Masoch, *Le Cabinet noir de Lemberg*. Fils de l'ancien chef de la police Sascher Masoch (hostile aux Polonais), décrit avec force les agissements policiers de l'époque. Son père, au temps de Bach, fut chef de la police à Prague et s'y fit craindre autant qu'à Léopol. (V. E. Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, 2^e vol.). V. Mémoires de Grillparzer (cités par Denis).

(2) L. Asseline, *Histoire de l'Autriche*, 1877.

(3) Notamment le baron Krieg et le « staroste » Breindl à Tarnow. V. Louis Asseline, *loc. cit.* Léonard Chodzko, Les Massacres de Galicie (*Rev. des Deux Mondes*, 1846-47).

(4) Les cabaretiers (presque tous juifs), avaient une détestation particulière pour les grands propriétaires polonais qui leur louaient le droit de débiter les boissons (droit de propination, actuellement supprimé). Aujourd'hui, cette antipathie est toujours très vive ; nous avons pu en juger lors d'une réunion des cabaretiers à l'Hôtel de Ville de Leopold (20 septembre 1909) ; des discours très violents contre les propriétaires furent prononcés.

Alors commença entre Tarnow et Cracovie, le pillage et l'incendie des domaines, le massacre des propriétaires polonais par les paysans polonais, persuadés que l'empereur, pour récompenser leur zèle, supprimerait toutes leurs obligations vis-à-vis des seigneurs (1).

Toute velléité révolutionnaire et même réformatrice fut ainsi étouffée (2) (mars 1846). La Patente du 13 avril 1846, ne donna pas satisfaction aux paysans, la terre ne devenait pas libre, l'autorité du seigneur était maintenue (malgré les vœux de la noblesse), et seules les corvées de charroi étaient supprimées (L. Léger).

Enfin, le 6 novembre 1846, l'Autriche, la Prusse et la Russie « considérant que Cracovie est un corps politique évidemment trop faible pour résister aux intrigues incessantes des émigrés polonais », cette petite république est annexée à l'Autriche et rattachée à la Galicie.

3^e Révolution et Réaction (1848-1860)

Quand la révolution éclata à Vienne, le 13 mars, à la

(1) L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*. Une pareille illusion animait les paysans russes lors des derniers troubles.

(2) Dans le seul district de Tarvow, 1458 propriétaires, avec leurs femmes, leurs enfants et leurs serviteurs, furent massacrés. (A. Lewicki, *loc. cit.*). L'autorité payait les meurtriers 10 florins pour un mort, 5 seulement pour un « insurgé » vivant. (V. Leonard Chodzko, *loc. cit.* ; Louis Asseline, *loc. cit.*, et tous les journaux du temps).

nouvelle des événements de février à Paris, la Galicie était prête à l'accueillir.

Cette grande province de 5 millions d'habitants, se considérait toujours comme incorporée momentanément à l'Autriche, elle n'avait jamais ratifié son annexion, d'autant plus qu'à toutes les demandes de constitution qu'elle avait faites, Vienne avait toujours répondu par un refus.

La Diète et sa Commission administrative n'étaient qu'une parodie de la représentation du pays et comme sur d'autres points on n'avait fait aucune réforme, c'était toujours en Galicie, comme dans le reste de l'empire, le même système de défiance, fiscalité, bureaucratie et police (Lewicki).

La Révolution en Galicie. — Dès le 28 mars, des Comités nationaux se forment à Cracovie et à Léopol, (composés des personnages les plus honorables) et adressent des pétitions à l'empereur.

Ils demandent l'usage de la langue polonaise dans les écoles, les tribunaux et les administrations.

Le pays aurait une administration autonome et une représentation spéciale. Une garde nationale assurerait la sécurité ; des écoles populaires seraient ouvertes. Enfin, le servage serait supprimé et le jury criminel institué.

Ces vœux étaient en conformité avec la Patente impériale, du 15 mars qui promettait une Constitution, en même temps qu'elle faisait appel aux Etats des différents pays, pour le vote de cette Constitution d'empire.

Le gouverneur de Galicie, comte Stadion, promit d'abord tout ce qu'on lui demanda et l'archiduc Jean, parla même de la résurrection de la Pologne.

La première Constitution autrichienne. — Mais déjà le gouvernement se ressaisissait. La Constitution du 25 avril 1848, faite en grande partie par le ministère (Ficquelmont), avec l'avis de quelques délégués des pays allemands ne tenait aucun compte des vœux de la Galicie (1) (et de la Bohême).

D'après cette Constitution, l'Autriche-Hongrie devient une monarchie constitutionnelle, divisée en « pays ». La liberté de langue et de religion est promise ; il y a deux Chambres, un Sénat nommé par l'empereur et par les grands propriétaires (40 sénateurs pour la Galicie) et une Chambre de députés qui représentera la « population et les intérêts ».

La Galicie aura (avec Cracovie) 100 députés sur 383 pour l'Autriche ; (la Hongrie devant avoir un régime propre).

Cette réglementation devait s'appliquer également aux Diètes des « Pays », au moins dans une partie de ses articles. Mais elle fut bientôt modifiée par Pillersdorf qui, le 16 mai, fit décider qu'il y aurait une chambre unique élue à un suffrage quasi universel (2). Cette as-

(1) Stanislas Starzynski, *La première constitution autrichienne, sa genèse et sa critique*, Cracovie 1889.

(2) L'empereur Ferdinand s'enfuyait le lendemain à Innsbrück,

semblée se réunit à Vienne le 22 juillet; elle eut pour président un Allemand, pour vice-présidents un Tchèque Strohbach et un Polonais, Smolka.

Dans l'intervalle, l'enthousiasme des provinces s'était assez vite refroidi (1).

Fin de la Révolution en Galicie. — Cependant Vienne avait accordé à la Galicie la suppression du servage, mais en son propre nom et sans paraître tenir compte des réclamations réitérées que la Diète lui avait adressées à ce sujet. Une patente « *motu proprio* » (25 avril 1848) promet une indemnité aux nobles, pour compenser la suppression des corvées. « Ainsi les nobles, n'avaient pas le bénéfice de cette réforme » (2).

Des mouvements révolutionnaires s'étant produits à Cracovie la citadelle bombarda la ville (fin avril 1848), et à Léopol, l'action du Conseil national fut aisément entravée par l'autorité autrichienne (3).

abandonnant à eux-mêmes ceux qu'il considérait comme révolutionnaires.

La « *Gazeta Lwowska* » (de Leopold) publia le 7 juin, avec la signature de Hammerstein, gouverneur, et de Goluchowski, vice-président le décret du 16 mai, décidant une assemblée unique.

(1) Au commencement de juin, un Congrès panslaviste s'était réuni à Prague sous la présidence du célèbre historien tchèque Palacky; le prince Lubomirski et le comte Zamoyski représentaient les Polonais. Le but du Congrès était de rechercher dans quelles conditions on pourrait amener l'Autriche à la forme de gouvernement fédératif. Le Congrès se dispersa, sans rien faire.

(2) Louis Asseline, *Histoire de l'Autriche*.

(3) Ce Conseil national comprenait : le comte Fredro, dramaturge

Mais ce Conseil national parut trop avancé, et sur les conseils de Stadion, les conservateurs formèrent à part, une Assemblée rurale qui devint pour le gouverneur une sorte de Comité consultatif (Beirath).

D'autre part, Stadion, qui n'avait cessé d'encourager les Ruthènes dans leur opposition aux Polonais, excita l'évêque uniate Jachimowicz (plus tard metropolite) à former un Conseil national parallèle à celui des Polonais. Ce fut le Conseil de Saint-Jure, lequel s'efforça de paralyser l'action polonaise (1).

Ce conseil demanda le partage de la Galicie en deux tronçons ; la Galicie orientale, qui serait abandonnée aux Ruthènes et la Galicie occidentale, où domineraient les Polonais.

Pour s'assurer l'appui de Vienne, les Ruthènes consentaient au maintien de l'allemand, comme langue de l'administration et des écoles.

Vaincue à Vienne par Windischgraetz, la révolution le fut aussi et très facilement à Léopol. Hammerstein, gouverneur allemand, fit bombarder la ville (2). La garde nationale fut désarmée en partie, la légion académique

célèbre ; François Smolka, futur président du Reichsrath de Kremsier ; Dobrzanski, Gross commandant de la Légion académique, des députés ruthènes et juifs.

(1) Saint-Jure, cathédrale, séminaire et palais archiépiscopal grecuni (Uniate) de Leopold.

(2) L'hôtel de ville, rebâti après l'incendie de 1826, fut en partie détruit. La bibliothèque universitaire souffrit beaucoup, le vieux théâtre fut brûlé.

dissoute, les aigles polonaises interdites et les émigrés expulsés de nouveau (1).

La Constitution d'Olmütz. — Le Parlement (réuni le 22 juillet) en majorité slave avait mécontenté Vienne, qui affectait de voir dans cette assemblée « une invasion de barbares ». Ce parlement vota cependant le rachat de toutes les prestations et corvées des paysans. Mais les événements l'ayant empêché de continuer ses séances, il se retira dans la petite ville de Kremsier, tandis que l'Empereur Ferdinand était à Olmütz et bientôt même (2 décembre 1848) cédait le trône à son neveu François-Joseph.

Un *Projet de Constitution* fut élaboré du 13 janvier au 3 mars 1849, décidant que chaque « Pays » aurait son autonomie dans les limites de la Constitution et proclamant l'égalité des langues dans les débats des Chambres.

Chaque pays d'autre part devait avoir sa Diète locale (*einem eigenen Landtag abzuhalten*), dont l'autonomie s'étendrait : 1° Aux affaires financières du pays, à la répartition des fonds et biens du pays ; 2° Aux fonda-

(1) Les Polonais combattirent encore l'Autriche et l'autocratie partout où ils purent. Mierolawski se mêla à l'insurrection de Sicile ; Chrzanowski devint général des troupes du roi de Sardaigne, Charles Albert (avec Zamoyski) ; Dembinski fut deux fois généralissime de l'insurrection hongroise ; Bem s'illustra en Transylvanie ; Wysocki commanda en Hongrie la légion polonaise. Lors de son intervention en Hongrie en faveur de l'Autriche, Nicolas I^{er} annonça qu'il combattait « les traitres polonais de 1831, réunis à des réfugiés et à des proscrits appartenant à d'autres nations et qui usurpaient le pouvoir. »

tions, à l'assistance publique ; 3° Aux affaires d'intérêt économique, aux chemins ; 4° Aux affaires religieuses et à toutes affaires non retenues par le gouvernement central (1).

Ce projet de Constitution fut brusquement remplacé par une Patente impériale, connue sous le nom de *Constitution d'Olmütz* (4 mars 1849).

Cette constitution d'Olmütz, *concédée par l'empereur*, décide qu'il y aura 13 Pays de la Couronne dont la Hongrie (2), la Galicie avec la Bukovine, etc... Chaque pays a son autonomie (mais dans des limites plus restreintes que le susdit projet de Constitution) ; il peut s'occuper des établissements publics qu'il entretient, de l'assistance publique, de ses revenus, des églises, des écoles et des affaires des communes. D'ailleurs un statut particulier sera établi pour chaque pays. (Statut du 29 sept. 1850, pour la Galicie.)

Quant au Parlement, il est composé de deux Chambres, dont l'une élue pour 5 ans, directement par le peuple, au vote public et personnel.

(1) C'était le moment où Palacky rédigeait le programme fédéraliste avec quatre ministres communs seulement : guerre, marine, finances, affaires étrangères, et distinguait dans l'Empire sept nationalités distinctes avec chancelleries particulières à Vienne. Chaque province devait être autonome, les Diètes nommant les députés au Reichsrath.

(2) La révolte des Hongrois décida l'empereur à considérer leur royaume comme un simple « pays de la couronne ; le désespoir qu'en ressentirent les Madyars fut grand, mais il ne leur donna pas la victoire.

Cette constitution encore faiblement fédéraliste était cependant libérale ; elle ne fut jamais appliquée. La réaction du ministère Schwarzenberg-Bach, s'exerça sans Parlement (1), n'ayant d'autre contrôle qu'un Conseil d'Etat nommé par l'empereur et dont la Patente du 13 avril 1851, délimita strictement le champ d'action. Ce Conseil d'Etat devait durer jusqu'en 1860.

La première constitution galicienne. — *Le statut de la Galicie*, du 29 septembre 1850, est la première constitution véritable que ce pays obtint après son annexion à l'Autriche. Il ne représente pas une concession particulière à la Galicie, il n'est pas une mesure isolée, mais simplement l'une des treize constitutions locales données aux 13 Pays de la Couronne.

L'esprit de ces constitutions est loin d'être aussi décentralisateur qu'on l'avait promis ; partout les attributions des Diètes locales sont étroitement limitées et quand le gouvernement se trouve en présence d'une vaste province comme la Galicie, il n'hésite pas à la fractionner et à y établir plusieurs Diètes pour diminuer sa puissance.

A la tête de la Galicie se trouve un gouverneur (Statthalter, Namiestnik) représentant l'empereur.

La province est divisée en trois parties ou cercles de gouvernement, avec un président de gouvernement (sous les ordres du gouverneur), et une Diète dans chaque

(1) V. E. Denis, L. Léger, L. Asseline, *op. cit.*

cercle. Il y a donc trois Diètes ou plutôt trois « Curies » siégeant à Cracovie, Leopold et Stanislawow. Les trois Curies ne se réunissent pas en une assemblée unique, mais désignent respectivement cinq des leurs, qui vont à Leopold former un comité permanent (Wydział Krajowy) de quinze membres. Les pouvoirs de cette Diète fractionnée se trouvent de la sorte affaiblis.

Composition des Curies et Règlement électoral. — La Curie de Cracovie avait 58 députés, celle de Léopold 50, celle de Stanislawow, 42 ; au total, 150 députés nommés par trois catégories de citoyens : 1^o les imposés ; 2^o les citoyens des villes ; 3^o les citoyens des campagnes.

Tout citoyen autrichien, âgé de 24 ans, jouissant de ses droits civils et politiques et payant un impôt direct déterminé (1), ou possédant le droit électoral par qualité personnelle, peut voter.

La classe des citoyens les plus imposés comprend nécessairement les personnes payant plus de 500 fl. d'impôts directs et il doit y avoir au moins un électeur de cette catégorie par 6.000 habitants. Les députés doivent avoir 30 ans, ils sont élus pour six ans ; il n'est pas nécessaire qu'ils appartiennent à la classe électorale qui les élit (2).

Convocation et attributions de la Diète. — Les trois

(1) 15 florins à Leopold et Cracovie ; 40 fl. dans les villes de 10.000 habitants ; 5 fl. partout ailleurs.

(2) St. Starzynski, *Code de droit politique autrichien*, 4^e partie.

Curies de la Diète sont convoquées en même temps par l'empereur, pour quatre semaines, en novembre. Les députés prêtent serment à l'empereur et à la Constitution.

Chaque Curie décide de la validation de ses membres, nomme son président pour trois ans; les séances sont publiques.

La Diète nomme un Comité permanent (ou commission permanente administrative) (Wydział Krajowy) de quinze membres, à raison de cinq par Curie; mais il peut aussi se former, dans certains cas, un Comité central (Wydział centralny), formé des quinze membres du Comité permanent et de dix-huit membres nommés, six par chaque Curie.

Comme attributions, la Diète s'occupe de la « culture » du pays, du régime des eaux, des bâtiments, des églises, des écoles, des affaires communales. Le budget est alimenté par des impositions spéciales, par les revenus du domaine du Pays et les emprunts. Le budget, préparé par le Comité permanent et le gouverneur, est voté annuellement par la Diète.

Il faut l'accord des trois Curies pour qu'une proposition soit votée, sinon le Comité central doit donner son avis (si deux Curies le lui demandent); mais ce Comité ne peut proposer lui-même les réformes.

Rôle du Comité permanent. — La Diète ne siégeant qu'une faible partie de l'année, un Comité élu par elle, est chargé de surveiller ou de régler les affaires du pays

pendant les intersessions. Ce Comité administratif permanent est connu en Galicie sous le nom de « *Wydział Krajowy* » ou Comité du Pays (Landesausschuss); l'importance de son rôle n'a fait que grandir (1).

Dans la constitution galicienne de 1850, le Comité permanent est composé de quinze députés, nommés par les Curies comme il est dit plus haut, chaque catégorie de députés (grande propriété, villes, campagnes), ayant ses représentants dans ce Comité.

Les membres du « *Wydział Krajowy* » doivent habiter Léopol; ils sont rétribués. Ils nomment un président choisi parmi eux et restent en fonction aussi longtemps que la Diète.

Au dessus, en quelque sorte du Comité permanent, la Constitution de 1850, instituait un Comité central (*Wydział centralny*), rouage administratif que l'on ne trouve plus à présent.

Formé de 33 membres, ce Comité central avait surtout pour mission de mettre d'accord les 3 Curies de la Diète, en cas de dissentiment. Le gouverneur de la Galicie avait le droit d'y siéger.

Mais le rôle du Comité permanent est bien plus large; c'est lui qui établit, de concert avec le gouverneur, les prévisions budgétaires, qui prépare les sessions des

(1) Ce Comité administratif permanent se retrouve dans la plupart des « pays » de l'Autriche. Avec des attributions plus larges, une autorité plus grande, il rappelle nos Commissions départementales des Conseils généraux.

trois Curies et soumet à celles-ci les affaires et les vœux du pays ; c'est lui aussi qui surveille tous les fonctionnaires locaux.

Les décisions de ce Comité permanent sont remises au gouverneur qui doit signaler à Vienne celles qui contrediraient une loi. Le gouverneur peut aussi, en cas de danger pour le pays, retenir la décision et la renvoyer au Comité permanent ; en cas de dissentiment entre le gouverneur et le Comité on soumet la question aux Curies ou même au ministre compétent.

Valeur autonome du Statut. — En résumé, la Galicie semble posséder alors une constitution reposant sur des textes précis, constitution qui donne au pays une autonomie et une liberté plus large. Au lieu d'une Diète réunie d'habitude par une seule journée et, n'ayant d'autre droit que de répondre aux questions du gouvernement ; au lieu d'une assemblée composée presque uniquement d'aristocrates, la Galicie nomme une assemblée délibérative siégeant pendant quatre semaines tous les ans, capable de formuler des vœux précis, de diriger les affaires propres du pays, de voter le budget, d'examiner les comptes de la province et élue par un corps électoral plus large, où la moyenne et même la petite propriétés, pouvaient être représentées, ainsi que « l'intelligence ».

Mais, rapprochée du projet de l'Assemblée de Kremsier et des espérances que l'année 1848 avait fait naître, cette constitution était bien insuffisante. Les Polonais en particulier, lui reprochaient de maintenir l'allemand comme

langue officielle administrative et de tolérer seulement le polonais dans les débats de la Diète et dans l'enseignement religieux (1).

Un reproche plus grave encore, c'est que l'unité du pays était atteinte par la division de la Diète en trois Curies ; cette division répondant, jusqu'à un certain point aux divisions naturelles du pays, pouvait opposer l'ouest de la province à l'est et au centre ; elle pouvait susciter une rivalité entre Cracovie et Léopold d'une part, entre la région purement polonaise de la Vistule et la région mixte du Dniestr, d'autre part.

L'hostilité de l'une des curies, ou simplement d'une faible majorité de cette curie, tenait en suspens les décisions les plus graves, et nécessitait l'intervention du Comité central de 33 membres, qui généralement, prononçait le dernier mot, de sorte que les plus graves décisions venaient de cette représentation réduite du pays.

Enfin, les attributions du Comité administratif permanent (Wydział Krajowy) étaient insuffisantes. Composé de 15 membres, ce Comité était plus délibératif qu'exécutif, et c'était au gouverneur, lieutenant de l'Empereur, et à ses bureaux, qu'était laissé le plus grand pouvoir d'exécution.

Sans doute, ce gouverneur était un Polonais, le comte Agenor Goluchowski, mais sous le ministère centraliste

(1) Tous les fonctionnaires devaient connaître le polonais ; mais l'allemand demeurait la langue des écoles et des tribunaux.

de Bach, il était étroitement retenu dans ses velléités fédéralistes, et comme il n'y avait aucune représentation galicienne à Vienne, et pas de Parlement, l'arbitraire ministériel se donnait libre cours (1).

D'ailleurs, jusqu'en 1854, l'état de siège fut maintenu en Galicie, permettant la domination du pouvoir militaire, et pendant dix années, l'ancien régime de Metternick, en dépit des textes nouveaux, ne fut guère modifié.

Il faudra les événements de 1859, pour décider l'Autriche à entrer franchement dans les voies constitutionnelles.

(1) Bronislaw Lozinski, *Le comte Agénor Goluchowski* (1846-1859). Voir aussi tous les historiens du « Système de Bach ». Leger, Denis, Seignobos, etc., et Dr Gustave Kolmer : *Le Parlement et les Constitutions en Autriche*, 1^{er} vol. (1848-1869). Par contre, L. Gumplowicz (israélite polonais, professeur à Graetz) exagère, selon Ern. Denis, la centralisation et la germanisation de 1850 à 1860 ; il veut ainsi montrer que dans la suite, les nationalités usurpèrent sur les droits anciens du germanisme.

CHAPITRE III

LA GALICIE CONSTITUTIONNELLE DE 1860 A NOS JOURS

1^o Le Diplôme d'Octobre et la Patente de Février.

Comme en France et en Allemagne, la période décennale de 1850 à 1860, fut marquée en Autriche par une véritable réaction, contre-coup habituel des révolutions ou même des trop rapides évolutions.

Les expériences politiques et sociales avaient échoué dans un pays fortement centralisé comme la France, pays jouissant de l'unité de langue, de nationalité et même de religion, à plus forte raison devaient-elles avorter dans cet agrégat bizarre d'Allemands, de Madgyars, de Tchèques, de Polonais, de Ruthènes, de Croates, d'Italiens, de Roumains, etc., de catholiques, de protestants, d'uniates, d'orthodoxes et de juifs, qui forment aujourd'hui, comme alors, la monarchie des Habsbourgs.

De la Constitution du 4 mars 1849, Bach ne conserva que la suppression des corvées en faveur des paysans ;

et il reprit la lutte contre les « patriotes » des diverses nationalités ; il poursuivit énergiquement les « intellectuels » et fit peser sur l'Empire, un véritable joug.

Les abus de la centralisation allemande, les exagérations du Concordat de 1855, le déficit persistant, enfin la perte de la Lombardie, en 1859, amenèrent la chute de Bach (1), auquel succéda le gouverneur de la Galicie, Goluchowski. Quoique Polonais, le nouveau chef du cabinet avait le sentiment de sa responsabilité gouvernementale ; il se savait à la tête d'un empire disparate où il convenait d'introduire une certaine décentralisation, mais en gardant au centre un pouvoir très fort.

Aurait-il voulu d'ailleurs exagérer ses tendances décentralisatrices que ses collègues du ministère, et toute l'administration supérieure, profondément allemande, s'y seraient opposés (2).

Goluchowski obtient cependant de l'empereur la *Patente du 5 mars 1860* qui décide le renforcement du Conseil d'Etat (existant depuis 1851 et tenant lieu de Parlement).

Des membres extraordinaires sont ajoutés à ce Conseil d'Etat, notamment 38 représentants des pays de l'em-

(1) Ernest Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, 2^e vol. M. Denis trace rapidement le tableau de la réaction du ministère Bach en pays slave et surtout en Bohême ou Havlicek, jeune écrivain de talent, perdit la vie, tandis que Sladkovsky, Rieger, Palacky étaient persécutés. V. aussi, Louis Asseline, *Histoire de l'Autriche*.

(2) Bronislaw Lozinski, *Le comte Agénor Goluchowski* (première période de son gouvernement). Leopol 1901. (en polonais).

pire, nommés pour six ans par l'empereur, sur une liste triple présentée par les Diètes locales. La Galicie obtenait trois de ces représentants (la Hongrie six.)

Les attributions de ce Conseil d'Etat, renforcé (*Vers-tarkter*) lui permettent de participer à l'établissement du budget ; il examine aussi les comptes, mais n'a pas encore l'initiative des lois.

Ce commencement de réforme libérale encourage les représentations locales à s'adresser à l'empereur. De Galicie, de Bohême, arrivent des suppliques en faveur d'un gouvernement constitutionnel véritable, et le Conseil d'Etat lui-même déclare qu'on ne peut sortir des difficultés financières, qui sont énormes, qu'avec le concours d'un Parlement issu du suffrage des citoyens.

L'empereur propose d'abord d'étendre les attributions du Conseil d'Etat, en matière d'impôts, mais avec la restriction que ces attributions seraient suspendues en temps de guerre (1).

Le Conseil d'Etat n'est pas satisfait ; il demande que les divers pays de la monarchie aient part à l'administration des affaires pour combattre « cet engourdissement de l'esprit public, qui paralyse la force morale de l'Etat (2).

Mais on se divise sur les moyens. Les *libéraux* sont pour le centralisme qui les aidera contre l'aristocratie,

(1) Lettre du 17 juillet 1860, à l'archiduc Rénier, président du Conseil d'Etat. V. Starzynski, *op. cit.*

(2) Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (1815-1896).

les *conservateurs* et les aristocrates sont pour le particularisme féodal ; le clergé, lui aussi, est particulariste (1).

Les petites nationalités sont centralistes contre les nationalités plus grandes avec lesquelles elles sont généralement en lutte ; c'est ainsi que les Ruthènes, en 1809 et en 1848, ont soutenu Vienne, contre les Polonais et que Jellacic, Ban de Croatie, a concouru à la défaite des Madgyars (1849).

La majorité fédéraliste du Conseil d'Etat (25 voix), demande « la reconnaissance des individualités historico-politiques, des pays particuliers..... l'égalité de tous les pays de la monarchie... et pour chacun d'eux, l'autonomie dans l'administration et la législation intérieures. »

La minorité (13 voix) demande le maintien d'un fort pouvoir unitaire (*einheitlich*) ; c'est l'Etat d'ensemble (*gesammstaat*) qui aura les droits sans lesquels une unité réelle de l'Empire ne peut se concevoir.

Le *Diplôme d'octobre* s'inspirera de l'opinion de la majorité ; « c'est encore aujourd'hui la base constitutionnelle de la forme du gouvernement en Autriche » (2).

(1) Seignobos, *op. cit.* Classification un peu étroite. Parmi les « patriotes » qui luttaient pour l'autonomie de leur « pays », il y avait des hommes de toutes les opinions, notamment des libéraux et des anti-cléricaux. Nous verrons d'ailleurs que les mots changent de valeur avec le temps et avec les pays.

(2) Starzynski, *Code politique de l'Autriche*, p. 161 (note).

Le diplôme d'octobre 1860. — Cet acte impérial établit deux sortes de représentations, l'une centrale, l'autre provinciale. La première se compose de députés présentés par les Diètes et choisies par l'empereur; elles forment le *Reichsrath* dont les attributions limitativement énumérées sont communes à toutes la monarchie.

L'autre représentation est celle que constituent les *Diètes locales* et dont les attributions sont celles que l'empereur n'a données ni au Reichsrath, ni aux communes, ni retenues pour soi.

Cette amorce de décentralisation, qui se fortifiait de la suppression des ministères de l'intérieur, de la justice et des cultes, n'était pas faite pour améliorer la position du comte Goluchowski, vis-à-vis des Allemands centralistes. D'autre part, l'organisation des Diètes locales, avec leur division en ordres surannés, leur suffrage à deux ou trois degrés, à l'imitation des anciennes Chartes, soulevait un grand mécontentement dans tous les pays. « C'était du fédéralisme à rebours...; dominées par la noblesse, le clergé et la grande propriété, ces Diètes étaient en opposition avec les idées modernes. » (L. Asseline).

Goluchowski se retira le 13 décembre 1860 et Schmerling lui succéda.

A l'exemple de Bach, Schmerling a laissé son nom à un système politique. Centraliste et Joséphinite à sa façon, décidé à s'appuyer sur les Allemands, dont il

veut maintenir la domination dans l'Empire, il est néanmoins résolu à entrer dans la voie constitutionnelle, à moderniser l'Autriche et même plus nettement que ne le faisait Goluchowski.

Les manifestations des provinces l'empêchent d'ailleurs d'exagérer ses tendances centralistes; c'est ainsi qu'il n'enlève pas aux Diètes la nomination de leurs députés pour la donner au Pays, directement.

La Diète de Galicie rédigea une adresse à l'Empereur dans ce sens, la Hongrie alla jusqu'au refus de l'impôt (1).

C'est dans ces conditions que Schmerling fit signer la Patente du 26 février 1861, qu'il présenta comme un complément du Diplôme, mais qui, en réalité, le remplaça et le modifia.

La Patente de février 1861. — D'après ce texte, l'Etat reprend le premier rang au lieu des provinces, et plusieurs des attributions des Diètes lui reviennent (2).

Le *Reichsrath* est permanent et comprend deux Chambres : Chambre des seigneurs (nommés par l'empereur sauf les pairs nés ou héréditaires); Chambre des députés, comprenant les délégués des Diètes, au nombre de 343.

(1) Les étudiants de Cracovie demandaient l'enseignement en polonais. Les Ruthènes, par contre, voulaient ne pas dépendre purement et simplement de la Diète galicienne, presque exclusivement polonaise.

(2) Ernest Denis, dans l'Histoire Générale de Lavisse et Rambaud.

Sur ce nombre, 203 représentent l'Autriche (la Galicie en a 38) et forment le Parlement étroit; 140 sont attribués à la Hongrie et à la Vénitie; ils forment avec les précédents le Parlement « plénier ».

Quant aux *Diètes provinciales* (1), elles sont toutes établies sur un même modèle : principe de la représentation des intérêts, électeurs censitaires ou capacitaires formant deux collèges, villes et campagnes, qui s'ajoutent au collège de la grande propriété. Le cens toutefois, varie selon les provinces, et les villes d'habitude, sont plus avantagées que les campagnes; mais partout, il y a une représentation proportionnelle, non pas à la population globale, mais à la richesse et à l'influence des nationalités.

Après les promesses du Diplôme d'octobre, cette organisation des Diètes, cette composition du Reichsrath apparaissaient comme rétrogrades, aussi la Patente de 1861 était-elle dénoncée comme « hypocrite et immorale », parce qu'elle sacrifiait à une minorité allemande, les droits de la majorité (2).

Toutefois le *constitutionalisme* était bien établi et le temps de l'absolutisme autrichien semblait passé; si Schmerling, dédaigneux et hautain, n'avait si ouverte-

(1) Les règlements des diverses Diètes portent la date du 26 février 1861 : ces règlements ont été peu modifiés depuis lors et particulièrement pour la Galicie, le statut de 1861 est toujours en vigueur.

(2) Protestation de la minorité tchèque de la Diète de Prague.

ment soutenu les Allemands, le régime nouveau aurait pu se maintenir de longues années.

Mais l'état de siège en Galicie à la suite de la révolution de la Pologne russe (1863), le mépris des revendications madgyares, la politique malhabile vis-à-vis de la Prusse, amenèrent non seulement la chute de Schmerling, mais les pires événements pour son successeur Belcredi (1865), qui supporta la responsabilité de Sadowa (1866) sans être véritablement cause de ce désastre.

2^o Le Dualisme et les Résolutions.

La *Constitution galicienne* du 26 février 1861 a été donnée à la province en même temps que la Constitution des autres « Pays », en même temps aussi que la Patente relative à tout l'empire dont elle est en quelque sorte une application.

Ce statut du Pays galicien est une œuvre considérable dont nous donnerons plus bas l'analyse avec celle du règlement électoral et du règlement relatif à la Commission permanente.

La Galicie avait désormais une Diète formant une assemblée unique de 150 membres, élus au suffrage restreint, par les grands propriétaires, les villes, les chambres de commerce et les campagnes. Les attributions de cette Diète n'étaient pas sensiblement plus larges

que dans le statut de 1850 ; mais les pouvoirs de la *Commission administrative* étaient renforcés par la disparition du Comité central. Le *Maréchal de la Diète* était en même temps président de la Commission permanente et par suite chef de l'administration provinciale ; il représentait le pouvoir local en face du gouverneur, nommé par le pouvoir central.

Les Polonais n'étaient pas satisfaits de ce statut et ne cessaient d'en demander la réforme.

Les événements de 1866 et de 1867 furent une occasion nouvelle de réitérer leurs protestations, d'autant plus que le ministère Belcredi leur avait déjà accordé l'enseignement en polonais (et en ruthène) dans leurs écoles primaires et que le règlement du 10 juin 1866 permettait non seulement l'usage de ces deux langues à la Diète, mais décidait que le compte rendu des débats serait rédigé en polonais et en ruthène (1).

La Constitution de 1867. — La Constitution austro-hongroise de 1867, inspirée par le Saxon Beust — qui n'oublie pas sa qualité d'Allemand — s'efforce comme on sait de maintenir l'hégémonie allemande en Autriche (Cisleithanie), en séparant de celle-ci la Hongrie (Transleithanie), dont les diverses nationalités sont soumises à l'hégémonie madgyare.

La Constitution du 21 décembre 1867 donne décidé-

(1) En outre, la Galicie vit partir son gouverneur allemand Mensdorf-Pouilly, particulièrement mal considéré ; c'est Goluchowski qui, de nouveau, devint gouverneur. (2^e gouvernement, 1865-68).

ment à l'Autriche un gouvernement constitutionnel et même parlementaire, mais n'établit pas le fédéralisme demandé par les Tchèques, les Polonais et les Croates ; le « *dualisme* » qui en résulte, « *l'Ausgleich* », va même à l'encontre de l'intérêt de ces nationalités.

Toutefois la Constitution donne quelques garanties aux provinces, quelques satisfactions à l'esprit fédéraliste.

L'égalité des langues et des nationalités est proclamée par le fameux article 19 ; les députés sont élus par les Diètes locales dont ils sont comme une délégation à Vienne. Le nombre de ces députés reste inchangé, on maintient un parlement de 203 membres dans lequel la Galicie a 38 représentants.

Mais, la faveur exceptionnelle montrée aux Madgyars, ne pouvait qu'exciter l'envie des autres nationalités.

Les Tchèques avaient eux aussi des droits historiques à faire valoir et les Galiciens arrachés à un grand État libre, dont ils n'avaient perdu ni la langue, ni les coutumes, ni les espérances, réclamaient un traitement ou du moins des égards particuliers ?

Dès le 22 août 1868, les Tchèques font une *Déclaration* solennelle. Ils demandent que les droits de la couronne de saint Wenceslas soient reconnus comme ceux de la couronne de saint Etienne ; ils réclament pour les trois provinces de Bohême, Moravie et Silésie, une constitution spéciale, et comme on refuse de les entendre, ils s'abstiennent pendant deux ans de paraître à la Diète de Prague et au Reichsrath.

La Galicie à son tour, publie une *Résolution* émanant de la fraction démocratique (dirigée par Smolka, 24 septembre 1868). Cette résolution nécessairement faisait valoir des revendications autonomiques beaucoup moins étendues que celles de Bohême.

Elle avait été discutée à la Diète de Léopol par les divers partis qui s'y disputaient l'influence et dont il convient dès maintenant de parler brièvement.

Les partis en Galicie 1868. — Les partis à la Diète de Galicie étaient déjà nombreux à cette époque ; on distinguait :

1° *Les Démocrates* de Smolka, partisans d'une monarchie fédérale et d'un fédéralisme qui n'intéressait pas seulement les Polonais, mais tous les Slaves d'Autriche. Widman, Bilinski, Iasienski, Groman étaient de ce parti et avaient fondé, en 1866, la Société nationale démocratique.

2° *Les Résolutionnistes* qui font adopter la résolution du 24 septembre à Léopol et qui, se désintéressent de l'organisation de l'empire, aspirent à édifier un royaume de Galicie, analogue à celui de Hongrie. Ils comptaient parmi eux le prince Sapieha, Lessec, Borkowski, Krzeczunowicz.

3° *Le Parti polonais* de Ziemiałkowski, Goluchowski, Dubs, qui demande l'autonomie, mais en respectant la constitution de 1867 dans ses lignes essentielles.

4° *Les Cléricaux et Fédéraux* qui soutiennent les idées conservatrices et s'efforcent d'obtenir dès mainte-

nant, avec la constitution actuelle, le plus d'avantages pour la Galicie, pour le polonisme et pour leur classe sociale. Dans ce parti en quelque sorte réaliste, il faut ranger les plus éminents des aristocrates polonais, le comte Tarnowski, le comte Wodzicki futur Maréchal de la Diète (1).

5° Enfin *les Ruthènes* peu nombreux à la Diète, mais qui commencent à réveiller leur peuple en Galicie orientale. Ils combattent toute autonomie galicienne qui serait favorable aux Polonais ; beaucoup même tournent les yeux vers la Russie, dont ils semblent espérer plus de justice.

Désireux d'un fédéralisme généralisé, les Démocrates polonais appuyaient les Tchèques, et Smolka souhaitait qu'à leur exemple les Polonais s'abstinssent de paraître au Reischrath. Goluchowski était d'un avis différent et la majorité de la Diète pensait comme lui. La Galicie, disait-il, ne pouvait assimiler sa situation à celle de la nation tchèque ; elle n'avait rien à attendre d'une attitude brutale vis-à-vis de Vienne où les Allemands détenaient encore toute la haute administration, et les Polonais, en particulier, n'avaient pas à protester comme les Tchèques, vis-à-vis des Allemands, contre la méconnaissance de leurs droits dans leur propre pays, puisqu'en Galicie les

(1) Tarnowski et Wodzicki fondèrent le *Przegląd Polski* (revue polonaise) organe conservateur, auquel répondit dans un esprit conforme, à Cracovie, en 1869, le *Club (Kolo)* politique polonais et son organe le *Kraj* (le Pays) avec Kubal, Szczepanski.

Polonais devenaient les maîtres et que le gouvernement de Vienne semblait disposé à leur reconnaître cette qualité.

Ces raisons décidèrent la Diète à ne pas se détourner de Vienne (comme les Tchèques) et à envoyer ses délégués au Reichsrath. Elle en fut, en quelque sorte récompensée aussitôt ; le comte Alfred Potocki entra dans le ministère Auersperg et la langue polonaise devint la langue des tribunaux (29 février 1868).

Toutefois Zybkiewicz (futur Maréchal de la Diète, lui aussi), proposa de faire examiner les lois fondamentales par une Commission de la Diète. Cette Commission fit son rapport le 16 septembre et formula les vœux du pays dans une Adresse qui est comme un projet de charte galicienne. Goluchowski combattit cette adresse et peu après démissionna de ses fonctions de gouverneur ; les Ruthènes protestèrent pour des raisons différentes et quittèrent la salle de la Diète (1).

C'est dans ces conditions que la *résolution galicienne* fut rédigée.

Elle est précédée de la *Déclaration* suivante :

« La Diète du royaume de Galicie et Lodomerie (avec le Grand Duché de Cracovie) décide en vertu de l'article 19 du Statut du pays (2).

(1) L'Empereur, près de venir en Galicie avec l'Impératrice, renonça à son voyage.

(2) L'art. 19 de la Constitution galicienne du 26 février 1861, autorise la Diète à présenter au Parlement des projets de lois et règlements intéressant le pays.

« L'organisation de la Monarchie, établie par les règlements fondamentaux du 21 décembre 1867, ne donne pas à notre pays autant d'indépendance administrative et réglementaire qu'il lui en est dû, à cause de son passé historique et politique, sa nationalité particulière, son degré de civilisation et son étendue ; elle ne répond ni aux conditions du développement national, ni aux besoins du pays ; la durée prolongée de cet état de choses provoquant le mécontentement général doit mal agir sur la prospérité du pays et de tout l'Etat. »

En conséquence, la Diète a élaboré le projet suivant :

La résolution galicienne. — Résolution :

« L'autonomie nationale de la Galicie sera reconnue dans les limites qui répondent à ses besoins et à ceux des nationalités particulières. »

Notamment :

Art. 1^{er}. — L'élection de la Délégation de la Diète au Reichsrath sera décidée, quant au mode d'élection et à la durée du mandat par le pays lui-même ; le nombre des députés reste fixé par la loi d'Empire. Les élections directes au Reichsrath ne seront jamais admises en Galicie.

Art. 2. — La Délégation de Galicie au Reichsrath ne prendra part qu'aux discussions relatives à la Galicie et à l'ensemble de l'Empire.

Art. 3. — Les affaires suivantes doivent être exclues des attributions du Reichsrath autant qu'elles se rapportent à la Galicie.

a) Organisation des Chambres et des organes du commerce.

b) Réglementation des établissements de crédit et d'assurances, des banques et des Caisses d'épargne.

c) Etablissement des programmes des écoles primaires et des gymnases et réglementation des Universités.

d) Le droit de réglementer dans les affaires de droit pénal et de police pénale; de même en matière de droit civil et d'exploitation des mines.

e) Réglementation, dans les grandes lignes, de l'organisation du pouvoir judiciaire et administratif.

f) Réglementation des droits du citoyen pour l'avenir.

g) Réglementation des rapports de la Galicie avec les autres pays.

Art 4. — Une somme sera mise à la disposition de la Galicie par l'Etat, pour ses dépenses d'intérêt général et le Reichrath n'aura pas à surveiller l'emploi de cette somme.

Art. 5. — Les biens de l'Etat en Galicie seront réunis au fonds du pays comme sa propriété.

Art. 6. — Les mines de sel ne pourront être vendues ou hypothéquées sans le consentement du pays.

Art. 7. — Le pays aura son Tribunal de Cassation.

Art. 8. — Pour les affaires du pays (administration, justice, religion, instruction, etc.), la Galicie aura une organisation particulière sous la surveillance d'un chancelier ou d'un ministre spécial responsable devant la Diète du pays.

Discussion de la Résolution. — Telle était la résolution présentée par la Diète.

Constituait-elle une prétention à l'autonomie et à l'autonomie complète pour la Galicie ?

L'autonomie consiste pour une province à se donner elle-même ses propres lois, mais en demeurant rattachée et soumise à une autorité supérieure, qui empêche l'autonomie de se confondre avec l'indépendance.

C'est donc bien l'autonomie que réclame la Galicie et elle prononce le mot en tête de ses résolutions, quitte à offrir d'elle-même des limites à cette autonomie : « *L'autonomie nationale* de la Galice sera reconnue, dans les limites qui répondent à ses besoins et à ceux des nationalités particulières (1). »

La liste des affaires qui doivent être exclues de la compétence du Reichrath pour être laissées à la Diète pourrait être discutée ; on pourrait se demander si leur ensemble, considérable d'ailleurs, suffit à établir l'autonomie d'une province ; mais les autres articles de la Résolution ne laissent pas de doute sur la tendance véritable de ce document.

C'est ainsi que la Diète nommera comme elle voudra et pour la durée qui lui plaira sa Délégation au Reichrath et que cette Délégation ne s'occupera que des affaires communes à l'Autriche et à la Galicie.

(1) Il y a d'ailleurs des degrés dans l'autonomie. L'autonomie galicienne réclamée par la résolution de 1868, n'aurait pas été aussi large que l'autonomie hongroise.

D'autre part, pour affirmer le caractère national de l'autonomie, la résolution galicienne demande la constitution d'un domaine « d'un fonds du Pays » par l'abandon à la province des biens que l'Etat possède sur son territoire.

Enfin, pour bien montrer que les affaires galiciennes qui ne sont pas enlevées à la compétence du Reichsrath, n'en seront pas moins surveillées par la Diète du Pays — par exemple l'administration, la justice, la religion, l'instruction, etc... — la résolution demande que le *Ministre spécial* qui en sera chargé soit responsable devant la Diète de Léopol.

C'était une autonomie réelle, effective que demandait la majorité de la Diète galicienne ; c'était la possibilité de développer l'activité du pays dans presque tous les sens, conformément aux volontés de cette majorité. Or, cette majorité était polonaise et la résolution semblait ainsi sacrifier l'élément ruthène, si nombreux cependant à l'élément polonais.

Est-ce à cette considération qu'obéit le Reichsrath quand il repoussa ce *premier projet de résolution* qui lui fut présenté par le député *Ziemiałkowski* le 26 janvier 1869 ?

Il n'y a pas lieu de le penser. La Commission du Reichsrath, par l'intermédiaire de son rapporteur Kaiser, répondit que les Diètes n'ont pas le droit de présenter des propositions au Parlement et que le gouvernement ne doit tenir compte que des projets présentés par le maréchal de la Diète au gouverneur du pays et par celui-ci

au ministère, enfin par le ministère au Reichsrath (1).

La majorité allemande du Parlement n'était pas disposée à faire bon accueil à une demande d'autonomie nationale pour la Galicie ; malgré le peu d'importance des intérêts allemands dans cette province, c'eût été un précédent fâcheux, dont les Tchèques se seraient prévalus avec force pour faire accepter les articles de leur Déclaration du 22 août 1868.

Cette majorité allemande ne voulait accorder à la Diète de Galicie que l'organisation des chambres de commerce.

Potocki protesta ; les journaux (*Kraj*, *Gazeta narodowa*, *Dziennik*) conseillèrent aux députés polonais la Sécession.

Il n'en fut rien, mais les Polonais refusèrent de voter l'organisation de la Haute Cour de justice (Reichsgericht) chargée de juger les contestations entre les divers pays de la couronne, entre les Diètes et le Reichsrath (2).

La minorité, par la bouche du député Kaiser, était plus libérale et demandait que le gouvernement tint compte des besoins particuliers de la Galicie, dans tous les règlements à venir.

La deuxième Résolution galicienne (1869). — Un deuxième projet de résolution fut présenté dans la session

(1) D'après le compte rendu sténographique des séances du Reichsrath.

(2) Il y eut à Cracovie de grandes manifestations de protestation (8 juillet 1869), organisées par les étudiants et les patriotes.

de 1869-70) par le député Grocholski, demandant que le changement des règlements statutaires de Galicie fut accompli suivant les propositions de la Diète. Une Commission de 24 membres serait élue par le Reichsrath pour examiner ce projet.

Le Reichsrath rejeta cette proposition, objectant qu'on ne pouvait élargir les pouvoirs du pays qu'après avoir fortifié ceux de l'Etat, ce qui devait avoir lieu par une réforme électorale (1).

Le gouvernement, en outre, proposa aux Polonais une entente ; il admettrait quelques points de la résolution, à condition que la Diète de Galicie se tranquillisât. Mais les Polonais répondirent qu'ils ne pouvaient assurer l'avenir.

Cependant, la Commission du Reichsrath, allait plus loin que cette Assemblée dans les concessions à la Galicie.

Le député Rechbauer, membre de cette Commission, reconnaissait à la Galicie une partie notable des exigences de la Résolution.

Le projet Rechbauer (1870). — Ce projet laisse la Galicie soumise à la loi constitutionnelle de 1867 et à la

(1) Il était déjà question de transformer le système électoral du Reichsrath. Au lieu d'être élus par les Diètes et d'apparaître comme une simple délégation de ces Diètes à Vienne, les membres du Parlement seraient nommés directement par le corps électoral. Ce projet de la majorité allemande du Reichsrath, déplaisait à tous les fédéralistes slaves, puisqu'il diminuait l'autorité des Diètes locales. Il fut cependant établi en 1873.

Constitution de 1861 ; mais il décide que la Diète de Galicie aura compétence :

Dans les affaires des chambres de commerce, les établissements de crédit et d'assurances, les affaires de police pénale et l'administration politique, autant qu'elle se rapporte aux affaires du pays.

La Galicie aurait en outre une section spéciale au tribunal suprême de Vienne et, d'une façon générale, l'autonomie s'étendrait à tout ce qui ne concerne pas le Reichsrath.

Le gouverneur serait responsable devant la Diète pour les affaires administratives du pays et la Galicie aurait un ministre particulier pour la représenter dans le Conseil à Vienne ; ce ministre serait responsable devant le Reichsrath.

La majorité centraliste allemande ne fut pas plus indulgente pour ce projet que pour les précédents. Les Polonais lassés quittèrent le Parlement le 31 mars 1870 (30 Polonais sur 38 et 12 Slaves du Sud).

Déjà les membres du Cabinet Auersperg qui avaient des tendances fédéralistes comme Taaffe et Potocki avaient démissionné (janvier 1870) et le ministère tout entier finit par se retirer (1) (31 mars).

Le *comte Potocki* forma alors un cabinet qui ne dura que huit mois. Diplomate modéré et réservé, Potocki

(1) Ce qui marque les hésitations du gouvernement et son embarras, c'est le mot de l'un des ministres Giskra : Sauvons du centralisme ce qu'on peut encore en sauver.

n'eut pas le temps de faire aboutir un projet qui donnait l'élection de la Chambre des seigneurs aux Diètes, et celle de la Chambre des députés au corps électoral directement.

Son successeur Hohenwart (1) montra des tendances fédéralistes véritables et la Galicie fut bien près d'obtenir satisfaction. L'Autriche trouvait intérêt à cette époque (7 fév. 1871), à se rapprocher des nationalités non allemandes, par crainte de l'hégémonie prussienne menaçante.

Projet gouvernemental de Hohenwart (1871). — C'est dans ces conditions que le ministère lui-même proposa une série de concessions à la Galicie.

Les affaires suivantes, disait-il, ressortissant au Reichsrath d'après la loi constitutionnelle de 1867 (21 décembre) seront affaires galiciennes :

1° Réglementation des Chambres de Commerce.

2° Affaires commerciales comme : crédit, assurances, banques (sauf les banques d'émission), caisses d'épargne.

3° Rédaction des programmes d'enseignement primaire et des gymnases ; réglementation des Universités dans les limites permises par le Reichsrath.

(1) Les tendances fédéralistes du ministère Hohenwart apparaissent par la présence de deux Tchèques dans le Cabinet. L'un d'eux, le professeur Habetinek, était ministre de l'instruction publique. Ce fut à Vienne l'occasion de manifestations violentes, de la part des étudiants allemands, furieux que la science allemande put être régie par une autorité non allemande, par un « barbare » tchèque. (V. E. Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*).

4^e Police pénale.

5^e Réglementation de la tutelle, de la curatelle, de la tenue des registres publics.

6^e Réglementation des juges de paix et de leurs attributions.

7^e Un ministre représentant la Galicie dans le Cabinet.

8^e Un Sénat spécial auprès du tribunal suprême de Cassation.

Ce programme constituait une solution acceptable de la question galicienne, quoique au point de vue financier il ne paraisse pas élargir les attributions de la Diète (1), et qu'il n'admette pas la responsabilité du ministre de Galicie, devant la Diète, ni même celle du gouverneur.

Une première satisfaction fut donnée à la Galicie ; le député Grocholski devint ministre (sans portefeuille) pour cette province dans le cabinet Hohenwart (2).

Mais les tendances fédéralistes de Hohenwart allaient plus loin ; il voulait accorder à la Bohême des avantages particuliers et il avait même décidé l'empereur à ceindre solennellement la couronne de Saint-Wenceslas, à Prague.

(1) La Diète n'a guère d'autres ressources à cette époque que les 10 centimes additionnels aux impôts directs d'empire, que le statut de 1861 lui permet d'établir, ce chiffre ne pouvant être dépassé qu'avec l'autorisation de l'empereur.

(2) Hohenwart avait en outre proposé une extension générale de la compétence des Diètes ; la majorité allemande s'y était opposée.

L'opposition à ce dessein fut extrême, dans la majorité allemande du Parlement, mais Hohenwart la prévint en prorogeant l'assemblée. Il recourut aussi à la dissolution des Diètes, espérant que les nouvelles élections lui donneraient au Reichsrath, la majorité des 2/3 nécessaire pour modifier la constitution. En effet, les nouvelles majorités furent nettement fédéralistes (septembre 1871) ; mais l'Empereur déjà hésitait à suivre son ministre.

L'intransigeance des Tchèques qui ne voulaient même un instant, accepter le dualisme, et ne consentaient à discuter que sur le pied du « trialisme », leur russophilie exagérée (1), étaient des armes très fortes aux mains du comte Andrassy, madgyar condamné à mort, au temps de l'insurrection, et qui avait maintenant une grande influence sur la politique extérieure de la monarchie.

Andrassy et même Bismarck affirme-t-on, représentaient à François-Joseph, les dangers d'une politique antiallemande et d'un fédéralisme exagéré.

Bismarck avait intérêt à ce que les allemands d'Au-

(1) Rieger avait assisté au Congrès panslaviste de Moscou (1867), fraternisé avec Aksakof et Katkof dont il ne devinait pas les tendances « panrussistes ».

Exaspérés de l'injustice des Allemands à l'égard de la nation tchèque qui n'avait en Bohême — où elle était cependant en majorité — que des droits inférieurs à ceux des Allemands, les patriotes Tchèques se tournaient vers les amis de Katkof, qui représentaient l'esprit réactionnaire de la Russie en face de la civilisation occidentale.

(V. Ernest Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, t II. Ami des Tchèques, M. Denis regrette cependant les imprudences de Rieger à cette époque.)

triche ne fussent pas écrasés par les Slaves, et Andrassy pensait que les progrès du fédéralisme en Autriche nuiraient au centralisme en Hongrie, centralisme auquel les Madgyars, aujourd'hui encore, ne peuvent renoncer, sous peine de perdre l'hégémonie sur les populations slaves et roumaines au milieu desquelles ils vivent.

C'est dans ces conditions que le comte Hohenwart dut se retirer (1872), pour céder la place au ministère Auersperg-Andrassy.

Proposition Zybliekiewicz. — Mais avant cet événement, un troisième projet de résolution galicienne avait été déposé par le député Zybliekiewicz, projet qui fut l'objet d'un long rapport du député Demel.

L'intérêt de ce rapport réside surtout dans les détails qu'il donne sur l'administration galicienne. Il accorde lui aussi des concessions relatives aux chambres de commerce, banques, programmes des écoles (1).

La réglementation de la tutelle, celle des juges de paix sont accordées au pays, comme dans le projet Hohenwart; mais d'une façon générale le projet Demel maintient les droits supérieurs de l'Etat en chaque matière, et le Parlement garde le droit d'établir les organes administratifs que le « Pays » négligerait de créer.

(1) La Diète jugerait de la validité des degrés universitaires obtenus à l'étranger. Un gymnase allemand serait maintenu à Leopol, un autre à Brody; on laisserait des écoles allemandes partout où il y aurait lieu. Un régime spécial serait fait à la ville frontière de Biala, près de la Silésie (où la population était allemande).

Le projet insiste sur les moyens financiers de l'autonomie. C'est ainsi que pour les frais de l'instruction et de l'administration, l'Etat abandonne au Pays une somme globale qui sera établie d'après les règlements financiers de 1871 et révisée tous les cinq ans.

Pour les autres points du projet Hohenwart, ils sont simplement reproduits par le projet Zyblikiewicz-Demel.

Ce projet est le dernier que la députation polonaise ait présenté au Reichsrath ; il ne diffère pas sensiblement du projet primitif de 1868, et vise nettement à l'autonomie de la Galicie.

Plus modéré, ses chances de succès auraient peut-être été plus grandes. Le ministère Auersperg-Andrassy, lui-même, en tenant compte dans une certaine mesure des vœux de la Galicie, comprenait bien que cette grande province slave, par son passé, son importance actuelle et sa situation géographique, méritait un traitement particulier ; mais il ne voulut pas exciter les revendications des autres nationalités en faisant un sort trop favorable à la Galicie. La nouvelle loi électorale de 1873, fut dans son esprit, un moyen de combattre le fédéralisme des Diètes et d'intéresser en même temps, d'une façon plus vive, les provinces à la politique générale de la monarchie.

C'est désormais sous *le régime de la loi de 1873* que vivra la Galicie ; la majorité polonaise ne présentera plus de projets d'autonomie, mais elle s'efforcera de s'accommoder le mieux possible de la constitution autrichienne :

elle parviendra à donner en fait à la Galicie, quelques unes des prérogatives que le droit lui refuse.

3^o La Galicie depuis 1873.

Il n'entre pas dans les limites, de cette étude d'écrire l'histoire si complexe du royaume de Galicie depuis bientôt 40 ans, mais il serait difficile de comprendre la situation présente de la Galicie, le rôle de sa Diète et la mesure de l'autonomie dont peut jouir ce grand pays, si l'on n'en retraçait, au moins brièvement, les événements historiques.

La loi électorale de 1873. — Toute l'année 1872 fut employée par le ministère Auersperg-Andrassy, à batailler contre les fédéralistes slaves et à préparer la loi électorale qui devait être votée le 2 avril 1873.

Cette loi décide que le Reichsrath ne sera plus composé des délégations des Diètes provinciales, mais de députés élus par le corps électoral lui-même. Ce corps électoral sera le même que celui qui existe pour l'élection des Diètes et qui comprend quatre curies : curies de la grande propriété, des villes, des Chambres de commerce et des campagnes.

Le nombre des députés était porté de 203 à 353, ce qui permettait d'espérer une représentation plus large pour les petites nationalités jusqu'ici écrasées par les plus fortes (Ruthènes, Slovènes, Croates, Roumains).

Sur ce nombre, la Galicie, la plus vaste et la plus peuplée des provinces, n'a cependant pas la représentation la plus large, elle ne vient qu'après le Bohême à laquelle on attribue 92 mandats, pour favoriser les circonscriptions allemandes, et la Galicie en obtient seulement 63 (1).

La représentation de la Galicie au Reichsrath était partagée de la façon suivante entre les curies :

Grande propriété.	20 députés	}	63
Villes. ,	13 —		
Chambre de Commerce . . .	3 —		
Campagnes.	27 —		

Cette représentation apparaît ainsi quelque peu différente de la représentation à la Diète (où l'on compte 154 députés, dont 10 Virilistes), en ce sens que la représentation des villes est légèrement accrue aux dépens des campagnes.

Les électeurs de la grande propriété sont les 2086 propriétaires inscrits sur les tables domaniales (*propriété tabulaire*), et payant au moins 100 florins d'impôts directs.

Dans *les villes*, certaines personnes instruites votent sans condition de cens, les autres doivent 10 florins d'impôts directs (cens qui sera abaissé à 5 florins par Taaffe. à 4 par Badeni et enfin supprimé en 1907).

(1) Dans l'ancien Reichsrath, la Galicie avait 38 représentants sur 203 ; elle aurait dû, pour garder cette proportion, en avoir 66 dans la nouvelle assemblée.

Dans la *curie des campagnes* il suffit de payer un impôt direct quelconque ; le vote était à deux degrés.

Le partage habile des mandats, le découpage savant des circonscriptions amena au Parlement une majorité allemande (1) (que les élections subséquentes diminuèrent sans cesse).

Le centralisme se trouvait par là même renforcé. Issus de l'élection directe du corps électoral, les députés des divers pays de la Couronne pouvaient n'être pas membres de la Diète locale, et même la représentation parlementaire du pays pouvait être en opposition avec la Diète, ce qui arriva et fut parfois un moyen de gouverner pour le cabinet de Vienne.

D'autre part, les députés au Reichsrath ne pouvaient plus user de l'arme dangereuse de l'abstention et de la sécession, comme avaient fait si souvent les délégations des Diètes, entravant ainsi le jeu régulier des institutions.

(1) On compte 220 Allemands, 113 Slaves, 15 Italiens, 3 Roumains. En 1879, les Allemands ont encore la majorité, mais la Chambre se divise en fédéralistes et constitutionnels, les fédéralistes comprenant un certain nombre d'Allemands et réunissant ainsi la majorité (très faible).

On compte alors 168 *fédéralistes* (Polonais 57, Tchèques 54, club Hohenwart des féodaux allemands, Slovènes, etc. 57), *constitutionnels centralistes* 143 (gauche libérale allemande 91, progressistes allemands 54) ; divers 40, principalement féodaux.

La *gauche allemande* ira sans cesse en s'effritant, mais la majorité des deux tiers nécessaire aux fédéralistes pour changer la constitution ne sera atteinte qu'en 1896.

Le gouvernement, en effet, s'était réservé le droit de faire procéder à l'élection d'un remplaçant pour tout député qui s'abstiendrait de siéger sans congé régulier.

Les Polonais et la Loi. — La résistance à un tel système fut très grande en Bohême où elle amena un retour aux vieux procédés d'oppression ; les Polonais, d'autre part, à la fin de 1873, quittèrent le Parlement en manière de protestation.

Toutefois, la sécession du Club polonais ne fut pas longue. Le cabinet Auersperg-Andrassy avait des ménagements pour lui. Le gouverneur de la Galicie était de nouveau le comte Goluchowski, demeuré si influent à Vienne ; la Galicie avait son ministre spécial dans le cabinet et c'était Ziemiałkowski, l'un des auteurs des Résolutions ; enfin Andrassy, hostile à la Russie, était par là même, un appui pour les Polonais.

Une sorte d'accord tacite s'établit entre ce ministère centraliste qui dura sept ans (1872-79) et les Polonais, auxquels l'administration viennoise était d'ailleurs bien moins opposée qu'aux Tchèques ; la Diète galicienne devint à peu près maîtresse de l'administration locale et libre de réparer dans une certaine mesure les désordres et les négligences de l'ancienne direction allemande.

C'est dans ces circonstances que s'affirma en Galicie, l'hégémonie d'un parti puissant — le parti conservateur — qui, fidèle aux traditions de l'aristocratie polonaise,

et considérant toujours la Galicie, comme une conquête momentanée de l'empire des Habsbourgs, tendait à un certain désintéressement des affaires de la monarchie et se renfermait dans une politique réaliste, une politique de « petits profits » pour la Galicie et plus particulièrement pour le « polonisme ».

Formé à Cracovie, centre du traditionnalisme polonais, ce parti « *Stanczyk* » (1), groupait alors les hommes politiques les plus distingués, et ce n'est que plus tard, que le parti national-démocrate, issu de « l'intelligence » des villes, put rivaliser avec lui.

Les grands seigneurs du parti « *Stanczyk* » comptaient avant tout sur leur influence personnelle à Vienne, sur la faveur de l'empereur, pour obtenir les réformes demandées par le pays. Leur politique consistait donc, à sortir le moins possible des voies constitutionnelles, à faire preuve au contraire, d'un loyalisme sincère, attitude d'autant plus appréciée, que parmi les éléments disparates qui composent la monarchie, l'hostilité à la Maison de Habsbourgs s'est souvent manifestée.

Dès lors commence pour les Polonais d'Autriche, une politique particulière qui, souvent les sépare des autres

(1) *Stanczyk* était le fou du roi Sigismond 1^{er}, fou plein de bon sens demeuré aussi célèbre en Pologne que notre Triboulet.

Le comte Tarnowski, l'un des plus réputés parmi les conservateurs, avait écrit une brochure de critique et de politique contemporaine portant le titre : « Dossier de *Stanczyk* ». C'est à cette occasion que les conservateurs reçurent le surnom de *Stanczyk*.

nationalités slaves et notamment des Tchèques, politique souvent critiquée, mais qui pourtant était conforme aux intérêts actuels de la nation polonaise, et plus particulièrement de la Galicie (1).

Les Polonais, substitués aux Allemands dans la direction et l'administration de la Galicie, donnèrent à leur action un caractère généralement polonais (contraire parfois à l'intérêt ruthène) ; en 1876, les élections de la Diète firent triompher le parti de « l'intelligence », le parti conservateur, et les Ruthènes perdirent la plupart de leurs sièges d'ailleurs peu nombreux.

Mais si la majorité polonaise a fait effort pour maintenir sa domination sur l'élément ruthène, domination facilitée par le défaut d'aristocratie et même de classe moyenne chez les Ruthènes (à cette époque surtout), elle n'a pas manqué de travailler au développement moral et matériel de la Galicie, l'un des pays les plus tristement arriérés de l'Autriche en ce temps, et les reproches que l'on a pu adresser sur ce point aux « Stancyks » polonais, se fondent moins sur le caractère nationaliste de leur politique, que sur son esprit conservateur, hostile

(1) V. René Henry. *Questions d'Autriche-Hongrie* (1903), p. 130 (et aussi « Des Monts de Bohême au Golfe Persique »). « Les Polonais, dit-il, reniaient leurs origines slaves. » Mais les Polonais pouvaient-ils combattre un gouvernement qui leur donnait une demi autonomie en Galicie, attaquer sa politique extérieure et fraterniser avec le gouvernement russe dont les sévices s'exerçaient alors en Pologne avec une violence que certains publicistes sont trop prompts à oublier.

aux revendications souvent légitimes, de la démocratie.

L'Œuvre de la Diète (1873-78). — C'est à cette époque, que se rattache l'élaboration des statuts scolaires décidant la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire.

Les écoles furent multipliées dans des proportions considérables, tant par le nombre des édifices scolaires, que par celui des classes et du personnel enseignant. La gratuité fut établie également dans les écoles normales, et le Club polonais obtint la création de nouveaux gymnases d'enseignement secondaire et d'écoles réales.

En 1876, la Diète décida la suppression du droit de « *propination* », d'après lequel la fabrication et la vente au détail des spiritueux étaient aux mains des grands propriétaires fonciers et constituaient un droit seigneurial (1).

Remontant à l'ancienne Pologne, ce droit des seigneurs avait été confirmé par l'Autriche dès 1775, et la suppression du servage n'y avait rien changé; même les terres distraites des domaines « *tabulaires* » ou grands domaines (*obszary dworskie*), et passés aux mains de paysans, demeuraient soumises à la *propination*.

(1) Ce droit appartenait aussi à certaines communes et même à certaines personnes morales. Les seigneurs l'affermèrent généralement à des cabaretiers juifs, quoiqu'un règlement de 1841 décide que les Juifs devront quitter leur costume particulier s'ils veulent être cabaretiers, ce que les Juifs n'ont pas fait d'ailleurs (*The Jewish Encyclopedia*, art. *Galicja*). Aujourd'hui, 95 % des cabarets dans les campagnes sont tenus par des Juifs et 75 % dans les villes.

Aussitôt que la Diète avait joui de quelque liberté, dès l'année 1866, des projets de rachat de ce droit exorbitant, avaient été rédigés, notamment sur la proposition du comte Adam Potocki. De longues discussions s'étaient engagées sur cet important sujet, et l'opinion étant de plus en plus hostile au privilège, on en vint à ne plus parler de rachat, mais de suppression (1875). En guise d'indemnité ou de compensation, la Diète décida de laisser pendant quelques années encore, (26 ans), l'exercice de leur droit, aux propriétaires.

Or, cette réglementation établie en principe, dès 1876, ne fut mise en vigueur qu'en 1884, et c'est de cette époque que partent les vingt six ans, de sorte que le droit de propination disparaîtra complètement en 1910 (1). Nous verrons ultérieurement ce qu'il en est advenu, et quelles ressources nouvelles la Galicie en attend.

L'administration communale fut également améliorée en ce temps. La Galicie comprend plus de 6.000 communes (gminy); ces communes ont naturellement un territoire, mais tout le territoire galicien n'appartient pas à ces 6.000 communes; il y a les grands biens, les « *domaines tabulaires* » qui restent en dehors des com-

(1) *Règlement du 22 avril 1889*, sur le rachat du Droit de propination (avec les règlements antérieurs de 1875 et de 1853) annoté par T. Skalkowski. M. Skalkowski fut pendant trente-cinq ans député à la Diète (pour la grande propriété); il avait une connaissance étendue de toutes les affaires et fut pendant deux ans rapporteur de la Commission de propination.

munes, et forment des personnalités distinctes, avec des prérogatives analogues à celles des communes (1).

Le parti conservateur, avec l'un de ses chefs, Duna-jewski, futur ministre des finances du cabinet Taaffe, décida que la Commission administrative permanente (Wydział Krajowy) de la Diète aurait désormais sur les communes une surveillance plus générale et plus compréhensive (2).

Ce projet, dans certaines de ses dispositions fut critiqué par Janko et Skalkowski, jeunes députés qui auraient voulu former un nouveau parti patriote et réaliste, mais sans masque loyaliste; ils reprochaient au projet de traiter la Galicie orientale comme la région de Cracovie, malgré la différence de situation pour les Polonais dans ces deux parties du Pays.

Les chemins en Galicie avaient besoin d'une sérieuse attention; longtemps négligés sous l'administration allemande, ils étaient dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de la Bohême, par exemple. Malheureusement, les efforts que la Diète voulut tenter pour leur développement et leur amélioration furent entravés par la mau-

(1) C'est ainsi que sur l'étendue de son domaine, le grand propriétaire a des attributions de maire et d'officier de police judiciaire, comme les maires (*wojt*) des communes ordinaires. Un projet actuellement en suspens confondrait les communes et les grands domaines.

(2) Les deux villes de Leopold et de Cracovie ont un statut particulier assez libéral et indépendant. Ces deux villes s'efforcent de se développer le plus qu'elles peuvent à tous points de vue, sans recourir à l'aide de l'Etat, décidées à faire tous les frais de leur autonomie.

vaie volonté des propriétaires fonciers qui ne tenaient compte que de leur intérêt personnel et contrecarraient ouvertement l'intérêt public (1).

Enfin, avant les élections de 1876, la Diète avait voulu modifier son règlement électoral (propositions de Zyblkiewicz, Skrzynski, Hausner) et augmenter la représentation des villes dont la population, depuis 1861, grandissait notablement. Mais le parti de Saint-Iure (ruthène) s'opposa à la réforme, les villes étant en majorité polonaises et juives.

Toutefois, le maintien du *statu quo* n'empêcha pas l'écrasement des Ruthènes, comme nous l'avons dit plus haut.

En définitive, la politique des Stanczyk à la Diète et au Parlement donna des résultats assez satisfaisants pendant le ministère Auersperg-Andrassy ; mais à la Diète, leur œuvre fut plutôt faible, les attributions de cette Assemblée ayant été en grande partie retenues par le Reichsrath, et les ressources du pays ne s'étant pas encore suffisamment développées pour permettre une activité économique plus grande, à défaut de l'activité politique étroitement limitée par les textes législatifs et l'hostilité d'un gouvernement centraliste (2).

A vrai dire, la résignation du parti « stanczyk » à l'état

(1) On peut espérer qu'à partir de 1911, la plupart des routes carrossables seront surveillées et entretenues par le pays.

(2) *Encyclopédie polonaise d'Orgelbrand*, 16 vol. Varsovie 1903. Art. Galicya.

de choses créées par la loi électorale de 1873, l'effacement des Diètes devant le Parlement et l'échec de toutes les aspirations fédéralistes des Slaves paraissaient insupportables à certains députés galiciens comme Hausner, Skrzynski et Wolski ; la politique des petits profits, le loyalisme des conservateurs de Cracovie leur paraissaient une capitulation et ils n'hésitèrent pas à quitter le club polonais au grand scandale du « Czas » (le *Temps*) de Cracovie qui dénonça leur trahison.

Le 5 novembre 1878, un discours de Hausner vint passionner les éléments libéraux et radicaux ; il dénonçait le changement d'attitude du club polonais au Reichsrath.

La municipalité de Leopold approuva hautement ce discours, même lorsqu'il demandait la sécession des Polonais du Reichsrath à l'imitation des Tchèques.

C'est de cette époque que date la formation du *parti progressiste*, dont les débuts furent difficiles, à cause de la forte organisation du parti conservateur, où les éléments les plus remarquables de la Diète étaient groupés.

Enfin, de nouvelles élections au Reichsrath eurent lieu qui donnèrent 56 sièges aux Polonais sur 63, en Galicie et qui, amenant au Parlement une petite majorité fédéraliste, permirent au ministère Taaffe de se préparer la forte situation qu'il sut garder pendant quatorze ans.

4^e Les ministères Taaffe et Badeni (1879-1897).

Le long ministère du comte Taaffe fut remanié plusieurs fois de 1879 à 1893, mais toujours il renferma des éléments slaves importants (1) et notamment jusqu'en 1891, le ministre polonais Dunajewski, financier justement réputé. Aussi bon orateur que bon administrateur, Dunajewski influença le Parlement dans le sens fédéraliste, mais avec mesure et sans qu'il fût rien changé aux lois constitutionnelles; il parvint aussi, avec l'aide du club polonais, à obtenir pour la Galicie certaines faveurs.

Cette province fut d'ailleurs à cette époque l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement de Vienne. L'alliance austro-allemande venait d'être conclue à la suite de la revision du traité de San-Stefano, opérée par le Congrès de Berlin, à l'encontre de la Russie, dont les prétentions en Turquie avaient été réduites. Cette alliance des deux grandes puissances centrales était tournée secrètement contre la Russie dont le ressentiment était à craindre (2).

Les autorités militaires de la monarchie des Habsbourg se préoccupèrent alors des mesures à prendre en Galicie pour faire de cette vaste province qui s'avance si

(1) Ziemalkowski demeura ministre de la Galicie jusqu'en 1888.

(2) En 1888, Bismarck fit publier le texte du traité secret austro-allemand de 1879, dans un de ses journaux; traité qui prévoit la coalition des deux alliées contre la Russie.

loin dans l'est un boulevard de résistance autrichienne.

Les places fortes, Cracovie et Przemyśl, furent particulièrement renforcées et des grandes manœuvres montrèrent à l'état-major l'insuffisance des routes, des chemins de fer et des approvisionnements dans ce pays longtemps négligé.

Aussi s'empessa-t-on de terminer les grandes lignes et d'entreprendre les voies stratégiques, notamment à travers les Carpathes, pour amener plus rapidement les troupes de Hongrie en Galicie.

L'empereur lui-même visita la Galicie à l'époque des grandes manœuvres et volontairement il s'attarda à Cracovie, affectant de prendre plus d'intérêt aux monuments historiques de cette vieille capitale polonaise, et à toutes les manifestations de l'art et de la culture polonaise, qu'aux évolutions des troupes (1).

A Léopol, François-Joseph reçut un accueil particulièrement cordial, et ses sentiments se manifestèrent avec beaucoup de bienveillance pour les Polonais : la protestation des Ruthènes adressée à l'Empereur contre la domination polonaise, ne changea pas la bonne impression que ce voyage produisit (2).

(1) François Joseph visita l'atelier du peintre d'histoire Matejko et s'intéressa à tous les monuments de Cracovie : Le Rynek, marché monumental, l'Hôtel de Ville, la colline de Kosciuszko, le vieux château royal. Le château ne fut pas réparé à ses frais, comme il en avait été question, mais par les soins de la Diète, qui obtint l'évacuation de la garnison, après avoir fait bâtir des casernes pour celle-ci.

(2) A l'occasion du voyage de l'empereur à Léopol, le comte Dzie-

Toutefois l'autonomie provinciale ne gagna rien à ce voyage, à ces manifestations, et la plupart des avantages que la Galicie sut acquérir par la suite, elle les dut bien souvent à son propre fonds, ou encore à des ententes, à des marchés avec le gouvernement.

Le développement de la Banque de Galicie (Banque du pays), les progrès des écoles, surtout des écoles professionnelles furent le fait de la ferme volonté et des efforts de la province. Quant aux travaux de l'hydraulique, si nécessaires dans un pays ravagé par des inondations périodiques, la Galicie ne pouvait les entreprendre avec ses seules ressources, si limitées par le statut constitutionnel, et l'Etat jusque dans ces derniers temps ne donna pas un concours sérieux à cette œuvre indispensable (1).

Le gouvernement du comte Casimir Badeni (1888-95) fut une époque de développement économique pour la province. Mais celui qu'on a appelé « le modèle des gouverneurs » se montra volontiers favorable aux conservateurs, et hostile aux Ruthènes, ainsi qu'aux radicaux polonais.

C'est sous la direction de Badeni qu'eut lieu à Léopol en 1894 une belle exposition, dont le président était le prince Sapieha. Les progrès matériels accomplis par la Galicie, depuis un quart de siècle que l'influence des

duszycki offrit à la ville son musée avec une large dotation ; l'avocat Makowski donna 200.000 kr. pour l'instruction publique.

(1) V. les budgets de la Galicie antérieurs à 1906.

Polonais y avait remplacé celle de Vienne, apparurent nettement aux yeux de tous (1).

La situation de la Galicie aurait dû bénéficier largement de l'accession du comte Badeni à la présidence du Conseil des ministres d'Autriche (1895); mais il ne semble pas qu'il en ait été de la sorte. Le cabinet comptait alors deux autres ministres polonais : Bilinski aux finances et Rittner, ministre de la Galicie; en outre le comte Golu-chowski dirigeait la politique extérieure de la monarchie et suivant le mot de M. Charles Benoist : l'Autriche en était à la phase polonaise (*Rev. des Deux Mondes*, 1898); mais on peut dire que la plupart des ministres polonais ont tenu la balance entre leur devoir et leurs sympathies.

Dunajewski qui joua un si grand rôle pendant douze ans, comme ministre des finances, qui restaura le crédit de l'empire, le rendit indépendant de la maison Rothschild, et multiplia les Banques des « Pays » en faisant

(1) *Exposition Universelle du Pays en 1894*. (Force productive du pays). Leopold, 1897, p. W. Pilat, Lubominski, Skibinski. Cette exposition fut marquée par des manifestations hardies qui auraient été impossibles vingt ans plus tôt. Les Polonais de Posnanie et de Silésie étaient venus particulièrement nombreux à Leopold. On apprend que pour répondre à une tournée triomphale de l'archevêque de Posen, Monseigneur Stablewski, les chauvins allemands ont fait un pèlerinage à Varzin où Bismarck les a salués comme les fidèles gardiens de la Marche de l'Est, les protagonistes du germanisme contre le polonisme.

Le prince Sapieha fit une sortie énergique contre les prétentions allemandes, et Koscielski, membre de la Chambre des Seigneurs à Berlin, quoique habitué à ménager ses paroles, se solidarisa avec lui.

appel aux capitaux français, Dunajewski s'exprimait ainsi au Parlement (1885) :

« Nous avons prouvé depuis six ans que nous ne souffrirons la domination exclusive d'aucun parti, et nous ne poursuivrons pas davantage la formation d'un tiers-parti ; nous écoutons avec la même bienveillance les justes revendications des divers groupes et nous nous opposons avec la même modération à leurs exigences excessives. »

La réforme électorale, 1896.—L'importance du ministère Badeni, au point de vue autrichien et au point de vue galicien, réside dans la réforme électorale préparée successivement par les cabinets Taaffe et Windischgratz, mais qui ne fut réalisée qu'en 1896.

Les masses populaires, même en Galicie, commençaient à prendre conscience de leurs droits, et ce n'était rien moins que du suffrage universel qu'il s'agissait dans cette Autriche, que l'on était habitué à regarder comme l'un des foyers de l'esprit conservateur.

Cependant Badeni, tout en satisfaisant aux exigences des « couches nouvelles », ne voulut point bouleverser tout le système électoral. La loi du 14 juin 1896 décida qu'aux quatre curies existantes (grande propriété, villes, Chambres de commerce et campagnes) nommant 353 députés au Reichsrath, une cinquième curie du suffrage universel, viendrait s'ajouter, composée de tous les Autrichiens âgés de 24 ans, domiciliés depuis six

mois dans la commune ; cette curie nommerait 72 députés (1).

Ces nouveaux députés furent attribués aux provinces sans proportion bien établie, l'arithmétique électorale étant soumise en Autriche à des règles dont les variations sont fréquentes.

La Galicie obtint quinze députés nouveaux et sa représentation au Reichsrath fut ainsi portée de 63 à 78 membres. La Bohême, moins peuplée, voyait sa députation portée à 110 voix, par l'attribution de 18 mandats nouveaux (2).

L'établissement du suffrage universel fut l'occasion de troubles populaires en Galicie. Sous l'influence d'un socialiste chrétien, à l'éloquence enflammée, le prêtre Stojalowski, les campagnes galiciennes s'agitaient et l'esprit simpliste du paysan était facilement gagné par les doctrines du socialisme agraire. Bien souvent, la seule peinture des misères qu'il devait endurer, misères trop réelles, suffisait à le transporter de colère, et des désordres sérieux accompagnèrent les réunions publiques, surtout dans les pays Ruthènes.

(1) Rien n'était changé au système électoral des Diètes ; elles demeureraient avec leurs quatre curies primitives.

(2) Le Parlement tenait toujours compte de la présence des Allemands en Bohême (près des deux cinquièmes de la population) et aussi du développement de la classe ouvrière de l'industrie, généralement plus cultivée, et surtout plus exigeante que les travailleurs des champs.

C'est ainsi qu'à Davidow, près de Léopol, deux paysans furent tués par les gendarmes (1).

Vingt-huit élections sur 78 furent contestées.

Les Polonais conservaient leurs positions, mais les 15 voix de la curie nouvelle ne leur revenaient pas sans mélange. D'abord un socialiste fameux par son éloquence (en polonais et en allemand) Ignace Daszinski, était élu à Cracovie par la population ouvrière juive et polonaise, et par quelques « intellectuels » ; trois députés *populistes* polonais (du parti de Stapinski) se donnaient comme alliés des socialistes ; enfin six populistes chrétiens polonais, dévoués à Stojalowski, ne pouvaient être considérés comme adhérents au Club polonais (Kolo polskie), lequel néanmoins comptait encore 57 membres.

L'ensemble du Parlement était en majorité fédéraliste, et les Allemands n'étaient que la minorité ; mais la présence d'un parti démocrate socialiste naissant et la puissance du parti chrétien social, antisémite, étatiste et même un peu démagogue, modifiait l'état d'esprit du parlement ; moins absorbée par son esprit particulariste

(1) Lefèvre-Pontalis. Les élections en Autriche et en Hongrie (*Rev. politique et parlementaire*, juillet 1897.) Les paysans défiants ou passionnés, ignorants du mécanisme électoral, crièrent souvent à la trahison, ou bien voulurent conduire eux-mêmes les opérations. Les excitations des politiciens ruthènes (oukraiïniens) contribuèrent aux troubles, surtout que ces politiciens, très jeunes pour la plupart, simples étudiants souvent, ne reculent pas devant « l'action directe ». A Dawidow, notamment, le commissaire de l'élection, avait eu le crâne brisé dans la cour de la gendarmerie.

l'assemblée formait des groupements qui dépassaient les limites des diverses provinces et intéressaient toute l'Autriche; mais, d'autre part, les querelles nationalistes ne perdaient rien de leur violence parce que les députés étaient plus nombreux et que beaucoup, issus directement du peuple en conservaient les sincères mais rudes allures.

Les violences incroyables que déchaînèrent les *Ordonnances bilingues* de Badeni relatives à la Bohême, nous donnent idée du caractère des luttes nationales (1). L'injustice des réclamations allemandes rapprocha les Polonais des Tchèques, rapprochement aidé par la politique extérieure et qui dure encore.

L'esprit fédéraliste en Autriche n'avait jamais été aussi vigoureusement soutenu que par Badeni et le « slavisme » si énergiquement protégé; toutefois Badeni a été vivement critiqué par certains de nos historiens (2).

(1) Les ordonnances bilingues décidaient que sur le territoire de la Bohême, le tchèque serait sur le pied d'égalité avec l'allemand. Tous les fonctionnaires devraient connaître les deux langues, contrainte assez pénible pour les Allemands, mais conforme à l'article 19 de la Constitution de 1867 qui, jusqu'alors, était demeuré lettre morte.

Les ordonnances causèrent une petite révolution en Bohême allemande, d'où l'on chassa, par endroits, les employés, les ouvriers, les locataires et jusqu'aux fonctionnaires tchèques.

Par contre, le retrait des ordonnances mit en ébullition la Bohême tchèque; au Parlement, l'obstruction des Tchèques recommença; elle vient à peine de finir. (1910).

(2) V. Eisenmann (dans l'*Histoire Générale* Lavis et Rambaud). Après avoir qualifié la Galicie, province pauvre où « une coterie toute puissante domine par la corruption et la violence », M. Eisenmann ajoute : « Le service dans une pareille province est une mauvaise

5^e La période contemporaine.

Le club polonais au Reichsrath, mêlé d'éléments plus progressistes que le vieux parti « Stanczyk », influencé par les manifestations des divers groupements sociaux de Galicie, ruthènes, juifs, socialistes, comprenait la nécessité d'une politique nouvelle, et sans renoncer à sa modération et à son loyalisme, il se montra disposé à agir plus activement en Galicie, en faveur des réformes politiques et sociales, en même temps qu'il rappelait à

école pour un futur ministre autrichien. Le comte Badeni, polonais de naissance, n'était jamais sorti de Galicie. Sous-préfet, vice-gouverneur, gouverneur, il avait appliqué avec constance la méthode locale : « sucre et cravache »... C'était un véritable gendarme à poigne brutale !

Les excès qu'a pu commettre Badeni dans sa politique slavophile n'atteignent pas les abus des centralistes germanisateurs d'autrefois. Quant à présenter ce ministre comme étranger à tout ce qui n'est pas galicien, il faut pour cela ne rien connaître de l'étendue des connaissances intellectuelles dans l'aristocratie polonaise, et il faut ne voir la Pologne et la Galicie qu'à travers les appréciations malveillantes des feuilles allemandes de Vienne et de Berlin.

Les organes de la « Gauche libérale anticléricale allemande » du Reichsrath (*Freie Press* notamment) sont les plus lus en France, où nous continuons à juger l'Autriche slave et madgyare d'après les sources allemandes. Par une étrange illusion des mots, cette gauche libérale a eu longtemps les sympathies françaises. Libérale, la gauche allemande opprimait toutes les nationalités non allemandes (par exemple le Dr Plener) ; anticléricale, elle détestait surtout les clergés nationalistes.

Vienne que les programmes d'autonomie n'étaient pas encore oubliés dans la grande province de l'Est.

. Le fait que la Galicie est en dehors de l'influence allemande et que l'administration y est presque entièrement aux mains des nationaux, fait illusion à certains publicistes qui disent : « La Galicie jouit d'une autonomie administrative complète (1). »

Sans doute, l'application des règlements administratifs et statutaires, est confiée à des galiciens, mais ces règlements émanent le plus souvent de l'autorité centrale. La Galicie se plaint de n'avoir aucune autonomie financière, elle se plaint que les affaires les plus essentielles pour elle soient résolues à Vienne, que son représentant dans le cabinet des ministres, pas plus que son gouverneur, ne soit responsable devant la Diète locale, mais seulement devant le Reichsrath.

Quant à l'autonomie économique, elle fait bien défaut ; la Galicie n'obtient que peu à peu les améliorations qu'elle souhaite pour ses chemins de fer, ses cours d'eau, ses forêts et ses mines. Or l'éveil populaire, l'agitation entretenue par les socialistes dans les milieux industriels, par les populistes chez les paysans, par les sionistes dans le prolétariat juif, en un mot, la poussée démocratique,

(1) Dr Gustave Kohn-Kolmer, (*Revue politique et parlementaire*, décembre 1896). Député de la « gauche libérale allemande » au Reichsrath, il écrit deux correspondances parlementaires annuelles dans la *Revue politique et parlementaire*. C'est un de nos informateurs viennois, à tendances allemandes, centralistes, « libérales ».

rend plus nécessaire les réformes économiques, sans lesquelles les classes dirigeantes perdront tout crédit auprès du peuple.

Vienne s'est efforcée si longtemps d'opposer les uns aux autres, les divers partis qui agitent les provinces, de diviser pour régner, que certains l'accusent encore de poursuivre cette politique et d'attirer à soi les éléments démocratiques.

En effet dit-on, les lois sociales destinées à l'amélioration du sort des masses populaires, viennent du Reichsrath; au contraire, c'est aux autorités locales que s'adressent les plaintes et que s'en prennent les mécontents, et ces autorités, la Constitution les empêche de donner satisfaction aux vœux les plus légitimes...

*
* *

La Diète de Galicie eut ses élections à peu près dans le même temps que les nouvelles élections générales, nécessitées par la dissolution du Parlement (1901).

Les éléments démocratiques obtinrent des avantages nouveaux dans ces élections de la Diète (1). Le prêtre Stojalowski fut élu à une forte majorité (contre un conservateur), avec l'un des siens dans la curie rurale, laquelle donna 28 mandats (sur 74) aux divers éléments d'opposition démocratique ou nationaliste. C'est ainsi que deux populistes du parti Stapinski furent élus, ainsi que

(1) Cependant Daszynski fut battu par M. Pientak, ministre de Galicie.

3 paysans du parti Bojko, 4 députés de la gauche modérée, 2 antisémites et 13 Ruthènes.

Dans les villes, comme d'habitude, les conservateurs furent en minorité, n'ayant que 6 sièges sur 28 ; la gauche modérée et les nationaux démocrates en avaient 20.

Quant aux 44 représentants de la grande propriété, ils étaient comme toujours en majorité conservateurs ; toutefois plusieurs d'entre eux, en présence des nécessités du temps, avaient déjà évolué vers le groupement des nationaux-démocrates, dont l'influence est maintenant considérable.

Les Grèves et l'Agitation ruthène. — Les quelques sièges gagnés à la Diète et au Reichsrath par les Ruthènes leur avaient permis de se rendre compte de leur force ; mais l'impossibilité de tenir la place qu'ils ambitionnent en Galicie, et à laquelle disent-ils, leur donne droit l'importance de leur nation, les maintient dans un état de mécontentement et de surexcitation, dont les effets se sont manifestés à diverses reprises depuis dix ans. Les grèves agraires de 1902, sont un exemple de cet état d'esprit.

Le 25 juin, à Kurowice, près de Léopol, les paysans ruthènes refusèrent leurs services pour la moisson qui commençait. Un mois plus tard, le mouvement gréviste intéressait 386 communes, notamment dans les districts de Czortkow, Zaleszczyki, Stanislawow ; les ouvriers réclamaient une augmentation de salaire, la journée moins

longue, plus d'intermédiaires faisant faire le travail, et même la suppression du salaire en nature (1).

Des agitateurs ruthènes, juifs et même polonais, parcouraient le pays ; des journaux, des brochures ruthènes étaient distribués gratuitement (2) ; puis les étudiants ruthènes, qui l'hiver précédent, au nombre de 700 avaient quitté l'université de Léopol, pour protester contre le gouvernement qui leur refuse une université particulière, vinrent se mêler aux paysans et les exciter à la résistance.

L'arrivée de paysans polonais et de montagnards « podhalanes » pour faire la moisson — à la place des grévistes — provoqua des rencontres sanglantes entre ces divers éléments populaires.

Le comte Pininski (3), était alors gouverneur de Galicie, et le comte André Potocki, Maréchal de la Diète. Penchant pour la modération, le comte Pininski ne put cependant empêcher les excès des soldats (surtout hongrois), et les jugements trop sévères de certains tribunaux. Bien que couvert par le président du Conseil

(1) Maurice Lair, *Annales des Sciences politiques* (sept. et nov. 1903). Noblesse polonaise et paysans ruthènes.

(2) Notamment une brochure du publiciste ruthène Wityk : « Comment on doit se conduire en temps de grève », où il commente d'une façon tendancieuse la loi de 1870 sur les grèves.

(3) Le comte Pininski, professeur de droit romain à l'Université de Léopol, député, fut gouverneur pendant cinq ans. Retiré en 1903, il s'adonne avec goût aux beaux-arts. Il siège à la Chambre des Seigneurs.

Koerber, M. Pininski profita du calme revenu dans le pays, pour se retirer l'année suivante (1903). Il fut remplacé par André Potocki, et Stanislas Badeni (frère de l'ancien président du Conseil), devint Maréchal du Pays.

Au Reichsrath, les interpellateurs ruthènes : Jaworski, Romanczuk, retracèrent tout au long la genèse et le développement de cette période troublée, le socialiste polonais Daszynski appuya leurs revendications, tandis qu'Abrahamowicz, ministre pour la Galicie leur répondait (1).

Depuis l'année 1902, la lutte des Ruthènes contre les Polonais, a été le trait essentiel de l'histoire de la Galicie. Elle a influencé les partis polonais, dont plusieurs ont accentué leur politique démocratique ; les partis populistes ont souvent même appuyé les Ruthènes dans leurs revendications sociales, pensant que les populations rurales polonaise et ruthène peuvent faire cause commune au point de vue économique.

(1) Daszynski fut particulièrement sévère pour les grands propriétaires polonais qui possèdent la terre ruthène. « ... Il y a là 200 familles qui habitent Leopold ou Vienne, qui ne représentent ni une civilisation, ni une force pour l'Autriche. Quiconque ne se range pas du côté de ces vampires qui sucent le sang des paysans podoliens, est mis au ban et déclaré traître à la cause nationale. Faut-il donc, dans l'intérêt de ces messieurs, pour qu'ils trouvent des travailleurs à bon marché, qu'ils obtiennent des mandats législatifs, qu'ils soient influents dans la province et dans l'Etat. . . . faut il voir deux peuples devenir de plus en plus hostiles ? Faut-il courir sus aux Ruthènes et créer autour de nous tout un cercle d'ennemis » (28 octobre 1902) *Compte rendu sténographique du Reichsrath*.

Les réclamations incessantes des étudiants ruthènes de l'Université polonaise de Léopol, mécontents de n'avoir dans cette université qu'une dizaine de cours en langue ruthène, les polémiques étrangères à l'occasion de la question ruthène, la lettre retentissante de Bjornson (1906) sur cette question, enfin l'assassinat du gouverneur de la Galicie, André Potocki, par un étudiant ruthène (12 avril 1908), tous ces événements ont contribué à élargir le fossé, lentement creusé entre les deux nationalités rivales en Galicie.

A mesure que l'instruction pénètre dans les rangs profonds de peuples longtemps ignorants, elle contribue à fortifier les sentiments nationalistes, à les porter même jusqu'au chauvinisme. Aussi les rivalités nationales en Autriche et en Galicie sont loin de se calmer avec le progrès des populations.

En Galicie notamment, Polonais et Ruthènes ont conscience de plus en plus, de leur rivalité, et l'intérêt qu'ils prennent à leur nationalité dépasse même les limites de la province. C'est ainsi que les Ruthènes ont essayé de soutenir les tentatives de grève agraire, étouffées d'ailleurs par le gouvernement russe en Podolie.

Les Polonais d'autre part ont été sensibles aux attentats du gouvernement prussien contre la nationalité polonaise en Posnanie. Des protestations à la Diète de Léopol (discours du prince Czartoryski, 30 décembre 1901) (1),

(1) Il en résulta une protestation de l'ambassadeur allemand à Vienne, le prince Eulenburg, auprès du comte Goluchowski.

au Parlement et même aux délégations austro-hongroises, montrèrent que les trois fractions de la nation polonaise demeurent toujours solidaires.

Au Parlement, Stapinski, chef des populistes polonais, protesta contre l'extraordinaire discours de Guillaume II à Marienbourg, discours qu'il qualifia « d'anti-polonais et d'anti-humain » (1).

La Question électorale. — Une autre préoccupation, intimement liée d'ailleurs à la question ruthène, retient depuis plusieurs années l'attention du monde politique en Galicie, et la nouvelle réforme électorale autrichienne de 1907, qui établit réellement le suffrage universel dans la Cisleithanie, (en supprimant les curies) rend cette préoccupation plus vive encore. Il s'agit du régime électoral de la Diète de Léopol, régime qui n'a pas été sensiblement modifié depuis 1861 et qui ne répond plus aux exigences actuelles de la démocratie.

La généralisation du suffrage universel en Autriche, est attribuée à diverses raisons.

Le désir d'intéresser plus largement le peuple à la vie nationale autrichienne; l'idée d'obliger la Hongrie à imiter l'Autriche, et à diminuer ainsi l'hégémonie

(1) Rappelant la gloire de l'Ordre teutonique « pionnier de la civilisation allemande contre les Slaves », l'empereur déclarait qu'une lutte sans merci devait être poursuivie contre les Polonais.

Les Tchèques s'associèrent bruyamment aux protestations polonaises au Reichsrath, tandis que les Pangermanistes les invectivaient et criaient : Vivent les Hohenzollerns !

madgyare au bénéfice des nationalités « allogènes » ; la pensée de former de grands partis « d'idées » capables de grouper sur un même principe des hommes de nationalité différente, telles ont été, sans doute, les considérations qui ont décidé les ministères Gautsch et Hohenlohe (1906) à étudier la réforme et le ministère Beck à la réaliser (L. du 26 janvier 1907).

Désormais plus de curies, mais des élections au suffrage universel pour les 516 députés (au lieu de 425) du Reichsrath.

La Galicie obtient 106 députés, au lieu de 78 dans l'ancien Reichsrath (la Bohême 130 au lieu de 110) : proportion plus forte et qui tient compte plus largement de la nombreuse population de cette province (1).

Ce n'a été d'ailleurs pas sans lutte.

Tout d'abord, le Club polonais (Kolo polskie) était hostile au suffrage universel qui peut lui faire perdre l'hégémonie en Galicie, en annihilant l'influence polonaise en Galicie ruthène.

Les Pangermanistes de Bohême sentaient que leur écrasement à la Diète de Prague et au Reichsrath serait plus complet, et ils ne consentaient à la réforme qu'à condition d'isoler la Galicie du reste de l'Autriche, de créer enfin ce « Sonderstellung » qui, séparant la grande province de l'est (avec la Bukovine), de la Cisleithanie

(1) Eu égard à sa population, la Galicie devrait avoir plus de 140 députés.

assureraient aux Allemands, dans les autres pays de l'Autriche, une hégémonie plus facile.

Le comte Dzieduszycki, président du « Kolo polskie » reprochait au ministre Gautsch d'avoir jugé à vue de nez du développement intellectuel des diverses provinces, de les mettre injustement sur un pied d'égalité, de diminuer ainsi plusieurs nationalités intéressantes, les Polonais notamment, toujours si loyalistes (1).

Le baron Gautsch ne contestait pas le loyalisme des Polonais, mais observait que la Galicie n'a eu qu'à se louer de la « bienveillance » de Vienne ; d'où protestations des Polonais qui niaient la faveur, et montraient que les lois se sont simplement appliquées à la Galicie comme au reste de l'Autriche.

Gautsch bientôt, quitta le pouvoir et le prince Hohenlohe ne fit qu'y passer. Un ministère se reforma dans lequel on appela des membres du Parlement après s'en être abstenu pendant plusieurs années, à cause de l'obstruction continuelle qui empêchait le fonctionnement régulier des institutions parlementaires. C'est ainsi

(1) W. Beaumont, Le suffrage universel en Autriche. (*Annales des Sciences politiques*, 1907). Le comte Dzieduszycki, mort en 1909, était le type du politique conservateur polonais ; remarquablement lettré, orateur, tacticien parlementaire, mais manquant un peu de sens pratique dans l'action, il a mené pendant de longues années la politique du club polonais avec Grocholski d'abord, Jaworski ensuite. Hostile à l'alliance allemande, il voulait rapprocher l'Autriche des puissances occidentales. Il a toujours combattu pour l'autonomie galicienne.

que le comte Dzieduszycki entra dans le cabinet du baron Beck, comme ministre de la Galicie (mai 1906).

Pour désarmer l'hostilité des grandes nationalités et notamment des Polonais, le ministère élargit les attributions des Diètes en matière civile, criminelle et de simple police, pour toutes questions rentrant dans le ressort de leurs attributions. (L. du 17 novembre 1906).

Finalement les voix polonaises assurèrent le vote de la réforme électorale.

Sur 106 mandats accordés à la Galicie, 78 devaient revenir aux Polonais et 28 aux Ruthènes. Les 78 sièges polonais se répartissaient de la façon suivante : 34 aux villes, 34 aux 17 circonscriptions rurales purement polonaises et 10 aux 10 circonscriptions rurales ruthéno-polonaises. Les 28 sièges ruthènes se partageaient ainsi : 18 mandats dans 9 circonscriptions rurales purement ruthènes et 10 dans les circonscriptions ruthéno-polonaises.

On avait imaginé en effet, de partager les campagnes en 36 circonscriptions doubles, c'est-à-dire nommant chacune deux députés, un député de la majorité, un député de la minorité (à condition que cette minorité fut de 25 %). Ce système fut adopté malgré l'opposition des Ruthènes qu'il lèse dans leurs intérêts, puisque leur peuple tout entier concentré à droite du San, ne peut faire élire de députés « de la minorité » dans les nombreuses circonscriptions purement polonaises.

D'autre part, le système des doubles circonscriptions

dans la Galicie polonaise, et le découpage étrange de ces circonscriptions paraît critiquable aux Polonais eux-mêmes (1).

Les Ruthènes avaient néanmoins une représentation plus que doublée dans une assemblée dont les membres n'avaient été augmentés que d'un cinquième. Mais ces avantages n'ont fait qu'élargir leurs exigences et dans la Diète qui doit sortir de la réforme électorale, aujourd'hui à l'étude, ils voudraient se réserver une place plus large encore.

C'est ce que nous verrons en étudiant la réforme électorale de la Diète et la question ruthène.

(1) Fr. Bujak, *Galicja*, p. 96 et sq.

CHAPITRE IV

LES STATUTS DU PAYS

Il nous faut pour étudier la mesure de l'autonomie en Galicie et le rôle particulier de la Diète, revenir plus longuement sur les statuts du Pays qui représentent en quelque sorte, la constitution galicienne.

Cette constitution donnée à la Galicie, en 1861, a subi quelques modifications depuis un demi-siècle, mais ces modifications intéressent moins le Statut du pays que le règlement électoral de la Diète, de sorte que les bases mêmes de la constitution subsistent encore aujourd'hui.

CONSTITUTION ACTUELLE DE LA GALICIE

Statut du Pays et Règlement électoral de la Diète pour le royaume de Galicie et Lodomérie avec le Grand Duché de Cracovie.

Composition de la Diète. — D'après le statut du 26 février 1861, il n'y a plus qu'une seule Diète du pays, com-

prenant 150 membres ; cette Diète siège à Léopol. Les députés sont nommés par la classe des grands propriétaires, qui a droit à 44 représentants, par les villes qui en ont 20, par les Chambres de Commerce qui en ont 3 et par les campagnes qui en ont 74. Enfin, 9 députés sont désignés par leur fonction même, ce sont les « virilistes » comme les 3 archevêques de Léopol (catholique-latin, catholique-grec uni, et arménien) (1), les évêques de Przemyśl (latin et grec uni), l'évêque (latin) de Tarnow, l'évêque de Stanislawow (grec uni) ; enfin « leur Magnificence » les Recteurs de l'Université de Cracovie et de Léopol.

En 1866, le prince évêque de Cracovie fut adjoint aux virilistes de la Diète, et en 1900, le Président de l'Académie des Sciences de Cracovie ainsi que le recteur de l'Ecole polytechnique de Léopol, ce qui porte à 12 le nombre des Virilistes.

Les députés des villes privilégiées qui étaient 20 en 1861, sont devenus 23 en 1896, et 28 en 1900, auxquels il y a lieu de joindre les trois représentants des Chambres de commerce et d'industrie, ce qui fait 31.

Enfin le nombre des députés des campagnes n'a pas varié depuis 1861 ; il est toujours de 74.

En résumé, la composition actuelle de la Diète est la suivante :

(1) L'archevêque catholique arménien n'a guère que 3.000 fidèles. Ces Arméniens, polonisés pour la plupart, sont installés dans le pays depuis des siècles.

Virilistes	12	} 161
Représentants de la grande propriété.....	44	
Représentants des villes et Chambres de commerce.....	31	
Représentants des campagnes.....	74	

161 députés, c'est un petit Parlement! Il n'y a que la Bohême qui, avec une population moindre, cependant dépasse ce nombre de députés; sa Diète compte en effet 242 membres.

Nous verrons plus loin que les projets actuels de réforme électorale en Galicie, comportent généralement une augmentation du nombre des députés.

Le Maréchal de la Diète. — Le Président de la Diète porte comme jadis en Pologne, le nom de Maréchal; il n'est pas élu par la Diète, mais choisi dans la Diète, par l'empereur pour 6 ans, durée du mandat de la Diète. C'est le Maréchal qui reçoit le serment des députés; il ouvre la Diète, dirige les discussions et se fait remplacer, le cas échéant, par un député, désigné lui aussi par l'empereur. (Ce député est généralement l'un des membres du parti ruthène)(1). Le Maréchal de la Diète est en même temps président de la Commission administrative permanente ou Comité permanent (Wydział Krajowy): il apparaît donc comme le chef véritable du pays, comme le représentant de toute l'administration locale, tandis que le

(1) Le comte Badeni est actuellement maréchal, et l'archevêque uniata Szeptycki vice-maréchal. Le gouverneur est le professeur Bobrzynski.

gouverneur de la province, lieutenant de l'empereur (Namiestnik), représente le pouvoir central et sert de lien entre l'Etat et la province (1).

Composition de la Commission Permanente. — Il existe toujours une Commission administrative permanente, qui est le rouage essentiel de l'administration du pays ; mais au lieu de 15 membres (comme dans la Constitution de 1850), elle n'en compte plus que six, élus également dans le sein de la Diète. Les représentants des villes et des chambres de commerce nomment un membre de la Commission ; de même les députés de la grande propriété et ceux des campagnes.

Enfin, 3 autres membres de la Commission sont élus individuellement par l'ensemble de la Diète. On nomme de même les 6 suppléants.

La Commission permanente exerce ses fonctions aussi longtemps que la Diète elle-même ; mais si la Diète est dissoute, la Commission ne disparaît qu'après la nomination d'une nouvelle Commission par la Diète réélue.

Le traitement des membres de la Commission permanente a varié (2), il est actuellement de 12.000 couronnes pour chacun d'eux ; leurs suppléants reçoivent ensemble 4.000 couronnes (3).

(1) Le traitement du maréchal est de 20.000 couronnes.

(2) Le membre du Comité permanent qui est suppléant du maréchal reçoit 2.000 c. en plus. L'indemnité des députés était jadis de 3 fl. V. Koziembrodzki, *Répertoire des actes de la Diète galicienne*, t. I. (en polon.)

(3) Les députés ordinaires ont des indemnités de voyage dont l'en-

Attributions de la Diète. — D'une façon générale, la Diète de Galicie, comme les Diètes des autres « Pays », d'Autriche, est appelée à participer au pouvoir réglementaire dans une certaine mesure (art. 16) ; tout ce qui n'est pas réglementé par le pouvoir central et tout ce qui n'est pas spécialement attribué aux autorités communales rentre dans les attributions de la Diète.

En 1861, l'une des plus grandes attributions était de nommer, en application de la Constitution du 26 février 1861, les 38 représentants de la Galicie au Conseil d'Etat renforcé, attribution qui a disparu en 1873.

Aujourd'hui, la liste est fort longue des affaires dont la Diète peut s'occuper. Nous avons déjà parlé de la préparation et du vote du budget, de l'examen des comptes et de tout ce qui s'y rattache, de même que des affaires communales, de celles des églises et des écoles. La répartition des impôts est faite aussi par la Diète, et celle-ci doit administrer les biens propres du pays ; elle s'occupe de la bienfaisance, des fondations charitables, et avec le temps, nous la verrons participer largement à l'ensemble des transformations et des améliorations que l'on comprend sous le nom générique de réformes sociales. La Diète peut proposer au Parlement des projets de règlements ; mais les propositions rejetées ne peuvent être présentées une deuxième fois dans la même session.

semble s'est élevé en 1908 à 10.275 c. ; ils reçoivent en outre une indemnité quotidienne de 5 florins pendant la session, ce qui a coûté au pays, en 1908, 73.770 c.

Au cours des années, des lois ou des ordonnances sont venues encore élargir la compétence de la Diète en lui confiant certaines affaires particulières.

Les décisions de la Diète ne sont d'ailleurs souveraines que dans les limites établies par la loi ; c'est ainsi que le pays ne peut s'imposer de plus de 10 centimes additionnels sans l'autorisation du gouvernement. De même, la Diète ne peut hypothéquer et vendre les domaines du pays qu'avec la même autorisation.

Sur certaines questions, la Diète est appelée à donner des avis, notamment sur les affaires des Universités. La situation personnelle des « leaders » de la Diète, vis-à-vis du gouvernement de Vienne, présente dans ce cas une grande importance ; les avis et les conseils de la Diète ont un effet proportionné à l'influence de ceux qui les présentent.

Attributions de la Commission permanente. — Mandataire de la Diète, la Commission permanente est chargée de l'exécution de ses décisions ; en même temps qu'elle pénètre dans tous les détails de l'administration, elle représente le pays en justice et surveille particulièrement les domaines, ainsi que les fonctionnaires.

Chacun de ses membres est à la tête d'un grand service du pays et représente en quelque sorte un ministre local.

C'est la Commission qui prépare le budget, ainsi que toutes les affaires de la session. Elle surveille et décide l'octroi des bourses dans les établissements d'instruction

et veille sur ces établissements eux-mêmes, comme par exemple sur la célèbre fondation Ossolinski (musée, bibliothèque) à Leopold.

La Commission permanente entend aussi les plaintes et les réclamations contre l'administration communale ; elle est compétente pour toutes les questions intéressant les limites territoriales des communes (gminy) et des « domaines tabulaires » (obszary dworskie) appartenant aux grands propriétaires.

Telles sont les principales attributions de la Commission permanente prévues par la loi ; nous verrons plus loin, avec plus de détails, toutes celles que le règlement particulier de la Diète, accordées à cette Commission.

Comment la Diète traite les affaires. — Les séances de la Diète sont généralement publiques ; mais l'assemblée peut se constituer en comité secret.

Les sujets de discussion sont ceux soumis : 1° par le Gouvernement, dont le Gouverneur et le Maréchal sont les intermédiaires ; 2° par la Commission permanente ou par un Comité spécial élu par la Diète pour la durée de la session ; 3° par les membres de la Diète, propositions remises par écrit au Maréchal.

Les affaires qui ne seraient pas de la compétence de la Diète sont exclues par le Maréchal. C'est lui qui décide de l'ordre du jour, lequel doit être rédigé dans les deux langues polonaise et ruthène (1).

(1) Une récente obstruction des députés ruthènes à la Diète (sep-

Les propositions du gouvernement ont toujours la priorité et les résolutions ne peuvent être prises que si plus de la moitié de l'assemblée participe au vote ; ce quorum est même élevé aux trois quarts pour modifier les statuts de la Diète, et la majorité requise est alors des deux tiers.

Le gouverneur de la Galicie (Namiestnik) peut assister aux séances (1) et prendre la parole ; mais il ne vote que s'il est membre de la Diète.

C'est la Diète qui décide de la publicité des débats, et qui l'accorde en général ; toute communication avec les Diètes des autres pays lui est interdite.

Règlement intérieur de la Diète. — Le règlement élaboré par la Diète elle-même est l'œuvre de plusieurs années, de plusieurs décisions. Dès le 16 avril 1861, l'assemblée décidait que les comptes rendus seraient rédigés en polonais et ruthène, en même temps qu'elle chargeait la Commission permanente d'établir un projet de règlement.

Déposé en 1863, ce projet fut adopté en 1865 et subit divers changements en 1866, 1869, 1874, 1876, 1876, 1881 et 1889 (Code de Droit politique, de St. Starzynski). Le règlement actuel traite du bureau, des commissions, des discussions et des protocoles de l'assemblée.

tembre 1909) eut pour cause, dit-on, le défaut de traduction ruthène, de l'ordre du jour.

(1) Dans la salle des séances de la Diète, une tribune est réservée au gouverneur, à la droite du président (maréchal).

Le Bureau et les Sections. — Le bureau de la Diète se compose du Maréchal ou de son suppléant, nommés par l'empereur, et de quatre secrétaires élus par l'assemblée pour la durée de la session,

Le Maréchal dirige les discussions, règle l'ordre du jour, donne la parole, rappelle à l'ordre, etc... (1).

Les secrétaires rédigent les protocoles, surveillent les votes.

Il y a en outre douze contrôleurs (Rewidenty) nommés par la Diète et chargés de veiller à ce que copie soit prise, de toutes les décisions de l'Assemblée ; ils vérifient l'exactitude de ces copies et les donnent aux bureaux du Maréchal pour l'impression.

Il y a, tous les jours de séance trois contrôleurs de service.

On nomme aussi des questeurs pour maintenir l'ordre dans le palais.

Enfin la Diète est divisée en cinq *sections*, égales autant que possible. Ces sections sont établies par le Maréchal, aidé des secrétaires et avec le consentement de l'assemblée ; elles ont pour mission de discuter au préalable les propositions et d'élire les Commissions. Chaque section a un président et un secrétaire élus. (Division analogue à celle des onze bureaux de notre Chambre des députés).

(1) Le maréchal, quoiqu'il n'ait rien de militaire, a gardé son bâton de commandement, bâton beaucoup plus long que ceux de nos maréchaux et dont les coups redoublés sur le parquet tiennent lieu de coups de sonnette, pour réclamer le silence dans l'Assemblée.

Les Projets et les Discussions. — Nous avons dit de quelle triple initiative peuvent émaner les projets : initiative du gouvernement, de la Commission permanente et des députés eux-mêmes. Toute proposition signée de 15 membres de la Diète doit être aussitôt imprimée, et s'il s'agit d'un projet gouvernemental l'examen par les sections est obligatoire. Une Commission est alors nommée.

Composées de 5 membres (un par section), les Commissions sont permanentes ou spéciales. Elles peuvent recommander à la Commission permanente l'examen d'une question. Ces commissions peuvent convoquer des particuliers devant elles ; elles nomment un rapporteur.

Les projets sont lus deux fois et votés deux fois, article par article ; il y a ensuite une troisième lecture et un vote général.

Les députés ne doivent pas lire leurs discours ; ils ne peuvent parler que deux fois sur le même sujet.

Ainsi la réglementation intérieure de la Diète apparaît tout à fait semblable à celle d'un véritable Parlement, sauf que la Diète n'a pas la libre nomination de son président.

**Règlement de la Commission administrative permanente
(Wydział Krajowy).**

Depuis 1890, le Règlement de ce Comité n'a pas changé notablement.

La Commission permanente, élue par la Diète, doit suivre les indications de cette assemblée, et si elle s'en écarte, elle a l'obligation d'en rendre compte à la Diète.

Elle peut provoquer des sessions extraordinaires de l'Assemblée en demandant sa convocation à l'empereur.

La Commission permanente comprend six départements, auxquels ressortissent toutes les affaires du pays. A la tête de chacun de ces départements est un membre de la Commission permanente, désigné par le Maréchal, et qui prend le nom de chef de service (*Naczelnik*). De hauts fonctionnaires et des employés assurent sous ses ordres, la marche du service

Comme président de la Commission permanente, le Maréchal surveille tout ; il fixe les séances de la Commission, l'ordre du jour et signe toutes les expéditions avec le membre de la Commission, chef de service du département intéressé.

A cet effet le Maréchal a lui-même des bureaux, dont il nomme les fonctionnaires ; ceux-ci traitent et contrôlent toutes les affaires qui reviennent au Maréchal comme président de la Commission permanente.

Chaque membre de la Commission, à la fin du mois, présente au Maréchal l'état des affaires tranchées ou en cours, chacun d'eux doit visiter et surveiller en personne tous les établissements dont il a la charge. Aucun ne peut remplir une autre fonction payée, s'il n'est désigné

spécialement par le Maréchal (Décision du 9 juillet 1901).

Les séances de la Commission ne sont pas publiques. Tous les membres présents sont obligés de voter, sauf certains cas prévus. Après le vote, personne ne peut reprendre sa voix, mais sur la demande de trois membres, le Maréchal peut ordonner une nouvelle discussion.

Celui-ci ne vote pas, mais décide en cas de partage des voix.

Un compte rendu succinct des séances est publié; cette publication n'a pas lieu s'il convient à la Commission.

La Caisse du pays est surveillée par la Commission permanente; il y a à cet effet un membre désigné par le Maréchal; il signe les ordonnances de paiement et tous les trimestres il y a une visite inopinée de la Commission.

Le Maréchal de la Diète et la Commission apparaissent donc — réunis — comme le corps sinon le plus important, du moins le plus actif du pays, d'autant plus que la Commission est permanente tandis que la Diète, ne siège guère plus d'un mois par an. Sans doute, de même que nos Conseils généraux, vis-à-vis de leur Commission départementale, ne peuvent faire l'abandon des prérogatives que la loi leur a spécialement attribuées, de même la Diète ne saurait abdiquer aux mains de sa Commission permanente ses droits essentiels. Mais on comprend le rôle considérable et l'influence prépondérante que peut avoir cette Commission lorsque, composée d'hommes

expérimentés elle s'appuie sur une forte majorité qui lui fait confiance dans la Diète du Pays.

Il convient maintenant de traiter du droit électoral et d'éligibilité pour la Diète. Un règlement a été donné en 1861, en même temps que le statut du Pays lui-même, ce règlement est en vigueur aujourd'hui encore, mais il a subi des modifications.

Règlement électoral de la Diète.

Du droit électoral et d'éligibilité. — Les conditions de l'électorat et de l'éligibilité ont peu changé du statut de 1850 à celui de 1861.

Dans les campagnes. — Toutefois, le droit de vote est déjà plus libéralement accordé : ont le droit électoral dans les campagnes les citoyens autrichiens âgés de 24 ans, qui payent un impôt direct d'un florin, les prêtres (1), les instituteurs et les fonctionnaires votent sans condition d'impôt.

Dans les communes rurales, le droit de cité s'acquiert par la naissance, le mariage, les fonctions publiques ou l'admission volontaire de la commune — après dix ans d'habitation, — cette dernière condition est assez rigoureuse.

(1) Les prêtres des différentes religions; cependant pour les rabbins, on ne leur reconnaît le droit électoral que s'ils sont réellement chefs de « Kahal » (paroisse juive) et sont chargés de tenir les « métriques », c'est-à-dire les registres de l'état civil.

L'élection est à deux degrés. Il y a un électeur du 2^e degré par 500 habitants et par fraction supérieure à 250 ; mais toute commune en a au moins un.

Remarquons encore que le nombre des députés des campagnes n'est plus que de 74, et qu'il est resté tel depuis 1861 ; il était de 80 dans la triple Diète de 1850. Les Ruthènes y voient une défaveur, les campagnes étant en majorité ruthène, et le projet de réforme électorale déposé en 1907 par le député Olesnicki, chef du parti ruthène ukrainien (jeunes Ruthènes) propose un élargissement notable de la représentation rurale (1).

Dans la Curie des grands propriétaires. — Il y a 44 députés de la grande propriété. Les électeurs doivent payer 100 florins d'impôts directs et être inscrits sur la Table des grands propriétaires.

Plusieurs domaines payant ensemble 100 florins d'impôt, donnent droit à l'électorat, et ce droit s'exerce au lieu du domaine le plus important.

Les femmes ont le droit de vote dans la Curie des grands propriétaires, mais leur mari ou un mandataire vote pour elles.

Dans les villes. — Les principales villes de Galicie, comme on l'a déjà vu, jouissent d'une représentation spéciale. En 1861, quinze villes envoyaient 20 députés à la Diète (2) ; Leopold avait quatre représentants et Cra-

(1) Les projets rédigés par les Polonais Glombinski et Cienski ont une tendance analogue.

(2) C'étaient Leopold, Cracovie, Przemyśl, Stanislawow, Tarnopol,

covie trois. Aujourd'hui, ces deux villes ont respectivement six et quatre députés. Les autres villes ont gardé leurs représentants, mais dix autres ont été groupées deux par deux et ont obtenu cinq députés (règlement du 18 mars 1900) (1), ce qui fait un total de 28 députés des villes.

Enfin, les trois chambres de commerce et d'industrie de Leopold, Cracovie et Brody, nomment chacune un député.

Dans les villes, les députés sont élus par les citoyens payant un certain impôt direct. Sur une liste portant les noms des citoyens imposés, par ordre d'importance, on prend les deux premiers tiers des inscrits et l'on a ainsi la liste électorale. De plus, les anciens élèves des écoles techniques, les candidats au notariat, les avocats, les professeurs sont inscrits sur la liste électorale sans avoir égard à l'impôt qu'ils payent. C'est en quelque sorte « une admission des capacités ».

Il y a des règlements spéciaux pour les villes de Leopold et de Cracovie, à cause de leur importance et du nombre de députés qu'elles nomment. Mais partout le vote est personnel et l'on ne peut voter que dans une seule circonscription électorale.

Quant à l'éligibilité, elle est accordée à tout citoyen

Brody, Jaroslaw, Drohobycz, Biala, Nowy-Sadz, Tarnow, Rzeszow, Sambor, Stry, Kolomya.

(1) Ce sont : Podgorze et Wieliczka ; Bochnia et Wadowice ; Gorlice et Jaslo ; Sanok et Krosno ; Brzezany et Zloczow.

autrichien âgé de 30 ans, ayant le droit de vote dans une des curies électorales de Galicie.

Liste électorale et mécanisme des élections. — C'est le le gouverneur de la province qui publie l'ordonnance impériale relative aux élections.

Mais les listes électorales sont préparées par diverses autorités. C'est ainsi que le gouverneur dresse la liste électorale de la grande propriété (1), liste qui est publiée par les journaux et dont des extraits sont envoyés dans les soixante-dix-neuf districts administratifs (powiaty). Les intéressés ont 14 jours pour présenter leurs réclamations.

Dans les campagnes, les listes sont dressées par le « supérieur » de la commune et une commission de 4 membres élue du sein du Conseil communal examine les réclamations (2).

(1) Il y avait en Galicie 2086 membres de la grande propriété en 1876 ; 2.380 en 1901.

(2) En 1876, on comptait 508.617 électeurs ruraux et 585.522 en 1901. Aux mêmes dates, il existait 22.005 électeurs urbains et 49.098 (respectivement).

Le nombre des électeurs des villes s'est élevé dans une proportion supérieure à l'accroissement de la population, mais la proportion est inverse pour les campagnes. Au total et proportionnellement, le nombre des électeurs galiciens a diminué en un quart de siècle (1876-1901) avec l'augmentation de la population. Représentant 10 % des habitants en 1876, les électeurs ne sont plus que 8,7 % de la population en 1901. Considération importante pour la future loi électorale. (V. Statistiques pour la réforme électorale, par le prof. Buzek, dans les publications du *Wydział Krajowy*).

Quant aux élections mêmes, elles sont dirigées par des représentants des pouvoirs locaux et du pouvoir central. On commence par l'élection des électeurs du 2^e degré dans les campagnes et les villes ; les élections des chambres de commerce et de la grande propriété étant directes, se font en dernier lieu.

Tel quel, ce règlement électoral rappelle trop les régimes anciens de l'Autriche, il est trop imbu de l'esprit de « classes » et même de castes, pour ne pas mériter la plupart des critiques que Ruthènes, Juifs et Polonais démocrates ne manquent de lui adresser ; aussi peut-on croire qu'il disparaîtra lors de la prochaine réforme électorale, d'autant plus que le suffrage universel fonctionnant pour les élections au Reichsrath, on ne comprendrait pas que la Diète de Galicie demeurât figée dans des formes surannées.

Quant aux attributions de cette Diète et de sa Commission permanente, les textes nous montrent qu'elles ne constituent pas une véritable autonomie pour la Galicie et le vote répété de Résolutions successives, de 1868 à 1872, le prouve d'ailleurs surabondamment.

Il convient donc de montrer ce que la Diète a pu faire pour le Pays, en appliquant le Statut que nous venons d'analyser, et ce qu'elle a pu obtenir, d'autre part, du gouvernement central, en dehors de ce Statut, par l'effet de la politique.

N'ayant pas encore atteint la liberté autonome,

la Galicie s'est néanmoins engagée sur la voie qui l'y conduira peut-être quelque jour ; il s'agit de déterminer à présent le point où elle se trouve, et le chemin parcouru.

CHAPITRE V

L'ACTION DE LA DIÈTE ET LA MESURE DE L'AUTONOMIE GALICIENNE

La Galicie occupe certainement en Autriche une situation particulière et à certains égards privilégiée ; mais on ne saurait dire qu'elle jouit de l'autonomie véritable.

L'autonomie pour la Galicie, consisterait à régir librement son administration intérieure, à modifier à son gré les organes de cette administration, à disposer de toutes les nominations dans les services administratifs et à décider souverainement des impôts nécessaires au développement de la province.

Nous allons voir que ces conditions essentielles de l'autonomie galicienne ne sont pas encore réalisées, à notre époque, et que la Diète n'a obtenu jusqu'ici qu'une fraction d'autonomie, surtout en matière de finances.

Dès son annexion à l'Autriche, la Galicie réclama son autonomie ; les termes en furent posés par la « *Charta Leopoldina* » et les trois Mémoires de réclamations pré-

sentés à Léopold II (23 avril 1790) (1). La Galicie demandait une autonomie financière complète, s'étendant même aux douanes ; la Diète répartirait l'impôt foncier, les droits sur les boissons, et les impôts de guerre, les réquisitions seraient accordées par elle seule.

La Diète aurait aussi le droit de définir la somme à prendre sur l'ensemble des impôts d'Etat en Galicie pour les besoins du pays.

Les derniers partages de la Pologne empêchèrent ces projets d'aboutir.

En 1848, les espérances de liberté et d'autonomie furent vite déçues, et la Constitution de 1861 n'amena aucune décentralisation véritable, puisque toute la compétence financière passait au Reichsrath. L'absolutisme avait sans doute diminué, mais le centralisme n'était pas moindre (ministère Schmerling ; gouvernement de Mensdorf-Pouilly à Léopol).

La Constitution actuelle de la Galicie date de cette époque (26 février 1861), et, malgré les tentatives faites de 1868 à 1873 pour la modifier, elle demeure en vigueur à peu près telle quelle, en ce qui concerne les attributions de la Diète.

Le régime de 1867 (Dualisme austro-hongrois) établit la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, mais non devant les Diètes.

(1) Le texte est en français. V. T. Rutowski (vice-président de la ville de Leopold, ancien directeur du Bureau statistique). *Compétence de la Diète en matière d'impôts*, Leopold, 1904.

C'est le Reichsrath (art. 11, Constitution de décembre 1867) qui donne tous les ans les prévisions budgétaires, examine les comptes, décide les emprunts, conversions, modifications des impôts indirects, des monopoles et en général « de toutes les affaires financières communes aux pays représentés au Reichsrath ». L'organisation générale administrative (et par suite l'administration financière) est aux mains du Parlement.

La Diète a seulement la certitude que ses droits réglementaires ne seront plus violés comme ils l'ont été de 1861 à 1867 ; mais rien n'est changé à ces droits.

Ce sont les articles 16 et suivants qui délimitent l'activité de la Diète, son pouvoir réglementaire, la liste des affaires spéciales à la province. Nous en donnerons ici le texte ou un résumé analytique.

Attributions administratives et réglementaires de la Diète :

Art. 16. — La Diète est appelée à collaborer au pouvoir réglementaire selon la décision du Diplôme impérial du 20 octobre 1860 (1).

Art. 17. — Les projets de règlements des affaires du pays sont soumis à la Diète comme propositions gouvernementales. La Diète a aussi le droit de proposer des règlements pour les affaires du pays. Chaque règlement nécessite l'autorisation de la Diète et de l'empereur.

(1) Dans le diplôme de 1860, l'Empereur promet de convoquer loyalement les Diètes et de leur demander conseil dans la rédaction des règlements, dont il garde seul l'initiative.

Art. 18. — Les affaires propres du pays seront :

I. — Tout ce qui se rapporte aux sujets suivants :

1° Culture du pays ;

2° Edifices publics dont l'entretien est assuré par les fonds du pays ;

3° Etablissements de bienfaisance (dans les cas susdits) ;

4° Prévision et fixation des comptes du pays ;

a) Relativement aux revenus des domaines du pays, aux impositions du pays et à l'exploitation de son crédit ;

b) Relativement aux dépenses ordinaires et extraordinaires.

II. — Tout ce qui se rapporte aux affaires suivantes, dans les limites des règlements généraux :

1° Les affaires des communes ;

2° Celles des églises et des écoles ;

3° Les réquisitions militaires.

III. — Tous les autres sujets, se rapportant au bien du pays, que des ordonnances spéciales communiqueront à la Diète.

Art. 19. — La Diète est appelée :

1° A soumettre et à discuter des projets relatifs à la réglementation générale ayant pour objet le bien du pays ;

2° A soumettre des projets sur les sujets proposés par le gouvernement.

Art. 20. — La Diète doit entretenir le domaine du pays. Les ventes du domaine exigent l'approbation de l'empereur.

Art. 21. — La Diète organise ce domaine et les affaires du crédit et des dettes du pays.

Art. 22. — La Diète discute et approuve les mesures nécessaires pour satisfaire aux besoins du pays, si les revenus des domaines ne sont pas suffisants. Dans ce but, il a le droit de mettre des suppléments aux impôts directs jusqu'à 10 0/0 ; au delà, il faut l'approbation de l'empereur.

Art. 23. — La limite de l'activité de la Diète dans les affaires des communes, est définie par le règlement des communes, ou les statuts particuliers des communes.

Art. 24. — L'influence collaboratrice et la surveillance de la Diète dans les affaires des impôts, notamment quant à la répartition, la perception des impôts directs gouvernementaux, *seront établies par des règlements spéciaux.*

La Galicie qui réclamait son autonomie depuis longtemps, ne trouvait dans ce statut que des satisfactions insuffisantes. Nous avons vu dans le chapitre III de cette étude, en faisant un résumé de l'histoire de la Galicie, quelles propositions furent faites au Parlement et quelles luttes y furent soutenues par le Club polonais de 1868 à 1873, dans le but de faire aboutir les divers projets d'autonomie présentés au Reichsrath et l'insuccès qui frappa l'une après l'autre, les propositions Zybliekiewicz, Ziemiakowski, Rechbauer et Hohenwart.

Il nous reste à examiner l'usage que la Galicie a fait depuis 1873, particulièrement, de ce statut fondamental

(de 1861) qu'elle n'a pu faire modifier sérieusement par le Parlement. En étudiant l'administration du pays, son budget, et tout d'abord ses prérogatives financières, nous aurons idée de l'importance véritable de la décentralisation qui s'est faite à son profit.

1^o Les Droits financiers de la Galicie.

Un pays qui ne peut à sa volonté disposer de ses revenus, au moins pour une bonne part, ne peut se considérer comme autonome. Or, depuis 1861, la Galicie ne cesse de se plaindre du défaut de compétence de la Diète dans les affaires financières et de l'impuissance du pays vis-à-vis de l'administration de l'impôt (1).

C'est dans l'article 24 du statut de la Galicie (1861) que sont « indiqués » les droits de la Diète en matière d'impôts : « l'influence collaboratrice et la surveillance de la Diète dans les affaires des impôts, notamment quant à la répartition et la perception des impôts directs gouvernementaux, *seront établies par des règlements spéciaux.* »

Les droits de la Diète, en matière d'impôts, sont donc bien indiqués, bien affirmés, mais jamais « les règlements spéciaux » annoncés n'ont été publiés. Cet ar-

(1) Nous suivons dans toute cette partie l'intéressante brochure de T. Rutowski, *De la compétence de la Diète en matière d'impôts*, Léopol, 1904).

ticle 24 n'est « qu'une exquise de ce qui aurait dû être fait... c'est le résultat de la précipitation apportée dans la rédaction des statuts du Pays, faite en même temps que la Constitution du 26 février 1861 » (Rutowski).

En conséquence, toute la compétence, la surveillance, le contrôle financiers sont allés au Reichsrath, et c'est en matière de finances que les droits des Diètes sont le plus étroits (1).

Dans la Résolution galicienne de 1868, les réclamations de la Diète ne portent pas — et à bon escient sur la compétence financière — parce que la Galicie espère obtenir une somme globale de l'Etat qui, avec des économies, et en évitant le gaspillage, lui permettra de se développer à sa guise.

C'est pour cette raison que la Diète qui exige pour soi la réglementation civile, pénale... renonce volontairement à tout ce qui concerne la réglementation financière.

Chrzanowski (membre distingué de la Commission de la Diète chargée de rédiger le projet de Résolution), remarque que l'Etat aura tout pouvoir dans l'établissement et la perception des impôts, sauf à donner à la Galicie une somme qui permettra à celle-ci de se développer.

Zyblikiewicz et Grocholski soutenaient cette idée ;

(1) « Les centralisateurs ont toujours voulu affamer les provinces, notamment Schmerling ». Glombinski, *Indépendance financière de la Galicie*, 1906.

mais Adam Sapieha (le prince rouge), Skrzynski et Krzeczunowicz demandaient au contraire, l'autonomie financière pour la Diète.

Mais ceux-ci virent la majorité de la Diète se ranger contre eux, de même qu'elle repoussa un projet de Smolka demandant pour la Galicie le droit hongrois, et la Résolution (conçue par Zyblikiewicz) fut adoptée à une grande majorité.

Que demandait la minorité battue ?

Krzeczunowicz s'opposait notamment à ce qu'un gouvernement « étranger », nommât les fonctionnaires des finances en Galicie (sauf cependant pour les douanes et les monopoles) ; et il proposait que la Galicie percevant tous ses revenus et impôts, en versât une partie à l'Etat.

Le prince Sapieha était à peu près du même avis.

Skrzynski pensait de même, mais laissait à l'Etat tous les impôts indirects et les monopoles quant à leur réglementation. L'ensemble des impôts était perçu au bénéfice de la Galicie (à l'exception unique des douanes) et la Galicie versait à l'État une somme déterminée pour les besoins communs.

C'était vouloir marcher sur les traces de la Hongrie. Zyblikiewicz et Grocholski virent le danger, danger de faire échouer complètement le programme de la Résolution par d'excessives demandes, danger de charger outre mesure un pays pauvre comme la Galicie, en assumant une partie de la dette d'empire.

Chrzanowski fit même le calcul que, sur les bases de

la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche (1), la Galicie aurait à payer 43 1/2 millions de couronnes en 1868, (soit 1/10 des dépenses communes), presque tout le revenu global de la Galicie, qui n'était alors que de 52 millions de couronnes.

Chrzanowski préférait demander à l'Autriche une vingtaine de millions tous les ans pour les dépenses de la Galicie ; cette somme serait fixée pour une période de plusieurs années, afin d'éviter l'immixtion continuelle du Reichsrath dans les affaires de la Galicie.

Enfin, Grocholski fit remarquer que l'autonomie financière obligerait la Diète à établir les impôts ; elle aurait ainsi la responsabilité de toutes les augmentations — ce qui serait fâcheux au point de vue politique, économique et moral (2).

A peine un an plus tard, la Diète avait occasion de revenir sur cette question.

Le 24 mai 1869, fut mis en vigueur le règlement de l'impôt foncier en Autriche, malgré l'opposition de la délégation galicienne au Reichsrath, qui demandait (Grocholski) que le Parlement s'occupât seulement de définir

(1) La Hongrie payait alors 30 % des dépenses communes de l'empire ; l'Autriche 70 %. Cette quote-part a été portée à 34,6 % pour la Hongrie.

(2) Glombinski, *op. cit.*, considère que la Résolution de 1868 manifeste une défiance vis-à-vis des forces financières du pays, puisqu'elle ne demande pas l'autonomie financière. Le pays avait été si mal administré, si négligé, sa pauvreté était si grande que la réserve des résolutionnistes sur ce point se comprend.

le montant de cet impôt et de l'impôt des maisons, laissant la répartition et les moyens de perception, à la Diète. (Selon l'art. 24 du statut galicien.)

A cette occasion, la Diète demande :

1° Que le règlement d'Etat du 24 mai 1869 sur l'impôt foncier cesse d'obliger la Galicie ;

2° Que le gouvernement décide seulement le montant des impôts directs en Galicie (suivant un certain rapport) ;

3° Que la décision des règles d'après lesquelles ces impôts seront répartis dans le pays, appartienne à la Diète.

Le ministère Beust (Potocki) était assez favorable à ces réclamations financières. Mais Grocholski décida la Diète à ne pas parler de ces réformes, parce qu'en demandant le droit de répartir la somme d'impôt, ou pourrait donner au gouvernement l'idée d'obliger la Galicie à assurer cette somme.

La Diète se borna donc à rappeler les prérogatives de l'article 24 du statut du Pays. (Décision de la Diète du 2 novembre 1869). Ce fut la dernière Résolution sur la compétence de la Diète, en matière d'impôts.

En définitive, la Diète demanda sans aucun doute, une autonomie nationale, un gouvernement particulier, responsable devant la Diète et toutes les manifestations et droits nécessaires à cette autonomie (tribunaux, scolarité, travaux publics, etc.)

Mais, les « résolutions » galiciennes négligèrent la

principale branche de l'autonomie; le droit de décider des impôts et de leur nature.

A condition d'obtenir la somme nécessaire pour exercer cette autonomie, on laissa au Reichsrath, la décision de tous les impôts (1).

Selon le projet Hohenwart (1871) relatif à la Résolution galicienne (et contenant quelques concessions à la Galicie), la Diète devait obtenir une certaine liberté d'action dans l'administration locale « dans les limites des dotations permises dans ce but ».

En même temps, la Commission du Reichsrath faisait un rapport sur le 3^e projet Zybkiewicz (déposé le 29 décembre 1871), et donnait à la Galicie une série de compétences que nous avons déjà énumérées (13 juin 1872 (2)).

Ce projet n'aboutit pas et depuis lors le Reichsrath, selon la Constitution de 1867 (et sans égard pour les réserves des Diètes), a changé le règlement des impôts et en a établi de nouveaux.

(1) Les Tchèques avaient été plus hardis. Leur Déclaration du 22 août 1868, demande une parfaite autonomie financière, refusant même de participer aux dettes de l'Etat.

Leurs « Articles Fondamentaux » du 9 octobre 1871, après accord avec Hohenwart, demandent la complète personnalité, et l'art. 3 demande même l'établissement et la levée des impôts (stables). La Bohême devait donner une certaine somme à l'Etat tous les ans.

(2) Ce projet reconnaît au pays pour les dépenses de l'instruction publique, de l'administration politique, une somme globale annuelle, basée sur les dépenses antérieures et proportionnée aux impôts directs du pays..... C'était encore la négation de l'autonomie financière.

En 1896, même, toutes impôts ont été soumis à une grande revision générale (sauf l'impôt des maisons).

Compétence actuelle de la Diète en matière d'impôts.— L'article 24 du statut de la Galicie n'ayant pas été appliqué, la Galicie est demeurée sur le même pied où l'ont mise le diplôme de 1860 et la Patente de 1861.

Les nouveaux impôts dépendent uniquement du Reichsrath, et la Galicie a seulement le droit (art. 19 du statut), de faire des propositions et d'en appeler au Reichsrath ; et s'il arrive que celui-ci entende ces propositions, ce n'est pas en application de l'article 24, demeuré sans effet.

La récente réforme fiscale (1896) a introduit, dans une faible mesure, l'ingérence de la Diète en matière financière. C'est dû à des éléments psychologiques plutôt que juridiques ; le Parlement a besoin de la confiance des autorités locales (1).

C'est ainsi que des Commissions locales autonomes ont accompli la régularisation de l'impôt foncier en 1869.

De même pour la revision de l'impôt foncier en 1895 (1^{er} janvier), des Commissions locales ont concouru à la revision cadastrale, même avant que la réglementation pour la revision cadastrale ne fut faite (12 juillet 1896).

Une Commission avait été nommée par la Diète,

(1) Mais encore la Diète a-t-elle renoncé à son droit de mettre des centimes additionnels sur l'impôt personnel du revenu (qui rapporte en Galicie 4.780.000 couronnes), espérant obtenir une diminution des impôts directs. (Glombinski, *op. cit.*)

en 1895, pour moitié, par l'Etat pour l'autre moitié, et renfermait des contribuables dans la proportion de trois quarts de ses membres.

Les décisions de cette commission, quant à l'évaluation, étaient définitives (1).

En Galicie, l'impôt foncier s'élevait alors à 14.85 0/0 de toute l'Autriche, après les opérations de la Commission il fut élevé à 15.07 0/0. (Preuve de l'impartialité de la Commission.)

Le règlement du 25 octobre 1896 établit également une Commission locale pour l'impôt des salaires. Cette Commission devait décider des réclamations et du montant de l'impôt.

Elle se composait de membres nommés par le Gouvernement et d'autres nommés par la Diète parmi les contribuables ; ses séances étaient présidées par un membre désigné par le gouvernement.

La commission donnait aussi des avis à la commission du contingent. Celle-ci se composait d'un président, nommé par le Ministre et de 26 membres, dont 13 élus par les commissions locales.

Le gouvernement était d'abord opposé à cette nomination par les provinces — c'était de l'autonomie — mais les Centralistes eux-mêmes (Schaeffle, le ministre

(1) On demandait partout des diminutions. La Commission galicienne introduisit des dégrèvements locaux, mais en augmentant le tarif des forêts, elle rétablit le total général.

économiste, Max Menger, Dr Gross) étaient partisans de cette commission.

En définitive, ce n'était pas pour les Diètes une participation au pouvoir législatif. Ce n'était pas non plus l'application de l'article 24 du Statut galicien, lequel demeure toujours lettre morte puisque l'on n'a pas encore « par des règlements spéciaux » établi « l'influence collaboratrice et la surveillance de la Diète dans les affaires d'impôts ».

Pour qu'il y eût solution du problème et application de l'article 24, il faudrait au moins que la Galicie obtint pour soi quelques branches d'impôts stables.

Le 6 juillet 1901, la Diète a recommandé à sa Commission administrative permanente (Wydział Krajowy) « de chercher le moyen pour la Diète d'accomplir l'article 24 par lequel « l'influence collaboratrice et la surveillance de la Diète dans les impôts est reconnu » (1).

Mais, quant à présent, on ne peut que demander l'extension à tous les impôts du rôle des commissions (en partie locales), nommées pour l'impôt foncier et l'impôt des salaires.

Enfin on pourrait aussi demander la cession de tous les impôts directs, surtout réels, au Pays, avec toute la

(1) En janvier 1909, la *Gazeta Narodowa* (conservatrice), réclame une fois de plus dans ce sens. Elle se plaint de ce que la Commission administrative permanente soit inactive et n'appuie pas auprès du gouvernement central les vœux de la Diète.

réglementation qui s'y rapporte et une partie de leur administration.

Mais, en attendant, la Diète n'a aucune compétence dans les affaires d'impôts, ni collaboratrice, ni exécutive, puisque le pouvoir exécutif d'Etat n'est pas responsable devant la Diète.

Celle-ci n'a donc aucun contrôle ; il ne lui reste qu'une influence basée sur l'article 19, le droit d'émettre et de discuter des propositions dans l'intérêt général de la province.

En un mot l'autonomie financière du Pays, c'est-à-dire « la possibilité constitutionnelle de choisir librement les sources des revenus et de les employer pour l'intérêt public » (1) n'existe pas.

L'autonomie politique n'existe pas plus, puisque le gouverneur n'est pas responsable devant la Diète, et l'autonomie administrative est bien limitée, la Galicie n'ayant pas la nomination de ses juges et de ses chefs de districts (Starostes). Mais pour avoir la mesure de « l'autonomie » ou si l'on veut de la « décentralisation » en Galicie et des concessions du pouvoir central en faveur de cette province, il convient, à deux dates différentes,

(1) Glombinski, *Indépendance financière de la Galicie*, Léopol 1906. Président du Club polonais au Reichsrath, recteur de l'Université de Léopol, M. Glombinski est l'un des plus éminents représentants du parti national démocrate qui veut obtenir pour la Galicie une autonomie plus large, mais en lui assurant en même temps une influence véritable sur la politique de l'Etat.

de comparer l'Etat économique, administratif et intellectuel du Pays; cette comparaison ressortira assez facilement de l'examen du budget, budget de l'Etat en Galicie, budget de la province elle-même.

2^o La Galicie dans le budget de l'Etat.

L'Etat est le plus grand propriétaire foncier en Galicie, dans cette province où la grande propriété tient cependant une large place. Il possède plus de 300.000 hectares de terres et de forêts (1).

Ces biens de l'Etat ont été à plusieurs reprises réclamés par la Diète. En y ajoutant les fameuses mine de sel de Wieliczka et de Bochnia, on trouve pour l'Etat autrichien un revenu net annuel de 3 millions et demi de couronnes.

Mais indépendamment des revenus qu'il tire de son domaine propre en Galicie, l'Etat reçoit encore de cette province un excédent de revenu net, provenant des impôts, qui représente un dixième des dépenses d'Etat en Autriche. Le temps n'est plus, où cette province, malgré l'exploitation outrée dont elle était l'objet, de la part de l'Etat, produisait néanmoins, à peine autant qu'elle coûtait.

(1) Ce sont les restes des propriétés royales polonaises, dont certaines ont été vendues presque pour rien. Les grands domaines de la Société du baron Liebig (67.000 hectares), de l'archiduc Charles-Etienne, de Schmidt, de Popper, ont la même origine.

Le développement économique du pays s'est manifesté par des recettes d'impôts bien supérieures à ce qu'elles étaient jadis. Toutefois, la province était dans un tel état d'infériorité économique et administrative, pendant la longue période du centralisme (1772-1868), que les premiers efforts pour la tirer de sa torpeur ont été particulièrement difficiles.

Ce n'est que depuis un quart de siècle, à peine, que la Galicie, par le large accroissement de sa population, l'achèvement de son réseau ferré, le développement de ses écoles, les progrès de son agriculture, et l'exploitation plus intensive des mines de pétroles, arrive enfin à se placer sur la même ligne que les provinces les moins favorisées de l'Autriche. Mais ses progrès sont maintenant si rapides, que chaque décade amènera pour ainsi dire, une véritable transformation de cette grande province.

La Galicie comptait en 1906, 2.940 kilomètres de chemins de fer appartenant à l'Etat (le réseau total de l'Etat comptait alors 8.953 kilomètres, soit un tiers de l'ensemble pour la Galicie). Le revenu brut de ces chemins de fer en Galicie est quelque peu inférieur à la moyenne du reste de l'Etat (90 millions sur 302 millions de couronnes) (1).

Quant au revenu net, il représentait en 1906, plus de 22 millions kr.

(1) L'ancien réseau de l'Etat français, de même longueur, ne rapporte encore que 55 millions (produit brut).

Les revenus que l'Etat tire des impôts directs en Galicie ne répondent ni à l'étendue, ni à la population de cette province.

La Galicie ne paie de ce chef que 9 à 10 0/0 du produit total des impôts directs en Autriche et cependant sa superficie représente 26 0/0 de la Cisleithanie et 30 0/0 de sa population (1).

Déjà en 1885, cette proportion était établie à 10,54 0/0 ; la Galicie donnait alors au Trésor, sous forme d'impôts directs 20.442.000 kr., chiffre qui s'élève en 1906, à 26.664.000 kr., et dans les prévisions pour 1910, à 32.657.000 kr.

Néanmoins pour les forces du pays cette somme est très considérable. Rien n'indique mieux la pauvreté de la Galicie, que le faible produit des impôts sur le revenu (impôt personnel, impôt sur les salaires et traitements, impôt sur les rentes).

Le total de ces impôts était en 1885 de 6 millions de kr. ; il est aujourd'hui de 10 1/2 millions, somme bien faible pour un pays de 8 millions d'habitants.

Mais le retard, la négligence que le peuple apporte dans le payement des impôts, démontrent de la façon la plus parfaite de quel poids pèsent sur lui les diverses impositions. En 1908, les frais d'exécution, les amendes pour retard se sont élevés à 1.420.000 kr., soit 47 0/00

(1) L'impôt foncier en Galicie rapporte 15 % du total de cet impôt en Autriche ; par contre, l'impôt sur le revenu ne représente que 6 %.

« vive illustration de la misère en Galicie et de l'inexactitude des paysans » (1).

Le rendement des impôts indirects, et surtout des impôts de consommation (notamment sur les spiritueux), est bien plus en rapport avec la population nombreuse de la Galicie.

On estimait en 1906, le produit des impôts sur l'alcool et la bière à 33.350.000 kr., somme supérieure de plus d'un quart à l'ensemble de tous les impôts directs payés à l'Etat par la Galicie.

Les autres impôts de consommation sur le naphthe (10 1/2 millions), le sel, le vin, le sucre viennent s'ajouter, à ces impôts sur les spiritueux ; mais la Galicie reçoit une part des droits sur l'alcool (5. 270. 000 kr. en 1906), les distilleries de campagne obtiennent des bonifications, et enfin le fonds de propination, dont nous parlerons plus loin, est largement doté (6. 100. 000 kr. en 1906).

De la sorte l'Etat tire des impôts de consommation en Galicie, environ 36 millions par an, qui s'ajoutent aux 7 1/2 millions que produit le timbre et aux 12 millions qui reviennent d'autres taxes.

Au total, les impôts et les revenus de l'Etat en Galicie (sans compter les douanes) et les revenus administratifs s'élèvent (en 1906) à 147 millions de couronnes.

D'autre part, la Galicie elle-même sous forme de cen-

(1) Glombinski, *Indépendance financière de la Galicie*. V. aussi le livre célèbre de Szczepanowski, *La Misère en Galicie* (1888). En France, les frais de poursuite, amendes, ne dépassent pas 12 0/00.

times additionnels aux principaux impôts directs, de taxes particulières et de participations dans certains impôts de consommation tire 40 millions (en 1906) de son propre territoire. C'est donc une somme globale de 188 millions que le contribuable galicien verse annuellement aux trésors de Vienne et de Léopol — somme qui atteint pour 1910, deux cents millions de kr.

« Cette circonstance démontre que la Galicie a en soi, une force financière suffisante pour justifier son autonomie, quoique sa situation géographique mauvaise, exige qu'elle s'appuie sur un pays fort — lui donnant accès dans les autres pays » (1).

N'ayant d'autonomie, ni pour ses douanes, ni pour ses chemins de fer, ni pour sa banque, la Galicie privée, d'autre part de tout contact avec la mer, n'ayant pu à son gré développer ses communications fluviales, demeurée enfin, si longtemps arriérée à tant de points de vue, a fait dans ce dernier quart de siècle des progrès remarquables, dont la mesure la plus exacte nous est donnée par l'accroissement des revenus du pays.

Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que les impôts directs sont déjà très lourds et que l'impôt sur le revenu

(1) Glombinski, *op. cit.* Il n'y a que les pays riches, dit encore M. Glombinski, qui dépassent ces chiffres. Les Etats balkaniques sont beaucoup inférieurs... » Cette assertion paraît exagérée. La Roumanie, avec une population à peine égale à celle de la Galicie, a un budget de 400 millions. La Bulgarie, bien moins peuplée (4.300.000 habitants), a des recettes presque égales à celles de la Galicie. Il est vrai que le budget roumain s'est bien enflé depuis deux ans.

n'est pas susceptible de plus values rapides, parce qu'il y a peu de riches et qu'une partie du revenu des riches échappe à l'impôt.

Le vrai moyen pour élargir les ressources de la province, ce que ferait un pays autonome financièrement, serait de relever le niveau économique du pays en développant l'instruction, le commerce, l'industrie et l'agriculture...

3^o Le Budget propre de la Galicie.

C'est seulement depuis vingt ans que le budget local en Galicie a pris un développement sérieux.

En 1883, les recettes totales de l'Etat en Galicie atteignaient cent millions, et le budget propre de la Galicie n'était pas encore de 8 millions (1).

Aujourd'hui les recettes de l'Etat ont doublé, mais le budget de la province est monté à 57 millions (prévisions de 1910), c'est-à-dire qu'il a septuplé.

Tel qu'il est établi par la Commission du Budget de la Diète (composée de 22 membres) et par les bureaux de la Commission administrative permanente, le budget de la Galicie présente 17 rubriques distinctes, mais d'inégale importance (2). Les principales sont relatives à l'enseigne-

(1) D'après les publications du bureau de statistique de Léopol (direction de T. Rutowski). Année 1886.

(2) C'est un gros volume d'environ 1.000 pages, précédé d'un bref

ment, à l'agriculture, à l'hydraulique, à l'hygiène, aux voies de communications, à l'industrie et au commerce, à la représentation du pays, aux dettes et aux revenus du pays...

Les sommes affectées au service de l'hydraulique et de la régularisation des cours d'eau s'élèvent à 9.423.000 kr. (dont la moitié provient de subventions de l'Etat). Le budget de l'hygiène publique monte à 6. 350 000 kr., celui des voies de communications à 5.120.000 kr., celui de l'agriculture à près de 3 millions.

Mais le budget de *l'instruction publique* et des beaux-arts dépasse de beaucoup tous les autres ; il atteint 23.443.000 kr. en augmentation de 1.834.000 kr. sur l'année 1909.

A lui seul, ce budget peut montrer ce que la Diète a fait et voulu faire pour le développement cultural du pays.

Les statistiques nous montrent en effet qu'en 1850, la Galicie avait 3.700 instituteurs et déjà 7.332 en 1884 (dont 1398 femmes) avec 2.698 écoles publiques ; le nombre des écoliers est passé dans le même temps de 100.000 à 414.000. Or, on compte aujourd'hui, 12.639 instituteurs et institutrices, dans 5.035 écoles, avec 946.000 élèves (1).

rapport et d'un résumé des recettes et dépenses; présentés par le Maréchal de la Diète et un membre du Comité permanent.

(1) A proportion de la population, le nombre des instituteurs et institutrices en France est à peu près double. Il est vrai que les communes sont plus peuplées en Galicie. Il manque encore des écoles

Il y avait en 1884, neuf écoles normales d'instituteurs (dont 3 de femmes) ; il en existe aujourd'hui quinze. Six sont de langue polonaise, les autres sont mixtes ; on y enseigne dans les deux langues ruthène et polonaise. De 856 élèves en 1885, les écoles normales d'instituteurs ont passé à 3.222 en 1908, et l'on compte 867 jeunes filles dans les 3 écoles normales d'institutrices au lieu de 596 en 1885 (1).

Ces efforts, en faveur de l'enseignement populaire, étaient tout à fait nécessaires dans un pays où le nombre des illettrés était, naguère encore, prodigieux. (Aujourd'hui même, les statistiques sont bien peu satisfaisantes). En dehors de 625 communes qui n'ont pas encore d'école, il en est qui ne possèdent que des locaux insuffisants, et dans bien des endroits la fréquentation est peu observée (2).

dans 625 communes de Galicie (sur un total de 6.243 communes), c'est-à-dire dans un dixième des localités. Mais la plupart de ces communes n'ont pas 40 enfants en âge d'aller à l'école et leur population globale ne représente qu'un vingt-septième de la population galicienne. (D'après les publications de *Rada Szkolna Krajowa*, conseil scolaire de Galicie, qui a à sa tête le Gouverneur et MM. Dembowski, le comte Pininski, Morawski (Casimir), Fiedler, Studzynski.)

La Galicie compte en outre 231 écoles primaires libres (plus des écoles juives). L'enseignement congréganiste est assez rare malgré l'importance des couvents.

(1) 2.244 élèves des écoles normales d'instituteurs sont Polonais, 891 sont Ruthènes, 74 Juifs. La proportion des Ruthènes est plus forte qu'en 1885, où leur nombre était de 201 contre 655 Polonais.

(2) Il y a encore 175.000 enfants en âge de fréquenter l'école qui s'en abstiennent (soit un sixième de la population scolaire), mais

Cependant un emprunt de 10 millions a été contracté en 1906 pour les constructions scolaires et le budget des écoles ne cesse de grossir d'année en année.

L'enseignement secondaire a été très développé lui aussi (1). La Galicie n'a pas, en cette matière, la même autonomie large que pour l'enseignement primaire; elle avait réclamé dans la Résolution de 1868, le droit d'établir les programmes d'enseignement et des ressources plus larges lui auraient permis de faire face à toutes les dépenses de l'enseignement secondaire et même de l'enseignement supérieur. Ces vœux n'ont pas été entendus; l'enseignement est assuré, dirigé par l'Etat. Mais la Galicie a obtenu un nombre toujours plus grand d'écoles secondaires, pour la construction desquelles les villes ou la province se sont d'ailleurs imposé des sacrifices.

En 1860, la Galicie comptait 21 établissements d'enseignement secondaire (16 gymnases classiques et 5 écoles réales) avec 5.737 élèves; en 1885, il y avait déjà 33 de ces établissements (dont 27 gymnases).

d'année en année la situation s'améliore. Ainsi, en 1902, il y avait 1.062 communes sans école; en 1908, il n'y en a plus que 625 et ce nombre a diminué de nouveau.

(1) L'Etat participe pour 1.200.000 kr. aux dépenses des écoles normales, 747.000 kr. pour les écoles professionnelles, 3.013.000 kr. pour les universités et écoles supérieures, 5.156.000 pour les écoles moyennes (gymnases), au total 12.240.000 kr. (avec les retraites). De la sorte, le budget total de l'instruction publique en Galicie est d'environ 36 millions, inférieur par suite, toutes proportions gardées, à celui de la Bohême ou de l'Autriche.

Dans le dernier quart de siècle, les progrès de cet enseignement n'ont pas été moindres.

On compte actuellement en Galicie 65 écoles moyennes (publiques et privées) (1), dont 54 gymnases et 11 écoles réales, avec un ensemble de 34.000 élèves, dont 20.000 polonais, 7.000 juifs et plus de 6.000 ruthènes.

Tous les établissements de jeunes filles sont dus à l'initiative privée: 8 portent le nom de gymnases, et 11 le nom de lycée; leurs élèves sont environ 3.000 en grande majorité polonaises ou juives.

Ces établissements ont généralement un caractère laïque et c'est souvent un homme, un professeur qui en a la direction.

L'enseignement secondaire est donc largement assuré (2); mais on s'attache plus encore à développer l'enseignement professionnel des filles et des garçons.

Les écoles d'agriculture moyennes et élémentaires (3), les écoles forestières, les écoles de jardinage, les écoles de mines, de dentelles, de sculpture sur bois, de tissage,

(1) Ces écoles privées, au nombre de trois seulement, ont les mêmes droits que les établissements d'Etat.

(2) Léopol compte 9 gymnases, 2 écoles réales avec un total de 7.000 élèves (garçons), en outre 10 écoles secondaires de filles avec 1.400 élèves; Cracovie a 5 gymnases, 2 écoles réales (3.700 élèves) et 4 écoles secondaires (880 jeunes filles). En Autriche, les établissements secondaires d'Etat sont plus nombreux qu'en France où nos chefs-lieux de département, quelle que soit leur importance, ont un seul lycée pour chaque sexe.

(3) Il y a une école supérieure d'agriculture à Dublany, entretenue par la province.

de corderie, de poterie de vannerie, etc... les cours du soir pour hommes et femmes se sont remarquablement développés.

Les écoles de commerce sont particulièrement nombreuses, grâce aux subventions de la province et des villes, sans compter les interventions généreuses individuelles assez fréquentes en Galicie (1).

En matière d'enseignement supérieur, la Galicie n'a pas de droits véritables sur ses deux universités de Cracovie et de Léopol et sur l'Institut polytechnique de cette ville.

Elle se contente d'entretenir quelques boursiers (2).

En définitive, les efforts de la Diète se sont portés plus particulièrement sur l'instruction populaire, dont la province a presque toute la charge, jouissant de ce côté d'une autonomie assez large, mais encore incomplète quant aux écoles normales et quant aux programmes d'enseignement.

Le budget des *constructions hydrauliques* est le plus

(1) Il existe en Galicie 65 écoles d'industrie (élémentaires), 32 écoles professionnelles (dont l'une des plus importantes, fondée par la famille Skarbek, à Drohowyze) et de nombreuses écoles d'artisans.

(2) La Diète accorde une subvention de 85.000 kr. à l'Académie des Sciences de Cracovie. Elle subventionne encore des écoles polonaises à Vienne et surtout à Biala, ville de Galicie, où l'influence allemande est demeurée grande. Elle aide aussi une foule de sociétés scientifiques, les gymnases de jeunes filles, la Bibliothèque polonaise du quai d'Orléans, à Paris. Les grandes sociétés d'éducation comme *Macierz Polska* (polonaise), *Prosvita* (ruthène), Goldmann (juive), reçoivent aussi de la Diète des secours importants.

élevé après celui de l'instruction publique. Au temps du centralisme allemand, la Galicie était complètement délaissée à ce point de vue ; les cours d'eaux de la région montagneuse, tombant avec rapidité de la chaîne des Carpathes, ravageaient toute la plaine élevée qui les sépare de la Vistule ou du Dniester ; des rivières, qui auraient dû fertiliser le pays, n'étaient pour lui qu'une occasion de sinistres et de pertes considérables (1).

Aujourd'hui des travaux de régularisation, d'endiguement, de canalisation, de colmatage et de drainage sont entrepris dans tout le pays et presque sur toutes les rivières. D'autre part les villes qui veulent s'assurer un service d'eau potable, sont certaines d'obtenir une subvention de la province.

Ce budget qui atteint maintenant 9 1/2 millions, n'existait pour ainsi dire pas, il y a 25 ans. Trois emprunts s'élevant à 16.150.000 kr. ont été successivement réalisés, et l'Etat d'autre part a accordé de fortes subventions à la province (2). Le budget provincial de *l'agriculture* ne fait que s'élever. Les 20 écoles d'agriculture appartenant à la Galicie et les écoles d'Etat qui reçoivent ses

(1) En 1907, d'après Bujak (*Galicya*), 527 communes ont encore souffert des inondations.

(2) La Vistule et le Dniestr peuvent être pour la Galicie des moyens de communication de premier ordre ; le canal de la Vistule (haute) vers l'Oder supérieur et le Danube aurait une importance capitale pour les produits agricoles de la Galicie, qui s'achemineraient ainsi vers Berlin et Vienne et concurrenceraient plus aisément ceux de la Hongrie.

subventions absorbent avec les sociétés rurales de crédit agricole, le plus gros du budget de l'agriculture. Ces petites sociétés de crédit (*Kolki rolnicze*), établies depuis une quarantaine d'années en nombre croissant, ont aidé au progrès agricole. Sous forme de banques Raiffeisen, elles développent le crédit; quelques unes aussi sont des foyers d'agitation politique (particulièrement en Galicie ruthène) (1).

Le développement économique est ainsi favorisé et l'on peut espérer que d'année en année la Galicie regagnera le temps perdu sous les régimes anciens.

En matière de commerce et d'industrie, la Diète affecte 1.644.000 kr. à entretenir ou à subventionner plus de cent écoles d'un caractère pratique évident. L'enseignement professionnel a progressé en Galicie comme en Autriche et en Allemagne, nations qui sont en avance sur la France à ce point de vue.

Un des grands soucis de l'administration galicienne, comme de l'administration de l'Etat et des grandes villes, a été d'établir sur les bases les plus modernes, les services de l'hygiène publique; souci qui répond à l'esprit d'ordre que les Allemands ont communiqué dans une cer-

(1) On compte 1340 de ces petites sociétés agricoles (surtout en Galicie polonaise), avec 53.000 adhérents. Une banque centrale à Léopol, dirigée par M. Cielecki, fait des prêts à ces sociétés agricoles, qui, par l'achat en gros des engrais et des semences, rendent de grands services à leurs membres. L'initiative privée a fait beaucoup pour ces sociétés, plus de 600 ont été fondées en dix ans parmi des paysans ignorants, par M. Stefczik.

taine mesure aux autres peuples de l'Autriche, et à ce socialisme d'état, à cet étatisme inauguré par Bismarck en Allemagne et imité en Autriche; dans l'espoir de donner aux idées conservatrices et autoritaires, une base plus large et comme rajeunie.

Les divers hôpitaux entretenus ou subventionnés par la Galicie coûtent 6.330.000 kr. Cette somme est faible auprès de celles que les villes dépensent pour leurs établissements d'hygiène (surtout les villes autonomes comme Léopol et Cracovie), ou que des particuliers consacrent à des établissements privés d'hygiène et d'assistance (1).

Telles sont les principales dépenses inscrites au budget galicien ; leur augmentation depuis vingt ans montre dans quelle mesure les progrès matériels et intellectuels de la province se sont réalisés.

Cette augmentation est due à l'importance plus grande

(1) Léopol et Cracovie jouissent d'un statut spécial; elles font effort pour profiter grandement de leur quasi autonomie, et leur prospérité, leur degré de culture et de civilisation dépasse de beaucoup le reste du pays. Les Polonais qui y dominent, se piquent d'ailleurs d'en faire des cités remarquables à tous points de vue et d'y affirmer en quelque sorte l'éminence de leur vieille civilisation. Quoique située dans un pays pauvre, Léopol n'a rien à envier à beaucoup de villes allemandes et françaises au point de vue des établissements hospitaliers et sanitaires (V. Dr Legezynski, *Les services d'hygiène à Léopol*, 1907); au point de vue des écoles et des sociétés d'éducation, au point de vue de la voirie, des transports, des beaux-arts (V. Rutowski, *La Galerie de la Ville*, 1907), et même aussi de la culture générale. V. encore : Prof. Wiezkowski, *Léopol, son développement et son état « cultural »*, 1907. Enfin : *Léopol pendant la période d'autonomie* (1870-1895), par une série de spécialistes (1895).

des sacrifices que l'Autriche a consentis à la Galicie, et surtout l'élargissement des ressources du Pays, ressources que nous allons énumérer.

4° Ressources financières de la Galicie.

Les prévisions budgétaires pour 1910, s'élèvent à 57.979.346 kr. pour les dépenses et à 44.498.680 kr. seulement pour les recettes ; d'où un déficit prévu de 13.480.666 kr.

En 1909 les prévisions avaient été respectivement de 53.548.683 kr. et de 42.576.623 kr., d'où un déficit de 10.972.059 kr.

Nous avons énuméré les principaux chefs de dépenses figurant au budget de la Galicie, voyons maintenant quelles sont les sources essentielles de revenus pour ce budget, et la cause du déficit énorme, que nous avons signalé.

Les ressources du budget galicien sont de deux sortes, les unes proviennent des centimes additionnels à certains impôts directs et de participations dans les impôts indirects, les autres des divers services assurés par la province, et des subventions de l'Etat.

A) *Participation aux impôts. — Centimes additionnels.*

Sur les neuf impôts directs établis par l'Etat, il en est deux sur le produit desquels la Galicie n'est pas auto-

risée à établir des centimes additionnels : (Impôt sur la rente perçu par retenue, Impôt personnel sur le revenu).

Dans ces conditions, il reste sept impôts dont l'ensemble produit à l'Etat 23.992.400 (prévisions de 1910) et sur lesquels la Galicie est autorisée à percevoir des centimes.

Dans ces impôts on distingue encore deux catégories au point de vue du nombre de centimes qui les frappe. Dans un premier groupe on range l'impôt foncier, et trois impôts sur les maisons (1) ; ces quatre impôts, d'un produit de 19.839.212 kr., rapportent à la Galicie sous forme de centimes additionnels 14.207.852 kr.

Les autres impôts (impôt général sur le revenu, sur les établissements obligés de publier des comptes, sur les gros traitements et sur la rente) rapportant à l'Etat 6.160.788 kr., donnent à la Galicie 4.781.695 kr.

Il y a lieu de remarquer qu'au point de vue des centimes additionnels on distingué encore la Galicie du Grand-Duché de Cracovie. C'est ainsi que pour la première catégorie d'impôts, la Galicie s'impose (1910) de 72 centimes additionnels (65 en 1906) et le Grand-Duché de Cracovie seulement de 67.

Pour la deuxième catégorie d'impôts la Galicie perçoit 78 centimes additionnels (71 en 1906), Cracovie seulement 73.

Il en résulte un total de 18.989.547 kr. aux prévisions

(1) Les trois impôts qui pèsent sur les maisons sont : l'impôt sur les maisons classifiées, l'impôt sur les maisons soumises au cens et l'impôt de 5 % sur les maisons non soumises au cens.

des centimes additionnels pour 1910, contre 18.394.192 en 1909 (1).

La participation de la Galicie dans les impôts indirects est moins considérable, mais s'élève néanmoins à 7.952.000 kr. qui proviennent presque uniquement des impôts de consommation.

Depuis le règlement du 24 juillet 1899, la Galicie est autorisée à percevoir 30 0/0 sur l'impôt de consommation du vin. Le produit de cette imposition est inscrit dans les prévisions budgétaires pour une somme de 100.000 kr. mais les résultats sont généralement supérieurs (108.400 kr. en 1908).

La Galicie a aussi une part dans les excédents produits par l'augmentation de l'impôt de consommation des spiritueux (règlement du 8 juillet 1901); cette part s'élève à 5.700.000 kr. (prévisions pour 1910 —résultats de 1908, 5.960.000 kr.) (2).

Un règlement du 13 février 1903 a établi enfin un impôt sur la bière en faveur de la Galicie. Les prévisions pour 1910 s'élèvent à 2.150.000 kr.

(1) D'après le Statut du pays (26 fév. 1861), une autorisation de l'empereur est nécessaire à la Diète pour établir plus de 10 cent. add. En 1866, il n'y avait encore que 12 centimes; en 1885, il y en avait 30, mais leur produit n'était que de trois millions à peine. La réforme fiscale de 1896 et le développement de la richesse du pays ont singulièrement élargi les ressources de la Galicie.

(2) A vrai dire, cette participation doit prendre fin avec l'année 1909, mais la Commission administrative permanente de Galicie a pensé qu'elle sera maintenue pour 1910. (V. Exposé du projet de budget par la Commission permanente pour 1910.)

Mais les plus grandes recettes que le Pays est en droit d'attendre des impôts de consommation proviendront dans un avenir prochain de la suppression du droit de « *propination* » ; réservé, comme nous l'avons dit, aux grands propriétaires fonciers, ce droit⁴⁹ de fabrication et de vente au détail des spiritueux va s'éteindre en 1910. Supprimé en droit depuis 1884, on avait décidé cependant de le maintenir jusqu'en 1910 — à titre d'indemnisation pour les propriétaires (sans compter des indemnités en argent, assurées par un emprunt spécial et par diverses ressources qui forment le « fonds de propination ») (1).

B) *Recettes administratives et subventions.*

Cette troisième source générale de revenus, produit en Galicie plus de 17 millions kr. ; en voici les principaux éléments :

Le budget des affaires d'hygiène s'inscrit en recettes

(1) Le règlement du 22 avril 1889, sur le rachat du droit de propination prévoit l'établissement d'une commission chargée d'administrer le fonds de propination. Sa composition au point de vue autonome est intéressante. Elle doit comprendre deux délégués du gouverneur, deux délégués de la Commission permanente, deux propriétaires nommés par le gouverneur sur la proposition de la Commission permanente et un conseiller à la Cour de Léopol.

La majorité appartient donc à la représentation locale (commission permanente), mais elle est douteuse ; en outre, le service de la propination est un service d'Etat, dépendant d'une direction impériale, surveillée par le gouverneur, V. Skalkowski, *Règlement du 22 avril 1889*, etc... (Leopol, 1889).

pour 2.377.000 kr. (1), qui proviennent d'un fonds spécial du pays et des sommes payées par les malades. Le budget de l'instruction publique qui vient de doubler en quelques années et qui s'élève à 23.720.000, ne comporte cependant que 4 millions de recettes, dont 3.657.000 kr. fournis par le fonds scolaire du Pays et le reste par le fonds des retraites (2).

La Galicie tire 550.000 kr. d'une taxe affectée aux chemins, analogue à notre prestation, tandis que les mines et le budget de l'agriculture lui rapportent 1.215.000 kr. (3).

Mais la plus forte recette provient du budget des travaux hydrauliques. Ici les subventions de l'Etat sont particulièrement considérables ; elles dépassent 4 millions sur un total de recettes de 6 millions.

Parmi les recettes diverses il faut compter 100.000 kr. d'amendes pour retard dans le paiement des impôts du Pays ; mais surtout une bonification de l'Etat se montant à un million, pour récompenser la Galicie d'avoir renoncé

(1) Dont 2.215.000 kr. provenant des trois grands hopitaux de Léopol, Cracovie et Kulparkow (près de Léopol).

(2) Le fonds scolaire est alimenté par l'intérêt des sommes encore inemployées pour la construction des écoles, mais surtout par les contributions des villes et communes (750.000 kr.) et par des centimes additionnels aux impôts des communes et des districts (2.400.000 kr.). Il faut y ajouter une subvention fixe de l'Etat (109.000 kr.) et une petite taxe sur les successions (240.000 kr.).

(3) C'est principalement des terrains cultivés et des produits de ses écoles que la Galicie tire cette somme, et d'autre part du naphte.

(en 1896) à mettre des centimes additionnels sur l'impôt personnel sur le revenu ; enfin une bonification de 400.000 kr. du fonds de la propination.

Les Dettes de la Galicie. — La dette de la Galicie est relativement assez peu considérable. La rubrique XIII du budget du Pays est consacrée à cette dette.

Elle comporte en premier lieu l'amortissement à 4 % de l'emprunt de 1893 d'une valeur de 38 850.000 kr., contracté pour payer le reste de la dette d'indemnisation (pour la suppression de la propination).

Cet amortissement s'élève pour 1910 à 2.736,242 kr..

D'autre part, un emprunt à court terme de 2.229.493 kr. a été contracté en 1897 pour l'évacuation du château royal de Wawel, à Cracovie, occupé par une partie de la garnison, et la construction de nouvelles casernes destinées à le remplacer.

Il en résulte pour 1910, une dernière annuité de 98.077 kr.

Un autre emprunt à 4 0/0 a été contracté en 1903 pour couvrir le déficit du fonds du Pays. Cet emprunt de 2.223.000 kr. coûtera 89.000 kr. en 1910.

De même l'emprunt de 2.523.000 kr. contracté aux mêmes conditions et pour les mêmes raisons en 1907. Il est inscrit au budget pour 100.920 kr.

L'année 1908 a vu un emprunt de 8.333.182 kr. aux mêmes conditions et l'année 1909 un autre de 9 millions, pour lesquels une somme globale de 693.407 kr. est inscrite au budget de 1910.

Il s'agit toujours de combler le déficit des budgets, déficit provoqué par l'augmentation des dépenses scolaires et des entreprises d'améliorations économiques.

C'est l'espoir de réaliser en 1910 le fonds de la propination qui a permis ces emprunts, successifs et qui les légitimerait, si leur objet n'était pas si louable.

En tenant compte d'autres petits emprunts, notamment de celui que la Diète a autorisé en 1905, dans le but de venir en aide aux conseils de districts qui veulent propager l'habitude des couvertures et des toits en matières incombustibles (1), emprunt qui se monte à 1 million, $1/2$ on arrive à un total de 85 millions d'emprunts divers, dont plusieurs remboursés partiellement et pour lesquels la Galicie paie une somme de 3.878.886 kr. (1910).

En 1906, le service de la Diète ne s'élevait qu'à 2.932.000 kr. et si l'augmentation est notable on ne saurait dire cependant que la Galicie soit dans une mauvaise situation financière. L'intérêt de ses dettes en effet, ne représente que $8\frac{1}{2}\frac{0}{0}$ du total des sommes inscrites au budget, et $9\frac{3}{4}\frac{0}{0}$ des recettes véritables du Pays.

Outre que ces recettes peuvent s'accroître d'année en année par le développement économique de la Galicie, il faut tenir compte que cette province n'étant pas autorisée à contracter des emprunts perpétuels, ne prend que des engagements temporaires, dont elle sera peu à

(1) Après les inondations, les incendies sont, en Galicie, les sinistres les plus fréquents et les plus onéreux, à cause des toits de chaume, les seuls à peu près que l'on rencontre dans les villages.

peu déliée, mais dont la charge est naturellement plus grande que celle d'une dette perpétuelle, puisqu'elle consiste non seulement dans les intérêts des sommes empruntées, mais encore dans l'amortissement des dettes.

Toutefois le Maréchal de la Diète, Stanislas Badeni, dans son discours d'ouverture de la session (16 septembre 1909), a voulu donner un avertissement à la représentation du Pays :

La situation budgétaire, a-t-il dit, est difficile ; pour la première fois, la Diète ne peut couvrir de déficit (1) ; il n'y a que le moyen de l'emprunt, conseillé d'ailleurs par la Commission permanente. En 1911, il y aura onze millions de recettes supplémentaires ; néanmoins il faut pratiquer une politique prudente... Nous n'avons besoin de rien demander à personne ; nous ferons les frais de notre autonomie ; mais nous ne voulons pas que nos impôts soient employés pour les autres pays ; les impôts de Galicie doivent rester en Galicie. Nous ne pouvons nous contenter d'une petite subvention sur les impôts que nous payons, mais nous devons y avoir une large part.

Dans ce discours, où le Maréchal rappelle les revendications de l'autonomie financière, autonomie à laquelle la Galicie tiendrait avant tout, nous trouvons l'expression exacte de la situation budgétaire actuelle du Pays.

(1) Prévisions de 1910 : dépenses 57.579.000 kr., recettes 44.498.000 kr. (en 1906, 39.981.000 kr.) ; d'où treize millions de déficit.

Augmentant sans cesse les dépenses pour l'instruction populaire, pour l'agriculture et les travaux publics, la Diète a émis des emprunts successifs, destinés à combler les déficits répétés du budget ; c'est 22 millions qu'elle a empruntés depuis 1905, ce sera 33 en 1910, dont les intérêts et le remboursement figureront au budget pour une somme de 1 million $1/2$ environ. Mais la Galicie compte sur le développement régulier de ses ressources et surtout sur les recettes que lui apportera la vente des spiritueux, à partir de 1910, époque où prendra fin le droit de « propination ». Elle compte aussi sur une réforme des droits sur les boissons, réforme examinée par le Parlement, et susceptible de rapporter au Pays à partir de 1911, environ neuf millions.

La Mesure de l'Autonomie. — Quoi qu'il en soit, la Diète estime que l'autonomie financière de la Galicie est encore insuffisante. En dehors de certaine participation aux impôts de consommation (vin, bière, spiritueux), il n'existe en Galicie que des impôts d'Etat sur lesquels le Pays peut seulement établir des centimes additionnels (et encore ne le peut-il sur tous) ; c'est une situation analogue à celle d'un département français vis-à-vis de l'Etat.

Si l'on poussait plus avant la comparaison entre la Galicie et notre département, on verrait que le centralisme agit dans le même sens en Autriche et en France, quoique avec moins d'intensité dans cette monarchie.

Le gouverneur de la Galicie est un préfet à large

envergure ayant dix départements dans son ressort; il a sous ses ordres des « starostes » (sous-préfets) et des fonctionnaires nombreux; il surveille la justice, l'administration des finances d'Etat, des chemins de fer; il est le lien, l'intermédiaire obligé entre la Diète et le gouvernement de Vienne. Il représente l'Etat vis-à-vis de la province et même contre la province; sa responsabilité est affaire du gouvernement et non pas de la Diète.

Celle-ci d'autre part ne peut établir d'autres impôts que des centimes additionnels (avec l'autorisation de l'empereur), et pour les autres taxes il lui faut l'agrément de la loi. Enfin, le domaine de la Galicie n'est guère plus considérable que celui de nos départements (1).

Toutefois certaines concessions autonomiques ont été faites à cette province et peuvent se multiplier dans l'avenir.

La Galicie est « gouvernée » par le gouverneur, mais elle est « administrée » en grande partie par le Maréchal de la Diète; le gouverneur ne confond pas dans sa personne (comme nos préfets) l'administration d'Etat et l'administration locale; celle-ci est toute entière aux mains du Maréchal et de la Commission permanente de la Diète.

D'ailleurs le gouverneur n'est pas un instrument quelconque aux mains du gouvernement; c'est un Polonais, un personnage politique de la Galicie, habitué

(1) L'Etat, par contre, possède 300.000 hectares en Galicie.

depuis longtemps à connaître et à servir les intérêts autonomiques du Pays. De plus ses décisions, ses observations, ses demandes ne s'adressent pas directement au Conseil des ministres de Vienne, ou à une administration centrale plus ou moins hostile, elles vont d'abord au ministre spécial de la Galicie, ministre qui représente dans le cabinet viennois les intérêts de cette province (1).

La Diète, d'autre part, est un grand corps politique qui a ses traditions ; c'est elle qui directement ou par l'intermédiaire de sa délégation au Reichsrath, ou enfin (depuis 1873) par les hommes politiques qui siègent à la fois à Léopol et à Vienne, c'est la Diète qui a arraché une à une au centralisme viennois, les concessions successives qui ont permis de faire de la Galicie, ce qu'elle est, une unité territoriale, administrative, économique et même politique.

C'est par la Diète, par l'élargissement de ses attributions que la décentralisation s'est faite d'abord. Tandis qu'en France on a vu, peu à peu, le département se développer et se superposer à la commune plus ancienne que lui, partager ses attributions en matière d'assistance, de voirie, d'enseignement, puis dominer en quelque sorte la commune, dans ces diverses attributions ; au contraire, en Galicie, la Diète avait déjà un budget et des pouvoirs assez considérables en un temps où l'organisation communale était des plus misérables.

(1) C'est actuellement M. Dulemba, remplaçant le comte Dzeduszycki.

De cette période, elle a gardé de larges attributions en matière d'assistance et d'enseignement, elle en a acquis en matière d'épargne et de crédit (1), elle en acquiert encore en matière de voirie, puisque de plus en plus les chemins d'importance secondaire tombent sous la direction de la province, et qu'une réforme aussi importante que celle réalisée en France, par la loi du 21 mai 1836, est en train de s'accomplir.

C'est donc dans la séparation, dans la distinction de l'administration centrale et de l'administration locale que résident les principaux éléments de l'autonomie galicienne (2) ; c'est dans la présence d'un ministre de la Galicie à Vienne, dans l'autorité acquise par ce grand corps politique séculaire que représente la Diète, c'est enfin par des attributions financières encore insuffisantes, mais qui s'élargiront sans doute encore.

Les réclamations de la province dans l'ordre économique sont aujourd'hui les plus faciles et dans une certaine mesure ce sont les plus efficaces, puisqu'elles

(1) Les principales Banques ou Sociétés de Crédit, soumises à la surveillance de la Diète sont : la Banque nationale (Narodowy) ; la Banque de la grande propriété, dont le directeur, M. Krainski, membre de la Chambre des Seigneurs, fut pendant de longues années disciple et collaborateur de nos principaux financiers ; la Banque du Crédit agricole, sous la direction d'un administrateur remarquable, M. Cielecki, député à la Diète.

(2) Distinction qui ne va pas sans inconvénients ; les starostes, en effet (sous-préfets) et les maires, sont souvent tiraillés entre les bureaux du Gouverneur et ceux du Maréchal de la Diète ; aussi songe-t-on à une réforme administrative complète.

permettent au Pays de se développer, de s'enrichir et de la sorte de représenter dans la monarchie, une force plus grande, à laquelle il faudra de plus en plus que l'on ait égard.

CHAPITRE VI

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE LA DIÈTE ET LES PARTIS

1^o Nécessité de la Réforme.

Lorsque les ministères Taaffe, Windischgraetz et Badeni de 1893 à 1897, Kørber, Gautsch, Hohenlohe et Beck de 1904 à 1906, préparèrent ou firent voter les deux grandes réformes électorales, dont l'une introduisait au Reichsrath 72 nouveaux députés de la 5^e Curie (Curie du suffrage universel), et l'autre, supprimant le vieil appareil des Curies, établissait le suffrage universel généralisé. les nouvelles lois cependant, demeurèrent dans une certaine réserve vis-à-vis des Diètes locales, et respectueuses de l'idée autonome, décidèrent en 1897 que rien ne serait changé à l'élection de ces Diètes, et, en 1906, que les changements qui pourraient être introduits dans cette élection, le seraient par les Diètes elles-mêmes.

Ainsi, le triomphe du suffrage universel ne s'impose cependant pas au vieux rouage politique des Diètes, et la

réforme électorale de ces assemblées locales doit se faire au gré des Diètes elles-mêmes. Mieux encore, ce sont les Diètes qui ont décidé du mode d'élection dans les campagnes pour le Reichsrath, les unes établissant le suffrage direct, les autres maintenant le suffrage à deux degrés.

C'est à ce dernier système que s'est tenue notamment la Diète de Galicie, et elle n'a pas jusqu'à ce jour réalisé sa propre réforme électorale.

Toutefois, depuis 1907, la question se pose avec précision et l'on peut dire avec acuité ; les divers partis ont pris position, ils ont entrepris dans leurs journaux, dans leurs meetings, une campagne très active, même ils ont déposé des projets complets de réforme électorale et la Commission administrative permanente, comme pour faire connaître dès le début, l'opinion des autorités galiciennes déposa sur le bureau de la Diète un projet de réforme (11 février 1907).

Projet de la Commission permanente. — Ce projet était d'ailleurs la suite et la conséquence d'une résolution de la Diète du 24 novembre 1905 :

« La Diète prenant en considération la représentation des Curies, mais désirant un élargissement de la loi électorale intéressant les classes qui jusqu'ici ne possèdent pas le droit de vote, et voulant ainsi prévenir l'augmentation des mandats des classes les plus imposées et les plus instruites, la Diète recommande à la Commission permanente de recueillir les matériaux nécessaires et de

lui soumettre un projet de règlement à la première « session de l'assemblée ».

En conséquence, la Commission permanente dans l'élaboration de son projet s'est inspirée des trois idées suivantes :

- 1° Elargissement du droit électoral ;
- 2° Maintien des curies existantes ;
- 3° Augmentation du nombre des mandats, mais sans favoriser les classes supérieures.

Le projet du 11 février 1907 s'efforce de répondre à ces considérations. Il décide :

1° De donner le droit de vote à 702.000 citoyens autrichiens, âgés de 24 ans et domiciliés depuis un an dans la commune sans aucun égard pour le chiffre d'impôts directs, ni pour le groupe social ou professionnel auquel ces citoyens peuvent appartenir — et de porter ainsi le nombre des électeurs galiciens à 1.301.000.

2° Les quatre Curies existantes persisteront (grande propriété, villes, chambres de commerce et campagnes) ainsi que les virilistes (au nombre de 12), mais une cinquième Curie sera formée sous le nom de « Curie complémentaire » qui comprendra tous les nouveaux électeurs.

3° Cette curie nommera dix députés à la Diète. Elle diffèrera de la cinquième curie établie pour le Reichsrath par la loi élect.ale de 1896, qui comprenait l'ensemble de tous les électeurs autrichiens, même ceux qui déjà votaient dans les quatre premières curies.

La cinquième Curie galicienne ne comprendra que les citoyens, au nombre de 702.000, qui ne votent pas actuellement. Les autres citoyens n'auront pas de la sorte un double ou triple vote, comme cela avait lieu pour les élections au Reichsrath avant l'établissement du suffrage universel généralisé (1907), et comme il arrive actuellement pour les élections à la Diète de Moravie ou de Styrie.

La Diète de Moravie qui compte un nombre de députés à peu près égal à celui de la Diète de Galicie (144), a servi d'exemple à la Commission permanente pour établir les chiffres de son projet. En Moravie, la 5^e Curie a 20 députés, mais ils sont élus par l'ensemble du corps électoral, dans ces conditions il a paru bon de ne donner que 10 mandats à la 5^e curie en Galicie, puisque, dans cette province, la moitié seulement du corps électoral participera à leur élection (1).

Enfin, les villes s'agrandissant rapidement, et leur part contributive dans les impôts étant proportionnellement plus forte que celle des campagnes, le projet de la Commission leur accorde huit nouveaux mandats, soit 36 au lieu de 28 (2).

(1) Sur ces 10 députés, 1 reviendrait à Léopol, un autre à Cracovie Podgorze, les 8 autres à 8 circonscriptions comprenant le reste du pays.

(2) Actuellement Léopol a 6 députés, Cracovie 4. Dans le nouveau projet, Léopol aurait 8 députés, Cracovie 5, etc... En ajoutant à cela les virilistes, les représentants des chambres de commerce, de la

C'est donc une assemblée de 179 membres que donnerait le projet de la Commission permanente, soit 18 de plus qu'aujourd'hui ; mais le nombre des sièges accordés aux campagnes (74) n'est pas changé, non plus que celui des sièges de la grande propriété (44).

Enfin la Commission permanente demeure composée de six membres élus par la Diète.

Très modéré sans doute, ce projet de la Commission permanente, fut jugé beaucoup trop insuffisant au cours de la période électorale (de 1907), d'autant plus que les divers partis avaient déjà rédigé ou esquissé des projets parallèles, notamment les Nationaux-démocrates, les Conservateurs et les Ruthènes (1).

Avant que d'analyser les projets déposés par M. Glombinski au nom des Nationaux-démocrates, par M. Cienski au nom des Conservateurs et par M. Olesnicki au nom des Ruthènes, il convient de déterminer brièvement la nomenclature, l'importance et le programme des partis politiques, besogne assez compliquée dans un pays où les divisions politiques et sociales s'aggravent de la diversité des religions, des langues et des nationalités.

grande propriété et de la curie complémentaire, Léopol aurait 16 députés et Cracovie 11.

(1) Pour bien montrer son désir d'une réforme électorale sérieuse et enlever aux Ruthènes l'occasion de faire de l'obstruction et de se poser en champions de la démocratie, le parti National-Démocrate s'est livré à une grande manifestation pacifique devant le palais de la Diète et a envoyé au Maréchal Badeni, une députation pour lui faire connaître les résolutions d'un récent congrès (1907).

2^o Les Partis politiques en Galicie.

En Galicie, les Polonais, les Ruthènes et les Juifs forment en quelque sorte trois grandes divisions naturelles, mais chacun de ces groupes se subdivise et forme des partis nombreux.

Parmi les *Partis Polonais* il convient de distinguer :

1^o Le *Parti Conservateur*, jadis tout puissant et qui à l'époque des Wodzicki, Grocholski et Dzieduszycki (parti stanczyk) gouvernait sans conteste la Galicie. Ce parti a quelque peu évolué, son horizon s'est élargi; l'avènement de la démocratie et du parti ruthène en Galicie a modifié certaines de ses idées dans un sens plus libéral; mais c'est encore le parti de la tradition polonaise aristocratique, fidèle à tous les souvenirs, en même temps que réaliste, au point de vue national.

C'est lui qui s'est attaché à un loyalisme sincère vis-à-vis de l'empereur, qui s'est affirmé parti d'ordre et de gouvernement, en face de l'agitation parfois anarchique tchèque et pangermaniste; c'est lui enfin qui a obtenu pour la Galicie cette situation particulière dans l'empire que d'autres provinces lui envient et que les centralistes allemands affectent parfois de considérer comme une autonomie véritable.

Les chefs actuels de ce parti conservateur sont :

MM. Korytowski (1), ancien ministre des finances d'Autriche et Starzynski, professeur à l'université de Léopol, vice-président du Reichsrath. M. Bobrzynski, également professeur et gouverneur de Galicie, et M. Pininski, membre de la Chambre des Seigneurs et ancien gouverneur de la province, se rattachent par leurs tendances à la politique conservatrice, mais ne sont plus chefs de parti (2). M. Milewski, député, directeur de la Banque du Pays, se rattache également à ce parti, ainsi que M. Laskowski, ancien directeur de cette banque.

Les journaux du parti conservateur comptent parmi les plus anciens, les plus sérieux et les plus lus de la Galicie. C'est d'abord le *Czas* (*le Temps*) de Cracovie, le plus ancien, et la *Gazeta Narodowa* (*Gazette nationale*) de Léopol, qui a 50 années d'existence et représente le parti conservateur padolien ; on pourrait y ajouter un journal de Léopol à tendances cléricales, *Przegląd Lwowski*.

(1) M. Korytowski, élève en quelque sorte du financier Dunajewsky ; c'est comme plusieurs politiques galiciens, un polonais de Prusse, qui a cherché un pays plus libre que la Posnanie.

(2) Le parti conservateur, en Galicie purement polonaise porte encore le nom de Stanczyk ; en Galicie orientale, en présence des revendications ruthènes, le parti conservateur est devenu plus modéré c'est le parti conservateur podolien (parti Starzynski). Les conservateurs sont 14 ou 15 au Parlement, mais plus nombreux proportionnellement dans la Diète (à cause du système des curies) ; la plupart des virilistes ecclésiastiques se rattachent à ce parti, (notamment Mgr Theodorowicz, archevêque arménien) et beaucoup des grands propriétaires.

2° *Le Parti National-Démocrate* (1) depuis longtemps combat le parti conservateur.

Pendant de longues années il fut seul ou à peu près, à faire de l'opposition aux « Stanczyks » ; c'était alors le parti progressiste. Il a pris le nom de National-Démocrate pour bien montrer ses tendances, distinctes de celles des conservateurs.

Profondément patriote, il estime que tout le peuple polonais doit contribuer au relèvement de la patrie ; il veut donc élargir les bases de la nation polonaise ; aussi ses premiers adeptes se sont-ils rencontrés dans la bourgeoisie instruite des villes, parmi des hommes qui, sans dédaigner le passé, veulent néanmoins être de leur temps (2).

Déjà ancien, le parti national démocrate a vu s'opérer une scission dans ses rangs ; des démocrates plus hardis ou plus jeunes, veulent une entente avec tous les partis populaires, même ruthènes, c'est le parti démocratique progressiste (*Polska demokracja postepowa*) ou Alliance

(1) Le parti le plus important du Club polonais au Reichsrath où il compte une trentaine de membres sur soixante-dix.

(2) Il existe dans le « royaume », c'est-à-dire en Pologne russe, un parti national-démocrate fortement organisé, dont l'un des chefs est M. Roman Dmowski, député à la Douma, auteur de *la Question Polonaise* (traduit par Gasztowt), ouvrage remarquable et résumant parfaitement les aspirations actuelles de la Pologne. Le parti national démocrate de Varsovie est peut-être un peu plus démocrate que celui de Léopol, mais les tendances sont à peu près identiques. Dans le grand-duché, (en Pologne prussienne), ce parti est moins bien organisé.

polonaise populaire ; d'autres fidèles aux vieux groupements, ne veulent pas décidément tourner le dos aux conservateurs et prennent le nom de Vieux Démocrates.

Quoi qu'il en soit, le parti reconnaît comme chefs principaux MM. Glombinski, recteur de l'université de Léopol et président du Club polonais à Vienne, Jahl, membre actuel de la Commission permanente de la Diète, Rutowski, vice-président de la ville de Léopol, administrateur particulièrement actif (2).

Un sujet de divisions sérieux entre Nationaux-Démocrates, c'est la question du « *Cadastre national* », que l'on voudrait établir en Galicie orientale, pour séparer définitivement, au point de vue national, les Ruthènes et les Polonais. Mais outre que ce cadastre ne serait pas applicable aux juifs, il mettrait un abîme entre Polonais et Ruthènes, et pour cette raison les Vieux-Démocrates (Rutowski) n'en veulent point.

La presse du parti démocrate national est très développée ; il faut placer à sa tête le *Slowo Polskie*, (*la Parole polonaise*), journal de la jeune démocratie, le plus lu de

(2) On peut ajouter MM. Grabski, orateur et journaliste ; le Comte Skarbek, l'un des grands propriétaires ralliés à la Démocratie nationale ; Læwenstein et Kolischer, juifs polonisants qui n'adhèrent pas au Sionisme.

On distingue aussi entre les nationaux démocrates des campagnes, dont le vrai chef est M. Glombinski et ceux des villes, à la tête desquels se trouve M. Léo de Cracovie.

Galicie (30.000 exemplaires), et 2 éditions par jour) ; très patriote, il travaille à rappeler au polonisme des paysans catholiques ruthénisés (1) ; malheureusement en répondant aux exagérations de la presse ruthène, il a contribué à creuser le fossé entre les deux nationalités rivales.

La Nowa Reforma, de Cracovie est un organe démocratique radical, et *le Dziennik Polski* (le journal polonais), démocrate-antisémite.

3° *Parti Populiste polonais*. — C'est un parti de revendications populaires qui ressemblerait fort au parti socialiste s'il était moins imbu de sentiments patriotiques et plus hostile au cléricalisme ; il dispute aux nationaux démocrates les voix des paysans.

Ce parti a pris naissance avec le développement naturel des couches sociales inférieures, et à l'instigation d'orateurs réputés comme le prêtre Stojalowski, qui au nom de l'Evangile réclamait plus de justice et de bien-être pour les paysans, ou bien comme « l'intellectuel » Stapinski, démocrate ardent, ou bien comme le paysan Bojko, agitateur au langage fleuri, à l'imagination poétique, mais rude parfois, et qui menaçait jadis de paver « avec des têtes d'aristocrates » la place où il tenait son meeting.

(1) Une association a été fondée dans ce même but lors du centenaire de la Constitution du 3 mai 1791, par le poète Asnyk.

Ce parti a été mêlé à tous les troubles populaires qui se sont produits en Galicie depuis 20 ans. Stojalowski poursuivi par les tribunaux et par ses supérieurs hiérarchiques dut se réfugier en Hongrie d'où il continua d'exciter ses partisans ; mais, vieilli aujourd'hui, il forme avec quelques amis au Parlement un petit groupe que l'on appelle « *Centrum ludowe* » (1).

M. Bojko s'est considérablement assagi et a écrit des livres intéressants ; son journal « *Przyjaciel Ludu* » (l'Ami du peuple) se publie à Cracovie ; il n'a plus de ces violences qui rappelaient Marat.

M. Stapinski enfin, est demeuré chef de parti populiste ; il a 16 partisans dans le Club polonais à Vienne et un plus grand nombre à la Diète de Léopol. C'est un homme d'une grande activité, d'une véritable habileté politique et qui sait parler au peuple (2). Il écrit dans l'*Ami du Peuple*, mais aussi dans la *Gazeta powszechna* (la Gazette universelle).

Il y a d'autres journaux populistes, notamment le *Kuryer Lwowski* (Courrier de Léopol), de M. Wyslouch (3), organe radical souvent favorable aux juifs,

(1) Ce centre populaire a pour chef M. Kozlowski, homme d'une érudition vaste, d'une curiosité d'esprit inlassable. M. Rydygier est aussi l'un des chefs du parti catholique.

(2) M. Stapinski parle en dix endroits différents, le même jour, mange avec les paysans, couche sur la paille et connaît remarquablement le peuple.

(3) Journaliste sérieux, instruit, avisé, M. Wyslouch, polonais de Lithuanie, s'est toujours montré fidèle à ses principes qui feraient de

nombreux dans la rédaction (comme dans beaucoup d'autres journaux). Les tendances du *Courrier de Léopol* sont anticléricales et le parti populiste, dans son ensemble, a été blâmé par les évêques.

Tels sont les principaux partis polonais (1) ; la démocratie sociale n'a pas encore d'adeptes bien nombreux et le seul socialiste polonais envoyé au Reichsrath, l'éloquent Daszynski, a été battu aux élections de la Diète. (Limanski plutôt théoricien qu'homme d'action a vécu longtemps en exil à Paris : il a pu réintégrer Cracovie en 1907.) (2).

lui par ailleurs, un socialiste patriote. Mme Wyslouch s'est dévouée elle aussi, aux idées patriotiques et démocratiques. Elle a contribué dans la Silésie prussienne par ses conférences, par ses visites à domicile, à réveiller le patriotisme polonais de nombreux paysans. La Haute Silésie renferme à présent un million de Polonais et nomme cinq députés polonais au Reichstag ; elle votait jadis pour des Allemands catholiques.

(1) Nous ne pouvons parler de tous les journaux et moins encore de toutes les revues politiques, de plus en plus nombreux, il faut d'ailleurs s'attendre à un développement bien plus grand encore de la presse à la suite des efforts énormes que tente le pays en faveur de l'instruction populaire.

(2) Au dessus des partis polonais et comme une délégation de ces partis, exista longtemps une *Rada Narodowa*, conseil national polonais, destiné à maintenir l'esprit polonais et la discipline entre Polonais dans les élections. En 1907, aux élections du Reichsrath, ce Conseil ne put fonctionner, et les candidatures polonaises en divers endroits s'opposèrent les unes aux autres ; les Polonais perdirent ainsi des sièges au bénéfice des socialistes et des sionistes.

Récemment, en janvier 1910, des efforts ont été tentés pour reconstituer le conseil national polonais.

Les partis ruthènes sont un peu moins nombreux ; il faut distinguer d'abord :

1° *Le parti Vieux-Ruthène (Moscalophile)*. — C'est le plus ancien parti ruthène et ce fut longtemps le seul. Il était surtout composé de prêtres sortis du séminaire uniate de Saint-Jure à Léopol. Le seul moyen qu'avaient jadis les Ruthènes de faire aux Polonais, une opposition remarquée, était de prendre en toutes choses une attitude contraire à celle des Polonais. C'est ainsi que les Ruthènes se disaient amis de la Russie, et partisans du centralisme allemand.

Leur goût pour le centralisme pouvait se comprendre dans une certaine mesure, le centralisme les protégeait contre l'hégémonie polonaise, mais l'amour des Ruthènes pour le gouvernement russe, persécuteur des Ruthènes d'Ukraine, était peu raisonnable et ne pouvait être qu'une menace à l'adresse des Polonais.

Le parti vieux-ruthène avec ses tendances « moscalophiles », le goût de ses prêtres pour l'orthodoxie, aurait eu peu de succès et n'aurait donné qu'une puissance bien inférieure à la nation ruthène si, vers l'année 1875, sous l'influence du professeur Dragomanof (de Kiew), un nouveau parti (Jeune-Ruthène), ne s'était formé.

Le parti Vieux-Ruthène a continué de grouper des éléments conservateurs et cléricaux, dont la « moskalophilie » a d'ailleurs bien baissé ; on prétend que les Vieux-Ruthènes sont subventionnés par le Gouvernement russe ; mais peu d'entre eux songent sérieusement à

s'unir à l'immense empire voisin qui combat toutes les manifestations nationales des Ruthènes de la Petite Russie.

Les Vieux-Ruthènes ont une douzaine de sièges au Parlement et 30 0/0 des voix Ruthènes (depuis les élections au suffrage universel de 1907 qui ont donné 27 mandats aux Ruthènes en Galicie); mais à la Diète leur nombre n'est que de 5 ou 6. Leurs principaux journaux sont le « *Haliczanin* » (le Galicien) (1) et le « *Slowo* » (2).

Leur chef le docteur Korol, et l'avocat Dudikiewicz, ne sont d'ailleurs pas d'accord; celui-ci a divisé le parti en créant une fraction Jeune-Moskalophile (3).

(1) La langue ruthène ayant été longtemps considérée comme un patois rural, étroitement dépendant du polonais, les patriotes ruthènes se sont attachés, depuis soixante ans surtout, à identifier leur langue au petit-russien de l'Oukraïne et même à prendre le plus qu'ils pouvaient de la langue russe. C'est ainsi qu'un député ruthène se mit à parler russe au Reichsrath et que des rédacteurs du *Haliczanin* affectent d'employer des mots purement russes. L'alphabet ruthène ressemble à l'alphabet russe, et contribue ainsi à différencier une foule de mots, qui sont les mêmes en ruthène et en polonais.

(2) Fondé en 1866, le *Slowo* insista le premier sur les espérances que les Ruthènes mettaient dans les Romanofs: « Singulière illusion! Le Romanof veut bien exploiter à son profit la solidarité qui unit les rameaux disjoints de la famille slave... Il entretient une nuée d'espions qui sillonnent la Galicie... en 1886, lors des troubles de paysans, Vienne soupçonna non sans motifs les excitations de venir du dehors... Le 18 août 1902, au plus fort de la grève agraire, deux agents secrets de la police russe étaient arrêtés à Przemyśl... La Russie a toujours regretté la session de la Galicie à l'Autriche. » (Maurice Lair, Noblesse polonaise et paysans Ruthènes, *Ann. des Sciences politiques*, sept. nov. 1903.)

3) Les Jeunes-Moskalophiles de Dudikiewicz, pensent qu'il n'y a

2^o *Parti Jeune-Ruthène (Oukraïnien)*. — Il est véritablement à la tête de la nation ruthène, et depuis vingt ans, par toutes sortes de procédés, par la plume, la parole, l'agitation gréviste et même le meurtre politique, il est arrivé à mettre la question ruthène au premier plan des préoccupations politiques et sociales en Galicie.

Le parti Jeune-Ruthène est national-démocrate ; il s'appelle Oukraïnien, parce qu'il prétend rattacher le peuple ruthène à toute la nation Petite-Russienne qui habite les « oukraïnes » de l'ancienne Pologne et de l'ancienne Moscovie. C'est lui qui conduit le plus activement à la lutte 1^o contre les propriétaires polonais de la Galicie orientale, auxquels il reproche de détenir la terre ruthène : 2^o contre le gouvernement de Galicie qu'il accuse d'être exclusivement polonais, et auquel il s'efforce d'arracher des concessions en faveur de l'administration ruthène, de l'instruction ruthène, etc...

Un parti radical va même jusqu'à vouloir partager la Galicie en deux tronçons dont l'un, purement polonais, et l'autre purement ruthène. Les Polonais reculeraient au delà du San ; Léopol deviendrait la capitale ruthène, et les 1.200.000 Polonais, les 600.000 juifs, mêlés au

pas de civilisation vraiment ruthène, mais une civilisation, une tradition russe, à laquelle il faut que les Ruthènes se rattachent. Dudi-kiewicz fut élu à la Diète avec le secours des Polonais ; son élection troubla le parti Moskalophile et provoqua un tel mécontentement chez les Ruthènes, que l'assassinat du gouverneur Potocki pourrait être attribué dit-on, à la surexcitation provoquée en cette circonstance (avril 1908).

3 millions de Ruthènes de la Galicie orientale, n'auraient plus d'autre nationalité que celle des Ruthènes.

Les principaux journaux du parti oukraïnien sont « *Dilo* » (l'Œuvre) et « *voboda* » (la Liberté). M. Olesnicki est l'un des chefs du parti à la Diète.

3° *Parti de la Conciliation*. — En 1894, le député ruthène Barwinski fit une tentative pour concilier les Polonais et les Ruthènes, et plusieurs de ses amis l'imitèrent. Mais les mouvements populaires de 1897, les grèves agraires de 1902 détruisirent toute idée de conciliation.

De même que chez les Polonais, le parti socialiste a jusqu'ici peu d'influence chez les Ruthènes ; longtemps encore, les querelles nationales en Autriche domineront les dissensions sociales (1), ou pour mieux dire, le nationalisme intransigeant et simpliste, sera le sentiment le plus accessible aux masses, dont il couvre et idéalise quelque peu, l'impatient désir de propriété et de richesse (2).

Les Juifs, au nombre de 8 à 900.000 en Galicie ne constituent pas à proprement parler une nation, malgré les tendances actuelles du Parti Sioniste ; toutefois ils forment des partis politiques et publient des journaux. On peut distinguer parmi eux :

(1) Les 86 socialistes « internationalistes » élus au Reichsrath en 1907 se divisent par nationalité ; partout et surtout en Bohême ils ont dû se réclamer de leur nationalité tchèque ou allemande.

(2) Les socialistes ruthènes publient un journal *Wola* (la Volonté).

1° *Les Juifs polonisants*, auxquels nous donnons ce nom, parce que généralement ces juifs, commerçants riches ou intellectuels, adoptent la langue polonaise, collaborent à l'œuvre administrative et politique des Polonais. Plusieurs d'entre eux font parti du Club polonais à Vienne et de la majorité polonaise à la Diète. Ils entrent aussi dans une proportion assez grande dans le Conseil des deux capitales autonomes, Léopol et Cracovie (1).

Ils publient plusieurs journaux, dont l'un « *Iednosc* » (l'Union), en polonais, est lu de tous les partisans de l'entente.

2° *Parti sioniste*. — Les Sionistes comme on sait, songeaient à reconstituer en Judée, en Mésopotamie, ou même dans l'Ouganda, un état juif, ou les Israélites de tous pays auraient trouvé accueil. Ce rêve n'est pas complètement oublié ; mais, dans les pays où les Juifs abondent, notamment en Pologne russe et autrichienne, les idées des Sionistes se sont modifiées et les Juifs songent à établir leur règne dans le pays même où ils sont nés et que leurs aïeux occupaient déjà il y a des siècles, plutôt que dans quelque problématique communauté africaine ou asiatique.

Les Sionistes forment donc un parti purement juif, qui a sa langue (2), ses journaux, sa littérature, son théâtre,

(1) A Léopol, le Conseil de la ville comprend 100 membres, dont 20 juifs. L'un des deux vice-présidents est généralement juif.

(2) Le « jargon » juif est un mélange d'allemand et d'hébreu écrit en caractères hébraïques ou en lettres latines. Cependant les

son programme politique et social. Trois Sionistes siègent au Parlement.

3° *Parti socialiste juif* (1). — Les socialistes les plus nombreux en Galicie sont de race juive. Ils ont pour eux le prolétariat juif, si misérable, et souvent des voix ruthènes, quand un polonais est en concurrence avec un juif (2).

Tels sont les principaux partis en présence dans la grande province de Galicie.

Tous, naturellement, ont pris position dans la lutte qui se prépare à l'occasion de la réforme électorale et plusieurs même, ont déposé des projets complets de réforme.

3° Projets de réforme électorale.

A) *Projet du parti conservateur.*

Nous donnons, peut-être improprement, ce nom à un projet déposé sur le bureau de la Diète, le 4 octobre 1907,

juifs séparatistes ont aussi des journaux en langue polonaise ou allemande. Le *Judischer Tagblatt de Léopol* est un organe sioniste.

(1) Les Juifs sont nombreux dans toutes les fractions socialistes d'Autriche ; Adler l'un des leaders du parti, est juif.

(2) M. Gabel, professeur d'art ancien à l'université allemande de Prague, inconnu en Galicie, a été élu par les Ruthènes, contre un Polonais. Il représente au Reichsrath un peuple dont il ignore la langue.

par M. Cienski (1), ce projet prévoit 198 députés pour la Diète (au lieu de 161, chiffre actuel, et 179, nombre proposé par la Commission permanente.)

Le nombre des « virilistes » se trouve accru, par l'adjonction des présidents des villes de Léopol et de Cracovie et passe de 12 à 14 ; mais les représentants de la grande propriété restent 44 (comme dans le projet de la Commission permanente).

L'accroissement le plus sensible porte sur le nombre des représentants du commerce et de l'industrie, qui de 3 passeraient à 12. Quant à la curie des campagnes avec ses 74 mandats, elle disparaît pour faire place à un « groupe général » qui nomme 128 députés ; ce serait la curie du suffrage général.

Les reproches adressés à ce projet viennent des démocrates et des Ruthènes. Pour ceux-ci, c'est renforcer le polonisme dans la Diète, que d'accorder 12 mandats aux privilégiés du commerce et de l'industrie, à ceux qui paient 200 kr. d'impôt de patente, et qui sont pour la plupart des Polonais et des Juifs.

Pour les démocrates et les populistes, le défaut du projet réside dans le maintien de la classe privilégiée

(1) Ce projet porte en outre la signature de MM. l'archevêque arménien Theodorowicz, Korytowski, Kozłowski chef du parti catholique et Skalkowski, aujourd'hui décédé, vieux parlementaire particulièrement versé dans les affaires de Galicie. — Ces personnages se rattachent sans doute au parti conservateur, mais le projet véritable du parti conservateur n'est pas encore rédigé.

des grands propriétaires (1) et dans l'obligation, pour l'électeur de la curie du suffrage général, de savoir lire et écrire et de payer un impôt direct quelconque. Cette prudente restriction du parti conservateur, qui ne veut pas passer brusquement du suffrage restreint au suffrage universel, et donner un bulletin de vote à une foule malheureusement trop considérable d'illettrés, ne trouve point grâce aux yeux des partis plus avancés.

Cependant la réforme serait plus large que le projet élaboré par la Commission permanente, puisque le collège électoral serait sans cesse ouvert à tout homme qui s'élèverait par son instruction ou sa fortune (2).

B) *Projets des nationaux-démocrates.*

Ce projet a été déposé par MM. Glombinski, Rutowski, Iahl, Løwenstein etc., le 6 mars 1906, bien avant le projet du Comité, ou Commission permanente de la Diète ; le parti national-démocrate ayant pris de bonne heure position dans la lutte et voulant en quelque sorte imposer une solution conforme aux intérêts polonais,

(1) Le nombre de grands propriétaires est très considérable à la Diète.

On comptait en 1906, 84 grands propriétaires (21 comtes, 4 princes, 13 dignitaires) soit la moitié de l'assemblée. Ce nombre était plus grand en 1883 ; il y avait alors 105 grands propriétaires et la Diète était un peu moins nombreuse.

(2) Le projet des conservateurs établit une sorte de vote multiple ; les électeurs privilégiés pouvant voter aussi pour les députés du groupe général.

mais en même temps suffisamment démocratique pour ne pas soulever une opposition trop vive, dans le parti Ruthène.

La Diète se composerait toujours de 12 virilistes, mais les curies disparaîtraient : 115 députés seraient nommés au suffrage universel et 40 par « un groupe électoral complémentaire » ; l'assemblée comprendrait 167 membres au lieu de 161 (1).

Les 115 députés du suffrage universel peuvent se diviser en deux catégories : villes et campagnes. Léopol nommerait 7 députés, Cracovie 5, et les autres villes 30 ; il resterait ainsi 73 députés pour les campagnes (actuellement 74.)

Les 40 députés du « groupe électoral complémentaire » sont répartis dans toute la Galicie, les districts étant réunis par 2, 3 ou 4 ; mais une situation particulière est faite encore à Léopol (5 députés), à Cracovie (3 députés) et à quelques villes importantes.

Pour être électeur dans le groupe du suffrage universel il suffit d'avoir 24 ans d'âge et un an de résidence dans la commune. Pour le « groupe complémentaire » les conditions de l'électorat sont autres ; il faut encore avoir

(1) Une particularité du projet Glombinski est de porter à huit le nombre des membres du Comité permanent de la Diète, alors que les autres projets maintiennent le chiffre actuel de six. De même il y aurait deux remplaçants du Maréchal de la Diète au lieu d'un seul. Celui-ci serait toujours nommé par l'Empereur ainsi que le Maréchal, mais la Diète élirait le 2^e remplaçant.

24 ans, mais en outre, un diplôme d'études académiques et payer 100 kr. d'impôt direct, ou bien payer un impôt direct de 200 kr. par an, et les femmes comme les hommes sont autorisés à voter (1).

Les électeurs de la curie complémentaire peuvent voter en outre dans la curie du suffrage universel et possèdent ainsi un double vote. C'est l'un des reproches que les Ruthènes adressent au projet des nationaux-démocrates, et ils remarquent en outre que les villes sont une fois de plus avantagées, vis-à-vis des campagnes, où domine l'élément ruthène (2).

C) *Projet des Ruthènes.*

Le projet présenté par le rapporteur Olésnicki, chef des Ruthènes-Oukraïniens, a réuni l'approbation, non seulement de tous les Ruthènes, mais de plusieurs Polonais du parti populiste. C'est ainsi qu'il est signé de MM. Korol,

(1) Les femmes voteraient par l'intermédiaire de leur mari, comme cela se passe actuellement dans la Curie de la grande propriété.

(2) Un projet plus récent des Nationaux-Démocrates prévoit une augmentation du nombre des virilistes (21) et 140 députés élus par le même suffrage universel que pour le Reichsrath (en exigeant de l'électeur les « quatre qualités » 24 ans d'âge, un an de domicile, être Autrichien, jouir de ses droits).

Dans ce nouveau projet les Ruthènes auraient 34 sièges. Mais d'après le système du cadastre national qui partagerait la Galicie orientale entre Polonais et Ruthènes, on serait amené à compter comme polonaises les circonscriptions juives ou socialistes, ce qui serait une erreur, d'autant plus que les Ruthènes seraient toujours disposés à appuyer ces dissidents du polonisme.

chef des Vieux Ruthènes, Stapinski et Bojko, populistes polonais.

Ce projet n'augmente pas le nombre des députés, estimant que les assemblées nombreuses ne font pas la meilleure besogne. Il prévoit en effet 160 députés au lieu de 161, tout en respectant le privilège des Virilistes.

Mais le reste de l'assemblée (148 députés) doit être élu, à raison de 37 députés par les villes et 111 par les campagnes. Les villes sont moins avantagées que dans tous les autres projets.

En effet, Léopol n'a que six députés (12 dans le projet Glombinski) et Cracovie 4 (8 dans le projet susdit) ; les autres villes sont groupées suivant leur importance et ne votent que dans la circonscription qu'elles forment, puisque les circonscriptions rurales sont formées indépendamment des villes.

Le projet ruthène propose un suffrage universel analogue à celui que la loi électorale de 1907 a établi pour les élections au Reichsrath. Tout autrichien, âgé de 24 ans, jouissant de ses droits civils et politiques et ayant six mois (projet Glombinski, un an) de résidence dans la commune, est électeur (1) ; le vote est personnel et secret.

(1) Les citoyens habitant les grands domaines (obszary dworskie) sont électeurs dans la commune voisine, ces grands domaines formant, comme on sait, une personne de droit public demeurée indépendante des communes, puisque c'est généralement le grand pro-

Il est peu probable que la majorité polonaise de la Diète admette ce projet de réforme électorale ; il a un caractère « niveleur » que les conservateurs et même les nationaux-démocrates, refuseront d'accepter.

En effet, ce serait pour les Polonais la perte de la plupart de leurs mandats en Galicie orientale. Peuplée d'une majorité de Ruthènes, qui sont la base et le fond même de la population (3 millions), la Galicie orientale comprend en outre, une population sporadique de Polonais et de Juifs. Les villes sont en majorité juives et polonaises ; dans les campagnes, le commerce est aux mains des Juifs et la plupart des professions libérales sont exercées par des Polonais ; enfin, les grands domaines fonciers sont presque toujours la propriété des Polonais et nomment en Galicie orientale, environ vingt-cinq députés.

La suppression des curies de la grande propriété et des villes nuit déjà considérablement à l'élément polonais, mais l'établissement du suffrage universel pur et simple, ruinerait complètement l'influence polonaise en Galicie

priétaire qui y remplit toutes les fonctions administratives et judiciaires du maire de village (wojt). Sur ces grands domaines habitaient en 1900, 200.000 habitants, sur une superficie de 2.230.000 hectares en Galicie orientale, et 75.000 habitants sur une superficie de 687.000 hectares en Galicie occidentale, soit un total de 275.000 habitants sur 2.917.000 hectares (ou 37 0/0 de la superficie totale de la Galicie). Ce sont ces grands domaines au nombre de 2.380 qui nomment les 44 députés de la Curie des plus imposés. (Documents statistiques pour la réforme électorale de la Diète, établis par le Bureau de statistique galicien, Léopol 1906.)

orientale. Au lieu des éléments aristocratiques, capitalistes, intellectuels ou bourgeois, que représentent depuis longtemps les Polonais, la réforme établirait le règne de la classe rurale des Ruthènes, dirigée par des patriotes radicaux, le plus souvent sans tradition, sans esprit politique bien établi, et parfois même sans cette culture véritable, si nécessaire dans les affaires publiques (1).

Tels sont, rapidement analysés, les projets essentiels de réforme électorale pour la Diète de Galicie.

Jusqu'ici, aucun n'a encore été l'objet d'un examen sérieux, mais les polémiques sont ouvertes dans la presse. Il y a lieu de croire que la Diète, dont les pouvoirs ne finissent qu'en 1913, étudiera tous les projets avant que d'arrêter son choix, et qu'elle donnera au pays, un statut électoral capable d'atténuer la violence des luttes intestines.

Si l'on se demande enfin, quel peut être le vœu de l'opinion moyenne en Galicie, les souhaits que forment

(1) Les Populistes (Stapinski) polonais ont aussi rédigé un projet, qui prévoit en dehors des virilistes (réduits à 8), 153 députés élus par les électeurs des « quatre qualités ». Les Ruthènes auraient de la sorte 48 sièges assurés. (Discours de Stapinski à Slotwin (Galicie orientale). Comme les cent seize autres mandats ne seraient pas absolument réservés aux Polonais conservateurs ou nationaux-démocrates, qu'il faudrait faire la part des sionistes, des socialistes et des populistes, les conservateurs reprochent à ce projet de ne pas maintenir aux Polonais nationalistes cette majorité des deux tiers exigée pour toute modification à la constitution. Mais cette majorité écrasante est-elle nécessaire, est-elle juste ?...

les esprits modérés en égard à la réforme électorale, il semble bien que l'on puisse les énumérer ainsi :

Assurer au pays une représentation sincère de tous ses intérêts bien établis, donner à chaque groupe les mandats qui lui permettront de faire valoir l'importance qu'il doit à son passé, et à sa puissance véritable actuelle ; mais en même temps, réserver aux hommes de mérite, aux esprits les plus distingués du pays, qui ne sont pas toujours les plus ambitieux, ni les plus audacieux, le moyen facile d'entrer à la Diète, d'y constituer comme aujourd'hui une élite d'hommes dévoués au bien public, indépendants vis-à-vis des partis et même capables de les dominer (1).

(1) En tant que simple député, le Maréchal Stan. Badeni a fait part à la Diète (sept. 1909), d'un projet de réforme qui est le sien. Il maintient les Curies actuelles, mais introduit l'élection directe dans la Curie des campagnes (et non plus à deux degrés), il ajoute une Curie du suffrage universel, mais par contre augmente le nombre des virilistes.

Enfin, par l'intermédiaire du gouverneur Bobrzynski (juin 1908), le Ministère n'a pas hésité à faire connaître son opinion. Il n'accepterait pas tout projet brisant complètement le cadre des Curies actuelles et portant atteinte sérieuse aux situations acquises ; mais il admet le suffrage universel comme pour le Reichsrath.

CHAPITRE VII

LA DIÈTE ET LES QUESTIONS NATIONALES

1^o La Question Ruthène.

L'existence de plusieurs peuples différents, Polonais, Ruthènes et Juifs vivant côte à côte, dans une même unité territoriale et administrative, a fait naître en Galicie une série de problèmes complexes, connus sous le nom de questions ruthène et juive.

Jadis, aux époques de compression politique, les éléments hétérogènes ne pouvaient manifester leurs tendances, mais, au cours du dernier siècle, après 1848 surtout, l'observateur attentif ne pouvait plus douter de l'antagonisme déclaré des diverses fractions ethniques en Galicie.

Les différences entre la race polonaise et la race ruthène sont cependant faibles, au point que des historiens ont pu assimiler ces deux peuples dans le passé ; mais ce serait une faute de vouloir au nom de l'histoire,

confondre aujourd'hui deux nations aux tendances divergentes.

Les Ruthènes, séparés du monde germanique par le peuple polonais, plus rapprochés de l'Empire grec, ont reçu par l'intermédiaire de Constantinople, la civilisation chrétienne que les moines de Germanie portaient, d'autre part, en Pologne (x^e siècle).

La Ruthénie ou Russie rouge, avec l'Ukraine furent incorporées d'abord au grand duché de Russie. Le recul des princes de Kiew, la fondation de Moscou, laissa tout le bassin du Dniepr au grand duché de Lithuanie et l'union de celui-ci avec la Pologne (xiv^e siècle) établit l'autorité polonaise sur les pays ruthènes.

Pendant quatre siècles, les provinces ruthènes jusqu'au Dniepr firent partie de la Pologne.

Les Ruthènes étaient orthodoxes quand ils furent rattachés à la Pologne, et le passage de la religion orthodoxe à la religion grecque-unie (*Uniate*) ne semble pas, malgré les opinions différentes, s'être fait violemment. Les Uniates, d'ailleurs, ont conservé la plupart de leurs cérémonies rituelles, leurs prêtres reconnaissent l'autorité de Rome, mais ils se marient et gardent souvent l'aspect et la manière d'être des popes orthodoxes ; le latin même, ne leur a pas été imposé et les offices se font en vieux slave.

Les seigneurs polonais disséminés dans les provinces ruthènes, des Carpathes au Dniéper, auraient pu songer à poloniser les Ruthènes, mais ils ne faisaient pas de diffé-

rence entre les paysans polonais et les paysans ruthènes ; ils considéraient que les Uniates étaient aussi catholiques qu'eux-mêmes, ils allaient indifféremment prier dans leurs églises ou dans celles des catholiques, et quant à la langue, ils n'y voyaient qu'un patois polonais, qu'ils ne songeaient pas à remplacer par la langue de la Cour.

Beaucoup de Ruthènes qui sortaient de leur condition de paysans devenaient polonais et les propriétaires, l'aristocratie, se considéraient comme polonais, de même que nos gentilshommes de Provence ou du Languedoc adoptaient la langue et les usages français.

Le servage qui régnait alors dans le monde slave — comme en Allemagne d'ailleurs — était un lien entre les paysans polonais et ruthènes, rivés à la même chaîne, ils ne songeaient pas à se combattre.

Il en aurait été longtemps ainsi, même après l'annexion à l'Autriche, si le gouvernement de Vienne n'avait trouvé politique de se servir de l'opposition des Ruthènes et des Polonais (1). Contre le propriétaire du sol, en Galicie orientale, contre le noble — souvent patriote et anti-allemand — Joseph II et ses successeurs s'efforcèrent de tourner l'homme de la glèbe, c'est-à-dire le Ruthène.

Dès 1809, pendant la campagne de Wagram, alors que Poniatowski et les troupes du grand duché de Varsovie faisaient la conquête de la Galicie qu'ils voulaient arracher à l'Autriche, l'évêque ruthène Angelovitch, à l'ins-

(1) L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*.

tigation de Vienne, invitait les Ruthènes à se soulever contre les Polonais (1).

De 1815 à 1848, le paysan ruthène demeura étroitement soumis au seigneur polonais auquel il devait la corvée et qui, de plus, était son juge, son recruteur et le répartiteur de ses impôts.

Malgré ses protestations, l'aristocratie voyait se maintenir un état de choses qui lui valait la haine, non seulement des Ruthènes, mais des paysans polonais. (Massacres de Tarnow, 1846.)

C'est d'ailleurs le gouverneur Stadion qui, en 1848, organisa à Léopol, en face du Conseil national polonais, le Conseil ruthène (*rada ruska*), qui fut inspiré surtout par le clergé du palais de Saint-Jure. Le clergé ruthène se dit alors l'ami de la Russie, parce qu'il penche vers l'orthodoxie ; il est favorable au centralisme viennois par crainte du fédéralisme qui donnerait tout pouvoir aux Polonais.

Inférieurs par la richesse, par l'éducation et par le passé historique, les Ruthènes se considèrent comme abandonnés à l'hégémonie polonaise, que favorisent en

(1) L. Léger (dans l'*Histoire générale Lavisce et Rambaud*). — M. Léger identifie souvent les Ruthènes et les Russes. ils ont, dit-il, même langue, même religion et sont de même race. La majorité des Rhutènes ne pense cependant pas ainsi. Les Ruthènes sont en dehors de l'orthodoxie, leur langue ne doit pas se confondre avec le russe, et pour ce qui est d'une communauté de race dans la nuit des temps, elle existe aussi avec les Polonais, et les Ruthènes ne s'en soucient pas.

Galicie les lois électorales, l'organisation administrative et même, pensent-ils, la politique de Vienne.

Tout d'abord, la masse du peuple polonais ne s'aperçoit pas de l'hostilité ruthène, hostilité qui monte peu à peu jusqu'à la haine. La Galicie occidentale est presque entièrement polonaise, elle ignore donc les Ruthènes, bien souvent ; quant aux Polonais de Galicie orientale, ou bien ils habitent les villes et ne voient dans les Ruthènes que des ruraux dont les intérêts sont parfois en opposition avec les leurs (1), ou bien ils attribuent l'hostilité ruthène, à la jalousie qu'inspire toujours au peuple, les grands domaines fonciers que les Polonais possèdent pour la plupart en Galicie.

L'idée a peine à se faire jour que les paysans ruthènes veulent former une nation particulière. N'ont-ils pas l'habitude, dans une grande proportion (jusqu'à 20 0/0), de conclure mariage avec des Polonais, ne descendent-ils pas pour un grand nombre de colons polonais ? Le paysan polonais ne va-t-il pas indifféremment à l'Eglise ou à la *cerkiew* (2), ne participe-t-il pas aux danses popu-

(1) La population des villes en Galicie est formée d'éléments juifs, polonais et ruthènes ; ceux-ci sont les plus faibles. Sur 40 villes jouissant de la qualité de communes urbaines, 12 n'ont qu'une population ruthène insignifiante, tandis que les minorités polonaises sont partout considérables. Sur 25 villes de la Galicie orientale, les Ruthènes n'ont la majorité sur les Polonais que dans 11. (Statistique de la Commission permanente).

(2) L'archevêque actuel des Uniates, Comte Szeptycki appartenait à la religion catholique latine ; il a été autorisé à se faire Uniate (par le Pape) ; toute sa famille suit le rite latin.

lares ruthènes, ne goûte-t-il pas ces poésies nationales en dialecte ruthène et jusqu'à cet agréable penchant des Ruthènes au « far niente », à la rêverie tendre ou mélancolique, l'une des causes de son infériorité économique (1) ?

Dans ce peuple qui veut naître à la vie nationale, les Polonais sont habitués à ne voir qu'une classe de la société polonaise ; les paysans, qu'ils soient ruthènes ou polonais, sont simplement à la base de l'édifice social et l'on ne distingue pas entre les deux. Travailleur des champs, petit ménager, artisan, le ruthène représente d'ailleurs (aujourd'hui encore), un élément économique inférieur, à cause du défaut de capitaux, du manque d'initiative et de l'insuffisance de son instruction (2). Il est un rameau vigoureux sans doute du grand chêne galicien, mais on ne conçoit pas qu'il puisse s'en séparer.

Cependant la lutte commence, d'autant plus acharnée de la part des Ruthènes, qu'elle est plus difficile pour ce peuple sans aristocratie et presque sans bourgeoisie. Les commerçants des villes, les médecins, les avocats ruthènes ayant été soumis pour la plupart à la culture polonaise, il ne reste pour diriger le peuple — tout d'abord — que le clergé, les anciens élèves du séminaire de Saint Jure, revenus dans ces campagnes, parmi

(1) F. Bujak, *Galicja*, Tome Ier. *La question ruthène*.

(2) Les Ruthènes sont en Galicie orientale deux fois et demi plus nombreux que les Polonais, ils ne paient cependant que 30 0/0 des impôts, centimes additionnels compris. (D'après Glombinski).

ces paysans ruthènes d'où ils sont sortis. Plus tard les instituteurs entrèrent en scène, formant un nouveau parti (oukraïnier).

Le clergé est généralement conservateur et l'on peut s'étonner de voir les prêtres ruthènes fomenter une agitation populaire ; mais par cette agitation, le clergé pense ressaisir pour lui seul l'influence qu'il doit partager avec les grands propriétaires polonais. Beaucoup même espèrent ramener les Uniates à la religion orthodoxe et mettre ainsi un fossé entre les Ruthènes et les Polonais. Séparé de Rome, sans être rattaché ni à Pétersbourg, ni à Constantinople, le clergé ruthène aurait en Galicie une autonomie parfaite, une autorité presque absolue (1).

C'est ce « parti de Saint Jure » qui agit au nom des Ruthènes en 1848, c'est lui qui reçoit l'appui secret du centralisme allemand en 1867.

Quant aux politiciens laïques, intellectuels ou simples

(1) Marguerite Poradowska, *Yaga*, roman sur les mœurs galiciennes, Paris 1884, (publié d'abord par la *Revue des Deux Mondes*) «... A partir de 1848 surtout, des tendances vers le schisme s'étaient manifestées dans le consistoire de Saint-Jure à Léopol, et un puissant parti qui grandissait chaque jour, cherchait à ramener adroitement les cérémonies du culte à une apparence toute schismatique, et à préparer ainsi la population à passer un jour au schisme... En 1880, à la suite du fameux procès du prêtre ruthène Naumowitch, qui a force de menées clandestines auprès des paysans était parvenu à propager le schisme dans sa paroisse et les environs. Il fut condamné à la prison, puis à l'exil, et les villages uniates retournèrent à leur foi primitive. »

paysans ruthènes, ils eurent bientôt fait de se multiplier.

Les uns prenaient en pitié ce peuple de paysans, maintenu si longtemps dans une servitude mal déguisée, et imbus d'un vague socialisme, ils se faisaient les champions du prolétariat ruthène, comme les adeptes du prêtre Stojalowski, les champions du peuple polonais.

D'autres, gagnés par les sentiments nationalistes que tant de peuples en Autriche cultivent avec passion, voulaient élever les Ruthènes au même rang que les Polonais.

D'autres encore, jaloux de la culture polonaise, donnaient à leur sentiment une acuité toute particulière et voulaient peut-être moins le relèvement véritable du peuple, que l'abaissement de la nation polonaise ; ou, mieux encore, ils étaient disposés à demander à un coup de force, l'égalité absolue entre les deux peuples, sans égard pour le passé historique, l'influence et la richesse actuelle de la nation qu'ils enviaient.

Mais, alors que le parti de Saint-Jure méritait le nom de « *Moscalophile* », par son penchant vers l'orthodoxie et son attachement aux idées conservatrices, les nouveaux partis se disaient démocrates, ennemis du gouvernement russe et prenaient le nom d'*Ukrainien*, par sympathie pour les Petits-Russiens de l'Ukraine, persécutés par la Russie, et avec lesquels, les Ruthènes peuvent être assimilés (1).

(1) Il y a en Russie du Sud, depuis la frontière autrichienne jusqu'à

C'est d'ailleurs de Kiew que vint le professeur Dragomanof (1875), le « père du radicalisme oukraïzien ».

Professeur d'histoire à l'université, Dragomanof (Dragomaniv en ruthène) fut révoqué par le gouvernement russe, pour sa propagande en faveur de la langue petit-russienne et son culte pour le poète populaire Chevtchenko (1).

Venu à Léopol, Dragomanof adopte le nom de Ruthène oukraïzien ; il visite la Galicie, fonde des groupes politiques et littéraires et lutte contre l'influence des prêtres ruthènes. Longtemps la langue ruthène, nous l'avons dit, n'avait pas été fixée et n'était qu'un dialecte hésitant entre le russe et le polonais, mais plus rapproché de cette dernière langue. Les chansons populaires (*dumki*), si poétiques, charmaient les Polonais eux-mêmes et les poètes nés en Ukraïne (Bohdan Zaleski, par exemple), les considéraient comme partie intégrante de la littérature polonaise.

Kharkow et la mer d'Azof, plus de vingt millions de Petits Russiens qui parlent la même langue que les Ruthènes, mais sont nécessairement orthodoxes (ceux qui étaient Uniates au temps de la Pologne, ayant été contraints à revenir à l'orthodoxie).

La présence de ces vingt millions de « frères » hors de l'Autriche est pour les Ruthènes une grande force morale ; c'est une analogie de plus avec les Polonais qui, eux aussi, ont des millions de compatriotes hors des frontières.

(1) Chevtchenko, mort en 1861. C'est le plus connu des poètes de la Petite-Russie, son œuvre a été condamnée par le gouvernement, comme contraire à l'unité de la Russie et au centralisme autocratique.

Avec Chevtchenko, la langue ruthène se perfectionna, la littérature s'enrichit, et les efforts de Dragomanof (1), contribuèrent à en répandre le goût en Galicie. Mais les périodiques politiques étaient peu nombreux encore; interdits en Russie, ils se heurtaient en Galicie à l'ignorance du peuple et à l'exagération du droit de timbre. Il n'existait guère que le journal « *Slowo* » (2); Dragomanof en fonde plusieurs, il se fait l'initiateur du Cercle ruthène à l'Université de Léopol, et l'association d'éducation « *Prosvita* » fondée en 1869, se développe avec deux disciples de Dragomanof, Pawlik et Franko qui dirigent le parti radical oukraïmien.

Dragomanof a un programme social et national qu'il applique, non seulement à la Galicie mais à l'Ukraine toute entière; il veut l'affranchissement économique du paysan, son développement intellectuel, son émancipation vis-à-vis du grand propriétaire comme vis-à-vis du pope, et, d'autre part, il souhaite la reconnaissance plus large de la nationalité oukraïnienne en Autriche comme

(1) Patriote ardent, très passionné, Dragomanof a consacré sa vie et sa fortune à la cause ruthène; il est mort à Sofia où le gouvernement bulgare, alors hostile à la Russie (1889) lui avait donné une chaire à l'université.

(2) Les principaux journaux ruthènes étaient le *Druh* (le Camarade) jusqu'en 1876; *Hromadzkij Druh* (le compagnon du Peuple); *Dzwîn* (la Cloche); *Molot* (le Marteau) qui reçut des subventions mensuelles de Dragomanof. Plus tard, *Zorya* (l'Aurore), devint le journal de Franko. A Kolomya, Pawlik rédigeait *Narod* (la Nation), avec l'aide pécuniaire de Kowalewsky.

en Russie (sans repousser toutefois l'hégémonie de celle-ci sur ses provinces de Petite-Russie) (1).

Retiré à Genève, où ses attaques anticléricales l'ont obligé à se réfugier, il dirige encore le parti jeune ruthène — et malgré les querelles de Franko avec la société « *Proswita* », l'influence des oukraïniens se développe en Galicie au point de dépasser bientôt celle des Moscalophiles (*Vieux Ruthènes*). La « *Ruska Besida* » est fondée, et plus tard la Société Chevtchenko, dont le but est de développer l'instruction parmi le peuple ruthène, en même temps que les sentiments nationalistes. Des groupes de jeunes gens se forment partout, avec des chefs qui ne sont pas toujours les plus âgés et dont les procédés violents donnent [la ton à la lutte des Ruthènes entre eux (Oukraïniens et Moscalophiles) et avec les Polonais.

Sous ces diverses influences, les paysans ruthènes se sont enhardis, et leurs réclamations — toujours les mêmes — se sont fait entendre. Conformément à la tradition cosaque, ils veulent la terre simplement, la terre des propriétaires polonais, des propriétaires juifs et par la suite, sans doute, des propriétaires ruthènes eux-mêmes.

La statistique d'ailleurs leur donne raison ; sur cinq millions et demi d'hectares de terre en Galicie orientale, 40 0/0 ou 2.230.000 hectares appartiennent à la grande

(1) Dragomanof se dit *gente Ukrainus, natione Russus*. Voyez : Parolik : *M. Dragwomaniw*, Léopol 1907 (en ruthène).

propriété (dont 1.506.000 hect. aux Polonais et 723.000 hectares à l'Etat et aux grands propriétaires juifs ou étrangers). Le paysan ruthène n'a pas encore pu reprendre par un moyen de droit quelconque la terre des grands propriétaires (1) ou du moins ses progrès ont été très lents, et l'on comprend que, dans ces conditions, sa patience se lasse et qu'il songe aux procédés révolutionnaires pour acquérir la terre.

Mais qui faut-il incriminer de cet état de choses ?

La Galicie polonaise diffère-t-elle beaucoup de la Galicie ruthène ? La grande propriété n'y représente-t-elle pas 29 0/0 du territoire ; le paysan y est-il beaucoup plus heureux qu'en Ruthénie ? Les Polonais au pouvoir sont-ils responsables de l'état de choses existant ; n'est-ce pas plutôt le régime centraliste autrichien qui a maintenu si longtemps toute la Galicie dans une fâcheuse infériorité économique ?

Les Ruthènes instruits n'y contredisent pas. Ils recon-

(1) Cependant, la grande propriété diminue dans l'ensemble de la Galicie ; c'est ainsi qu'elle est passée de 3.322.000 hect. en 1866, à 2.917.000 hect. en 1902. Toutefois, les très grands propriétaires, ne dépensant pas l'intégralité de leur revenu, ont tendance à augmenter leur domaine agraire ; au contraire, la propriété moyenne est en baisse ; la terre va aux petits bourgeois des villes ou aux paysans qui ont été faire quelques économies à l'étranger.

Ajoutons que la grande propriété a moins diminué en Galicie orientale qu'en Galicie polonaise. (Voir, *La Propriété tabulaire en Galicie en 1902*, par J. Buzek, dans les *Documents statistiques*, publiés par le Bureau de statistique galicien, t. XX, cahier III, Léopol 1905 (en polonais).

naissent d'ailleurs que la Galicie polonaise est un peu plus favorisée de la nature que leur pays ; que la population s'y est développée plutôt et avec elle la civilisation ; que, d'autre part, bien des paysans polonais sont dans la même condition inférieure que l'Uniate de Ruthénie, condition qu'ils doivent à l'ignorance et aux défauts qu'elle a engendrés..... Mais il est trop tard pour lutter contre le centralisme viennois ; l'obstacle au développement rapide des Ruthènes, c'est précisément cette majorité polonaise de la Diète qui depuis quarante ans a remplacé peu à peu l'autorité autrichienne et c'est contre elle que les Ruthènes tournent leurs efforts.

Que les propriétaires polonais et l'administration polonaise ait toujours donné aux Ruthènes ce que le bon droit leur accordait, c'est ce que l'on ne saurait soutenir. Il y a en Galicie une *question sociale* qui se pose aussi bien pour les Ruthènes que pour les Polonais, et les grèves agraires, les critiques des députés radicaux et socialistes prouvent qu'une partie au moins des griefs de la nation ruthène contre le propriétaire — généralement polonais ou juif — est bien fondée.

Au point de vue politique, d'autre part, il est incontestable que la majorité polonaise de la Diète, à tendances aristocratiques, a longtemps considéré la Galicie comme une terre polonaise où l'influence de la nation dominante devait s'établir presque sans partage. La notion exacte de la poussée démocratique a été parfois mal comprise des gouvernements, et la démocratie irritée, déçue, est faci-

lement devenue de la démagogie. D'où une politique ruthène extrêmement ardente et belliqueuse, politique qui n'est pas toujours conforme à l'intérêt de la démocratie en général et du nationalisme ruthène en particulier, et dont quelques exemples suffiront à éclairer l'histoire de la nation ruthène depuis trente ans.

De 1861 à 1873, les élections au Reichsrath n'ayant pour ainsi dire pas lieu, et la députation étant formée par des délégations des Diètes, la majorité polonaise tenait complètement à sa merci la nation ruthène. Celle-ci n'avait parfois aucun représentant galicien à Vienne (il n'y avait que quelques Ruthènes de Bukovine), et ne possédait d'autre moyen de protestation que les adresses et les pétitions. C'est ainsi qu'en 1868, les Ruthènes protestèrent contre la « *Résolution* » qui tendait à créer en Galicie une autonomie purement polonaise (1).

La *Résolution* galicienne ne fut pas adoptée, mais les Polonais obtinrent un ministre polonais dans le cabinet, un gouverneur polonais, une administration polonaise, et leur force vis-à-vis des Ruthènes ne fit que grandir.

Les Polonais observent cependant que les deux langues polonaise et ruthène, furent admises à la Diète, puis dans

(1) En 1848, les Ruthènes s'étaient fait représenter au *Congrès slave de Prague*. Que ferez-vous? leur demandait-on. — C'est bien simple, quand les Polonais proposeront une chose, nous demanderons le contraire. — Vraie ou fausse, l'anecdote répond assez à l'état d'esprit des Ruthènes. (V. E. Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, 2^e vol.).

les écoles et les tribunaux, que tous les emplois sont ouverts aux Ruthènes et que si les Polonais dominent dans ces emplois c'est que les Ruthènes sont encore insuffisamment cultivés, pour y tenir leur place (1).

Il y a donc, dans l'animosité des Ruthènes contre les Polonais, et jointe à leurs légitimes griefs vis-à-vis de la grande propriété, une part d'envie pour la supériorité culturelle des Polonais, supériorité qui est l'œuvre du temps et que les Ruthènes devraient s'efforcer d'acquérir par la patience et la persévérance.

Mais la colère semble l'emporter depuis trente ans. Une presse ardente, violente même, a pris naissance ; le *Dilo* est devenu le journal des « Oukraïniens » (1881), et mène une guerre très vive contre l'administration polonaise. En même temps la langue ruthène, par l'adjonction de mots et de tournures russes, s'est différenciée le plus possible du polonais.

Les Ruthènes réclament à Léopol une Université ruthène, et veulent que l'Université fondée au xvii^e siècle par les Polonais, dans une ville en majorité polonaise, devienne ruthène. Les quelques centaines d'étudiants ruthènes qu'on y trouve (sur 3.000), y ont obtenu cependant une dizaine de chaires ruthènes (2). Mais les Ruthé-

(1) Il y a 20 ans, les statistiques officielles annonçaient 90 % d'il-létrés dans la moitié des districts ruthènes (80 % chez les Polonais), et la situation ne s'améliore que lentement. (*Comptes rendus du Conseil scolaire galicien, 1908.*)

(2) Hruszewski, notable oukrainien, a été nommé professeur à l'Université de Léopol, quoiqu'il ne soit pas Autrichien.

nes veulent toute une Université, et quand les Polonais s'associent à leur demande et applaudissent à la sécession des étudiants ruthènes de l'Université (1901), ceux-ci poursuivent leurs manifestations contre l'université polonaise, puis se répandent dans les campagnes pour exciter les grévistes agraires (juillet 1902).

Il existe d'ailleurs en Bukovine, pays moitié ruthène et moitié roumain, une Université allemande ; les Ruthènes n'en réclament pas la propriété.

En 1880, lors du voyage si remarqué de François-Joseph en Galicie, lors des fêtes de Léopol et de Cracovie, les Ruthènes font entendre leurs protestations à l'Empereur contre l'hégémonie polonaise ; la lutte contre le polonisme devient pour la plupart, l'unique programme d'action. Ils sont pour la Russie, quand elle maltraite les Polonais (1) ; ils sont pour l'Allemagne, quand celle-ci imite la Russie.

Leur presse combat le *polonisme* partout ; elle dénonce son intolérance, ses ambitions ; elle signale le danger de l'idée *jagellonne* qui rêve d'une Pologne reconstituée de la Baltique à la Mer Noire, et la presse polonaise répond en prédisant le *danger oukraïnien* (2).

(1) Les Ruthènes approuvent la Russie quand elle veut distraire de la Pologne russe, à son profit, le district de Chelm, sous prétexte qu'il est ruthène. (*Dilo*, 5 mai 1989.)

(2) Querelles assez puérides et qui ne doivent guère retenir l'attention. Les brochures de Sembratowicz (rien de commun avec l'archevêque uniaste, toujours loyaliste vis-à-vis de l'Autriche), de Fedorczuk

Toutefois, un aliment est donné à ces querelles, des raisons sont fournies à cette colère inlassable. Le statut électoral de la Diète de 1861, met les Ruthènes dans une fâcheuse posture ; dans les curies de la grande propriété et des villes, les Ruthènes n'ont aucune chance de faire élire leurs candidats, et dans la curie des campagnes, le cens électoral et le vote à double scrutin sont pour eux une nouvelle cause d'infériorité (1).

Ce statut électoral est l'œuvre de Vienne, mais encore une fois, les Ruthènes ne peuvent rien contre Vienne et c'est aux Polonais qu'ils s'en prennent. Ceux-ci, à vrai dire, ne se hâtent pas de modifier le régime électoral, même lorsque intervient le nouveau règlement du Reichsrath qui le leur permet (1896). La violence des Ruthènes leur a aliéné une bonne partie de l'opinion polonaise ; on les traite en adversaires, et non plus en cadets, pour lesquels la bienveillance est toujours en éveil.

C'est ce que constate en juillet 1901, le député ruthène Barwinski, jadis partisan de l'entente, quand il dit que la majorité polonaise depuis 15 ans est systématiquement hostile aux réformes ruthènes. A la suite de cette déclaration, les Ruthènes quittèrent la Diète. C'était la guerre !

parmi les Ukrainiens, de Rawita Gawronski parmi les Polonais, doivent être lues surtout à titre de curiosité.

(1) La nation ruthène est encore en grande majorité un peuple campagnard, paysan ; c'est sa force et sa faiblesse. A la Diète, c'est un spectacle pittoresque que celui des députés paysans, vêtus de simples vêtements de laine brune, les cheveux lissés avec du beurre et coudoyant d'aristocratiques redingotes ou la robe des prélats.

Pendant tout l'hiver qui suivit, la presse ruthène prêcha la lutte, la préparation de la grève agraire. Le député au Reichsrath Romantchuk, était à la tête du *Comité exécutif*, qui se disait « Gouvernement provisoire ruthène », et que l'autorité toléra.

Le *Comité national* « érigé en organe de l'administration politique et nationale du pays, estime la grève nécessaire, utile... pour des raisons économiques, politiques, nationales... Dans l'état actuel des choses, notre peuple, dit-il, dans son Manifeste, principalement composé de travailleurs et surtout d'agriculteurs, ne possède aucun autre moyen de se libérer de la servitude que lui impose la noblesse polonaise. »

En fin de grève (août 1902), nouvelles circulaires du Comité exécutif qui demande des rapports sur les résultats de la grève, envoie des avocats pour défendre gratuitement les accusés... Les Comités de grève ne doivent pas se dissoudre, mais continuer une propagande secrète (1).

C'est donc une tentative en quelque sorte révolutionnaire, et qui s'inspire des grandes époques historiques de 1794, de 1830, de 1848, de 1863, époques où les Polonais luttèrent contre la germanisation ou la russification sans que les Ruthènes, encore endormis, parussent se douter de leurs efforts.

Depuis lors, la lutte n'a pas cessé, mais les grèves,

(1) Maurice Lair, *op. cit.*

trop peu efficaces, n'ont pas repris. Les étudiants par contre, ont poursuivi leur opposition violente à l'Université. En février 1907, à Léopol, ils ont tout brisé dans plusieurs salles, lacéré les portraits des recteurs, bâtonné un professeur (1).

Ces excès ont pour but évident d'attirer l'attention, d'obliger la presse européenne à tourner les yeux vers la Ruthénie lointaine. Ce but est atteint. Une lettre de Bjornsön (2), a dénoncé la conduite des Polonais à l'égard des Ruthènes et valu à l'écrivain norvégien, assez mal informé d'ailleurs, une foule de protestations polonaises (Paderewski, Sienkiewicz).

Le dernier événement capital de la lutte polono-ruthène a été l'assassinat du gouverneur André Potocki, par un étudiant ruthène (12 avril 1908).

Le comte Potocki, très grand propriétaire, diplomate habile et conciliant, ancien Maréchal de la Diète, avait succédé en 1903 au comte Pininski. Indépendant par sa fortune, dominant les partis par son expérience, acquise en pays étranger, plein de bonne volonté, André Potocki était certainement la victime la moins désignée aux rancunes des Ruthènes (3). Il avait disait-on, manifesté l'intention d'associer plus intimement les Ruthènes à

(1) Déclaration de 103 professeurs de l'Université de Léopol, 2 mars 1907.

(2) Parue dans le *Courrier Européen*, 26 octobre 1906.

(3) Ceux-ci lui reprochent cependant l'élection du dissident Dudi-kiewicz (v. plus haut).

l'administration galicienne, et avait notamment proposé de remplacer l'archevêque à la vice-présidence de la Diète, par le chef des Oukraïniens, M. Olésnicki, personnage plus actif, plus indépendant que l'archevêque Szeptycki.

Le meurtre du gouverneur Potocki, accueilli, dit-on, par d'inconvenantes manifestations (1) chez les Ruthènes n'a pas été suivi d'autres actes de violence, sauf des manifestations (manifestation en février 1909, pour le 40^e anniversaire de la Société *Prosvita*) et l'obstruction habituelle à la Diète (obstruction de septembre 1909 que les Ruthènes cessent sur la promesse de quelques gymnases nouveaux.)

Telle quelle, la question ruthène apparaît bien pour les Polonais de Galicie, comme la plus grave des temps présents.

Les prétentions ruthènes ne vont à rien moins qu'à scinder la Galicie en une partie purement polonaise, et en une autre qui deviendrait purement ruthène, par l'écrasement des éléments polonais (2).

(1) Des députés ruthènes à Vienne auraient télégraphié des félicitations à l'assassin. Celui-ci connaissait le comte Potocki, qui lui était venu en aide, dit-on. La peine de mort n'a pas été infligée au meurtrier, mais seulement dix ans de prison, qu'il expie dans de fort bonnes conditions à Stanislawow.

(2) Bujak (*Galicya. op. cit.*) voit l'avenir sous un jour mélancolique : Ce sera, dit-il, comme les Allemands en Bohême, les Prussiens en Haute-Silésie, repoussés respectivement par les Tchèques et les Polonais. On ne peut songer qu'à défendre ses positions, surtout que

Les écoles ruthènes (1), les paroisses uniates sont déjà plus nombreuses que celles des Polonais, et l'infériorité des Ruthènes quant aux gymnases, tient au nombre, encore faible, de leurs élèves d'enseignement secondaire (on compte 17.800 éèves polonais, 6.300 juifs, 5.900 ruthènes, dans les seuls gymnases).

Les propriétaires polonais, isolés dans une Galicie purement ruthène, pourraient eux aussi se ruthéniser, et l'élément polonais serait réduit à la partie occidentale, de beaucoup la moins grande de la Galicie.

La politique conseillée par les plus sages et les plus modérés des Polonais, consiste donc à donner aux Ruthènes les institutions nécessaires à leur développement normal, à multiplier, comme il apparaît déjà dans le budget du Pays, les subventions à celles de leurs œuvres susceptibles d'éduquer le peuple (comme les « Sicz » de gymnastes, les bibliothèques populaires, la société Proswita, les syndicats agricoles), malgré leur caractère étroitement chauvin.

Les fonctionnaires polonais ne devront jamais molester les Ruthènes, ni les juges montrer de la partialité.

En attendant que des gymnases soient édifiés pour les

l'on ne veut pas dénationaliser les Ruthènes. « Nous ne voulons pas empêcher leur développement, mais vivre en paix sur la même terre. »

(1) Les Polonais de Galicie ruthène ont 820 écoles pour 1.200.000 nationaux auxquels il faut ajouter un tiers de la population juive (soit 200.000). Les Ruthènes ont 2.200 écoles pour 3 millions d'habitants.

Ruthènes, des classes parallèles devront être créées dans certains gymnases polonais. On pourrait même instituer une Banque hypothécaire ruthène à Léopol, et de la sorte réaliser les vœux que les Ruthènes ont exposés en 1907, au baron Beck, président du conseil autrichien.

Mais nous ne voulons point capituler, disent certains Polonais. Il n'en est pas question ; il s'agit seulement de laisser à un peuple rival son libre développement. Mais en même temps, il importe que des efforts nouveaux soient tentés pour accélérer encore l'évolution du peuple polonais. Les progrès de l'agriculture polonaise, de l'industrie, du commerce, de l'instruction professionnelle, de l'éducation physique et morale, sont les meilleurs garants de la supériorité du peuple polonais, et cette supériorité produira plus d'effet vis-à-vis des Ruthènes, que la contrainte d'une administration partielle ou d'institutions surannées.

Une rivalité s'est établie entre les deux peuples pour accéder plus vite à une civilisation élevée ; cette rivalité peut être féconde en résultats heureux, si elle n'est pas exploitée, défigurée par les politiciens, toujours si nombreux dans les pays de démocratie naissante.

Quoi qu'il en soit, la poussée ruthène aura longtemps un caractère démocratique, presque démagogique, et son influence sera grande en Galicie, province où les traditions aristocratiques ont jusqu'ici prévalu (1).

(1) Les Ruthènes dominent une moitié de la Bukovine ; cette pro-

2^o La Question Juivé.

Plus ancienne que la question ruthène, la question juive semble aujourd'hui passée au second plan, malgré son importance. Les réclamations ruthènes ont une base plus large, elles sont plus vives, plus impérieuses, et leur solution paraît plus pressante ; les revendications juives, au contraire, moins bien fondées et moins ardentes, parce que plus anciennes, semblent laisser aux gouvernants de Galicie, tout le temps nécessaire pour y faire droit.

Depuis les temps lointains de Casimir le Grand, les Juifs ont fait de la Pologne leur terre de prédilection. Tolérés, parfois même, accueillis avec bienveillance, les Juifs depuis vingt générations, se sont glissés dans tous les rangs de la société, dans tous les rouages de la vie sociale, et ils font si bien partie intégrante du peuple galicien, qu'il ne serait pas aisé, aujourd'hui encore, de se passer de leurs services.

Ils étaient 317.000 en 1850, (7 0/0 de la population de la Galicie), 738.000 en 1890 (11. 0/0), et 811.000 en 1900 (11 0/0) (1).

vince n'en est pas moins la plus arriérée de l'Autriche. Nombreux aussi en Hongrie, les Ruthènes n'y ont aucune vie politique sérieuse, ils sont étroitement dominés par les Madgyars.

(1) Leur nombre a diminué dans la Galicie purement polonaise et surtout où se forme une petite bourgeoisie chrétienne capable d'occuper les fonctions de marchands et d'intermédiaires qui sont géné-

Il y a plus de trente ans qu'Elisée Reclus écrivait (1) :

« Près de la moitié de tous les Juifs autrichiens habitent la Galicie et la Bukovine ; or comme la plupart de leurs coreligionnaires de Pologne et de Russie se trouvent précisément massés dans les districts limitrophes, on peut vraiment considérer cette région centrale de l'Europe bien plus que la Palestine ou toute autre contrée du monde, comme le pays juif par excellence.

C'est le milieu de la toile dont l'araignée a tendu le fin réseau, sur tout le continent » (2).

Dans l'ancienne Pologne, les Juifs jouissaient d'une certaine autonomie, leurs congrégations formaient des corps politiques ; ils avaient une hiérarchie de districts, et bien souvent leurs rabbins rendaient la justice ; même le chef rabbin était nommé par l'Etat sur présentation des organisations juives (*Jewski Encyclopedia*, art. Galicia).

ralement celles des Juifs. Ainsi, en Pologne prussienne, qui ne compte plus que 4 1/2 % de Juifs, alors que la Pologne russe en compte 13 1/2 %.

(1) Elisée Reclus, *Géographie universelle*. Paris 1879.

Sur les mœurs juives en Galicie, voir les romans de Sascher Masoch (notamment *Ilau*) et de Marguerite Poradowska. Pour les Juifs de Pologne russe, le roman *Meir*, d'Elisa Orzeszko, la grande romancière polonaise (trad. par Kosakiewicz).

(2) Elisée Reclus dit encore : « Avant 1848, lorsque les Juifs étaient encore opprimés par la coutume et par les lois, ils augmentaient en nombre : maintenant leurs familles, toujours très riches en enfants et protégées contre la débauche par une morale sévère, essaient bien plus vite encore et deviennent graduellement maîtresses du pays. »

Joseph II agit, tour à tour, libéralement et autocratiquement avec les Juifs; ses successeurs annulèrent une partie des droits qu'il avait concédés à la nation juive (1). C'est ainsi que les Juifs ne pouvaient entrer dans les municipalités que dans la proportion établie parcelles-ci. A Léopol, il faut faire 30.000 florins d'affaires pour être inscrit; on s'efforce d'empêcher les Juifs d'envahir la ville, par une taxe prohibitive.

A certains moments, on interdit aux Juifs les professions de médecins et de pharmaciens et l'on met des entraves au commerce des boissons exercé par les Juifs, sans efficacité d'ailleurs.

En 1848, les Juifs profitent de la liberté passagère; trois des leurs sont députés de Galicie au Parlement de Kremsier. Mais la réaction de Bach (1850-60), suit bientôt, et en 1853, on interdit aux Juifs d'acquérir des terres. Il leur est défendu souvent d'installer boutique hors de leur quartier, et Léopol demande que leur nombre, dans le Conseil de la ville, soit restreint à 15 0/0.

La Constitution de 1867 ne reconnaît pas ces exceptions et les Juifs aujourd'hui figurent sans limitation dans toutes les assemblées politiques. Toutefois, les Galiciens ont obtenu, que contrairement à la loi de 1883, leurs écoles primaires ne soient pas nécessairement de la religion des enfants formant la majorité, ce qui évite l'existence d'écoles juives d'Etat (2). A part cela les Juifs sont des

(1) *The Jewish Encyclopedia*, loc. cit.

(2) Les écoles juives privées étaient 1.200 en 1866, 1.000 en 1884

citoyens comme d'autres, et l'on peut dire que les avantages ou les désavantages qu'ils ont dans la Société tiennent moins aux lois qu'aux mœurs et aux rivalités sociales.

La vie des Juifs en Galicie a des reflets de splendeur brillante et de misère profonde. En haut de l'échelle, un certain nombre de millionnaires qui s'installent dans les grands domaines polonais, que bien souvent. Ils ont contribué à hypothéquer ; alors leur esprit autoritaire, dépasse tout ce que l'on a pu reprocher aux aristocrates les plus endurcis (1). Au milieu, une classe bourgeoise de marchands, de médecins, d'avocats, aux tendances diverses, parfois hostiles ; incapables, souvent de s'affranchir des préjugés talmudiques, de l'esprit étroit de la « *Chedery* », ils se tournent volontiers vers le Sionisme et plus rarement vers l'entente avec les chrétiens.

Au bas de l'échelle enfin, un prolétariat misérable, un

et sept à huit cents aujourd'hui. Ces « *Chedery* » enseignent surtout le Talmud, elles sont des foyers d'hostilité à la culture occidentale.

(1) Les Juifs possèdent un neuvième de la grande propriété (300.000 hectares) ; il y avait en 1902, sur 2.430 grands propriétaires, 433 Juifs (18 %). En outre, 800 fermiers de grandes propriétés (sur 1.600) sont des Juifs, ainsi que 30 % des intendants (sur 4.000). Depuis des siècles, le grand seigneur polonais est habitué aux services des Juifs, au point de s'en passer difficilement. Pour vendre les récoltes, les bois, la terre, quand le noble est pressé d'argent ; pour prêter, emprunter au nom du seigneur, hypothéquer, gager, le Juif est toujours là. Son aptitude aux affaires, opposée à la simplicité de tant de paysans et à la légèreté des gentilhommes d'autrefois, a fait tout le secret de sa force. L'instruction chez le peuple et le sentiment du devoir chez le noble peuvent seuls modifier cette situation.

grouillement d'êtres humains qui portent toutes les tares de la misère, dans leurs vêtements informes, sur leurs figures maigres et blêmes, sur leurs pauvres corps décharnés et cependant si résistants à la fatigue et si fortement empreints de la marque indélébile de cette race antique.

Ce prolétariat, ces 700 000 Juifs qui sont boutiquiers, commissionnaires, courtiers, cabaretiers, régisseurs, qui vivent en intermédiaires et ne peuvent se passer d'un « terrain d'exploitation », tel est l'élément dont l'existence complique le plus la question juive, au point même d'en être la base et le fondement (1).

Aujourd'hui, en effet, que le paysan chrétien peut voyager, que l'instruction est à sa portée, il arrive de plus en plus qu'il devienne commerçant ou intermédiaire et marche de la sorte sur un terrain où jusqu'ici les Juifs ne rencontraient que les leurs, et dont ils se croyaient les maîtres par une longue possession d'état (2).

C'est une des revendications les plus ardentes des Juifs

(1) Il n'y a guère que 2 à 3.000 Juifs qui s'adonnent à la petite agriculture ; ce sont les *Karaïtes*, dissidents de la tradition talmudique (ils s'en tiennent à la Bible) ; ces Karaïtes vivent aux environs de Halicz, au centre de la Galicie orientale.

(2) Des banques, surtout les banques rurales, des capitalistes, de grands propriétaires encouragent les paysans dans cette voie, particulièrement en pays polonais. C'est une œuvre qui est considérée comme humanitaire et patriotique et à laquelle, discrètement, plusieurs membres de la vieille aristocratie consacrent des sommes importantes, en fondant des sociétés commerciales (*Spolki*) chrétiennes.

radicaux que le monopole du commerce. Nous avons toujours vécu du commerce, disent-ils, nous n'avons pas d'autre aptitude, qu'on nous assure la possession paisible de cet unique moyen d'existence. (Bujak ; *Galicja*),

Les Juifs formeraient ainsi une corporation d'un nouveau genre, jouissant de privilèges exorbitants ; ce serait une sorte d'Etat dans l'Etat, ce que beaucoup de Juifs désirent d'ailleurs, lorsqu'ils se disent *Sionistes* ou simplement nationalistes (1).

La question juive a donc en Galicie une gravité particulière, gravité que l'on peut soupçonner, mais dont toute l'étendue n'apparaît que sur les lieux mêmes.

11 % de Juifs mêlés à la population et représentant même 30 et 35 % de cette population dans la plupart des villes (2), un costume spécial qui fait reconnaître le juif

(1) Aux élections de 1907 pour le Reichsrath, les Juifs polonisants ont dû se distinguer des Sionistes ; ils ont pris le nom de *Juifs nationaux polonais* (mais en dehors des partis polonais). M. Löwenstein, l'un des Juifs les plus polonisants, parle généralement « au nom de la Société juive » et réclame pour ses coreligionnaires des mandats purement juifs.

(2) D'après Glombinski, sur un ensemble de 58 villes dépassant 5.000 habitants en 1900, et formant une population de 762.000 habitants, on compte : 257.000 catholiques, 212.000 uniates et 284.000 juifs.

D'après les statistiques de 1900 :

Léopol avec 159.000 habitants comptait 43.000 juifs, Cracovie 43.000 juifs (46.000 hab.) ; Kolomea 16.000 (34.000 hab.) ; Brody 11.800 juifs (17.300 hab.). Dans cette ville, particulièrement juive, la proportion est de 67 %. Ce n'est d'ailleurs pas la seule où les Juifs ont la majorité sur les Polonais et les Ruthènes réunis ; on peut

à première vue, costume imposé par la religion et symbole de la pérennité judaïque, un langage bizarre, une religion souvent étroite, une expérience du commerce qui semble atavique, une patience, une humilité (feinte parfois), une persévérance que rien ne rebute et qui jure avec l'indolence slave, une solidarité étroite enfin, soutenue par la grande richesse d'une élite, tels sont les éléments de force et de faiblesse des Juifs, et les causes de l'antagonisme vivace que les siècles n'ont pu affaiblir, entre cette race et les peuplés au milieu desquels elle vit.

« On comprend, écrit encore Elisée Reclus, que ces multiitudes d'Israélites sans patrie, sans attache directe avec le sol et les populations indigènes, d'ailleurs presque toujours disposées à professer l'opinion qui rapporte, c'est-à-dire celle des maîtres politiques, sont une grande cause d'affaiblissement pour le parti de l'autonomie polonaise ou ruthène. »

C'est précisément le point qui nous intéresse dans cet ouvrage trop court et trop spécial, pour comporter une étude complète de la question juive en Galicie.

Les Juifs sont-ils opposés à l'autonomie de la Galicie où sont-ils au contraire centralistes, c'est la question que nous essaierons de mettre en lumière.

Evidemment, tant que les Juifs s'efforceront de constituer un Etat dans l'Etat, tant qu'ils seront Sionistes, se

encore citer Kolomea, Zloczow, Buczacz, Gorlice, Sanok, Chrzanow, Rawa, Kalusz, sans compter d'autres comme Stanislawow et Tarnopol où ils approchent de la majorité.

considérant comme « chez eux » en Galicie, et souffrant d'une domination étrangère, tant qu'il en sera ainsi les Polonais et les Ruthènes ne seront pour eux que des adversaires, dont ils combattront l'hégémonie, hégémonie qui ne ferait que peser plus lourdement le jour où la Galicie obtiendrait une complète autonomie.

Dans ces conditions, les Juifs trouvent à propos d'en appeler de Léopol à Vienne, et penchent volontiers vers le centralisme.

On ne peut oublier d'ailleurs, qu'au cours du dernier siècle ils se sont montrés germanophiles et que même sous le régime constitutionnel, alors que l'Autriche entraînait résolument dans les voies du fédéralisme, le célèbre groupe parlementaire de la « *Gauche libérale allemande* » était le puissant allié des Juifs.

Mais il se pourrait dit-on, que les Juifs devinssent assimilables, renonçant comme ils l'ont fait ailleurs à se distinguer des autres citoyens par leur costume, leurs occupations, leurs tendances. Cette opinion émise autrefois, abandonnée et reprise tour à tour, paraît séduisante pour certains. M. Fr. Bujak, dans son livre si intéressant sur la Galicie (Voy. *Galicya*, op. cit.) n'est pas éloigné de croire à une assimilation possible.

Les Polonais, dit-il, notamment, ne sont pas une race si pure ; ils trouveraient dans l'union avec les Juifs, bien des qualités qu'ils n'ont pas. Beaucoup de Polonais d'ailleurs, n'ont-ils pas du sang juif dans les veines — et réciproquement. On reproche aux Juifs leur esprit

mercantile ; qu'ils cessent de se spécialiser dans le commerce, qu'on facilite pour eux l'accès de toutes les professions et cet esprit changera. Au contraire, on les isole, on les pousse au particularisme.

Ne forment-ils pas des « *Kahal* », des communautés juives séculaires, sortes de communes ayant des pouvoirs administratifs. Qu'on supprime cette petite autonomie administrative, qu'on rattache les Juifs au village qu'ils habitent et qu'on ne laisse au *Kahal* qu'une autorité religieuse... (1)

Dans les tribunaux, les écoles et l'armée, les Juifs sont encore à peu près exclus à cause des serments ou des prières.

D'autre part, il faudrait s'efforcer de rendre commune la vie économique ; le Juif ne devrait plus se confiner dans son cabaret ou sa boutique ; il renoncerait ainsi à n'être parmi les chrétiens qu'un simple homme d'affaires.

Et retournant la question, M. Bujak se demande ce que les juifs ont fait pour se rapprocher des chrétiens et faciliter l'assimilation.

Bien souvent ils restent fidèles à leurs écoles primaires (2), et s'ils vont dans les gymnases de l'Etat, c'est

(1) M. Szymanski, penseur et écrivain, longtemps exilé en Sibérie, nous a dit ne plus partager cette espérance d'assimilation, après l'avoir gardée de longues années.

(2) Le « *Hilfsverein* » du Baron Hirsch, fondé à Vienne en 1902, par un legs de cent millions de ce riche financier, vient en aide aux

qu'ils n'en ont pas qui leur appartiennent. D'ailleurs il n'est peut-être pas très souhaitable qu'ils se mêlent aux chrétiens. Déjà dans les gymnases leur nombre est beaucoup plus que proportionnel (19 0/0) à la place qu'ils tiennent en Galicie; dans ce pays, pauvre cependant, (mais comme partout ailleurs), les Juifs fournissent à l'enseignement secondaire un très grand nombre d'élèves, ce qui s'explique par ce fait que les Juifs dédaignant l'agriculture et la plupart des métiers, sont obligés de se préparer au commerce ou aux professions libérales (1).

Les Universités ont la même pléthore d'élèves juifs, et 23 0/0 des médecins en Galicie appartiennent au judaïsme. Déjà malgré un certain ostracisme, les Juifs figurent pour 13 0/0 dans les fonctions gouvernementales ou provinciales; or leur nombre n'est que les 11 0/0 de la population totale de la Galicie.

De la sorte M. Bujak semble accumuler les arguments contre l'assimilation des Juifs, et renoncer à l'opinion favorable qu'il avait tout d'abord, de cette difficile entreprise.

Mais quelles sont les positions occupées par les Juifs en Galicie — et quelles difficultés pourraient ils faire

écoles juives de Galicie. La Diète, au contraire, subventionne les écoles de la Société juive Goldmann, favorable à l'assimilation.

(1) Il y a 24 % d'élèves juifs dans les gymases et 23 % dans les écoles réales, en 1908. Cette proportion a augmenté depuis 1890, elle n'était respectivement que de 18 et 21 % (*Compte rendu du Conseil scolaire de Galicie*. Léopol, 1909).

surgir contre le maintien de l'hégémonie polonaise ou contre la réalisation de l'autonomie de la province?

Le *Sionisme* est le groupement juif qui représente aujourd'hui l'hostilité la plus forte aux pouvoirs établis en Galicie. Il provient on le sait de la déformation d'une idée déjà fort ancienne et qui plus d'une fois mit aux prises les Juifs les plus éminents du monde entier (1).

Les Sionistes de Galicie n'ont pas voulu suivre Théodore Herzl à la recherche « d'un asile publiquement et légalement assuré aux Juifs » (2); ils ont pensé que cette recherche serait bien inutile pour des gens qui depuis six siècles sont fixés dans la même contrée.

Hostiles à l'entente, et surtout à l'assimilation avec les Polonais et les Ruthènes, ils sont d'abord entrés en lutte avec l'*Alliance des frères*, société favorable à l'assimilation (3).

(1) Intransigeants, les Sionistes n'acceptent le nom, ni de Ruthènes, ni de Polonais; mais comme la nationalité juive n'est pas reconnue en Autriche, certains d'entre eux s'inscrivent à l'Université de Léopol, comme turcs ou arabes!

(2) On sait que Herzl se présenta à l'empereur d'Allemagne lors du voyage fastueux que celui-ci fit en Palestine en 1897; il voulait l'intéresser à un projet de chemin de fer et de colonisation juive dans la vallée de l'Euphrate.

Herzl, Max Nordau et leurs adeptes n'ont pas eu jusqu'ici de succès. Les Congrès sionistes ont toujours lieu; le dernier tenu à Hambourg a opposé les juifs allemands et les juifs polonais, ceux-ci ne connaissaient d'autres sionismes que la conquête politique et sociale de la Pologne.

(3) Les Sionistes sont généralement hostiles au « Kahal » à la commune juive qui a un caractère officiel reconnu et dont les dirigeants

Aujourd'hui, ils ont dix journaux, dont quatre en langue polonaise, tous contraires à l'assimilation, sauf *Jednoc* de Léopol (*l'Union*).

Mais, en définitive, il ne semble pas que les Juifs soient aujourd'hui beaucoup plus puissants que jadis et qu'ils constituent un grave danger pour les Polonais ou pour l'autonomie de la Galicie ; en tout cas, leur puissance et leur rôle a grandi bien moins vite que celui des Ruthènes.

Les Juifs comptent peu à la Diète, où les plus distingués d'entre eux collaborent du reste à l'œuvre des Polonais ; au Parlement, ils sont tenus en échec par la formidable opposition des Sociaux-Chrétiens, le parti le plus puissant du Reichsrath (1).

Seuls de tous les partis, les Juifs n'ont pas déposé de projet de réforme électorale, et s'ils ne se désintéressent pas de la question, on peut dire qu'ils en sont plutôt les spectateurs attentifs, prêts à profiter des circonstances et à se faire payer leur concours, s'il y a lieu.

L'avenir dira, si l'alliance, déjà faite dans certaines villes avec les Polonais, se développera (2), ou si, au con-

s'entendent souvent pour les élections politiques avec les partis polonais.

(1) Voir dans les *Annales des Sciences politiques* 1896 : le Ministère Badeni, par Blociszewski, où l'auteur donne une classification des Antisémites.

(2) En 1908, un Institut théologique juif a été ouvert à Léopol ; il doit instruire les prêtres et les instituteurs juifs et donner un enseignement progressiste en opposition avec celui de la secte chasidique, si répandu, et qui se borne étroitement au Talmud.

traire, l'aide prêtée par les Sionistes aux Ruthènes, dans leur lutte contre les Polonais, deviendra plus large et plus efficace. Les deux solutions sont intéressantes pour les Juifs, et sans doute elles seront poursuivies concurremment ; mais elles entretiendront les divisions au sein de la nation juive (1).

3^e L'Avenir de la Diète.

Les questions nationales sont évidemment les plus graves pour la Diète de Galicie, comme elles le sont pour le Parlement autrichien. Trois nationalités se disputent l'influence dans le pays, et quoique l'une d'elles soit demeurée jusqu'ici la plus puissante, on peut se demander si, d'année en année, l'hégémonie polonaise n'ira pas en s'affaiblissant.

C'est tout naturellement à la Diète que se manifesteront ces tendances.

La Diète a d'abord été, fatalement, l'organe exclusif des Polonais. Représentation des quatre Etats : clergé,

(1) Le nombre des Juifs a diminué de 7 0/0 en Galicie polonaise depuis dix ans ; il s'est maintenu au contraire en Galicie ruthène. A mesure que les carrières commerciales sont envahies par les chrétiens les Juifs ont tendance à reculer. Ils quittent le pays, ils émigrent en Amérique. Il se pourrait ainsi, avec le temps, que leur nombre diminuât, même en Galicie orientale. M. Rayski, l'un des plus anciens députés de la Diète et des plus expérimentés n'est pas loin de penser ainsi.

grande noblesse, petite noblesse et villes, elle ne pouvait en effet renfermer que des Polonais. Mais à cette époque, l'Assemblée n'était qu'un organe « postulateur », et le régime autoritaire de Metternich (1815-1848) ne lui laissait qu'une bien faible influence dans la province.

Le statut de 1850 modifia quelque peu la situation. La Diète avait des sessions plus longues et plus régulières ; la *Commission administrative* émanant de son sein exerçait d'une façon permanente une surveillance utile sur les affaires du pays ; les attributions mêmes de la Diète étaient élargies, et quoique l'administration demeurât allemande, le gouverneur (Agénor Goluchowski) était cependant polonais.

L'ère constitutionnelle de 1861 ne fut pas favorable à l'autonomie galicienne (surtout jusqu'à l'année 1868) ; les garanties constitutionnelles établies par la *Patente du 26 février 1861* maintenaient la prédominance du centralisme allemand ; le Parlement, puissance plus moderne que l'absolutisme et sans cesse rajeunie par des élections successives, suivait toutes les impulsions de la majorité allemande.

Mais ces élections, tout en affirmant le triomphe du germanisme, donnaient une importance nouvelle aux Diètes locales. Les Diètes, en effet, nommaient leurs représentants au Reichsrath et la délégation de Galicie notamment, composée des hommes les plus éminents de l'Assemblée de Léopol, ne manquait pas de jouer un rôle considérable au Reichsrath, où sa cohésion et

sa forte discipline lui assuraient une large influence.

La lutte contre le germanisme de 1860 à 1868, puis les tentatives répétées en faveur de l'autonomie, de 1868 à 1873, ces treize années de combats pendant lesquelles la Galicie ne se fait entendre que par la voix des Polonais au Parlement, dans la presse, dans les conseils du gouvernement et même à la Diète (où les Ruthènes n'étaient qu'une minorité insignifiante), cette période de transformations politiques apparaît comme un combat entre la Galicie et Vienne (attaquée déjà par les Madgyars et les Tchèques), combat dans lequel les Polonais représentent la Galicie et confondent leur cause avec la sienne.

L'année 1873 marque tout à la fois un avantage et un désavantage pour les Polonais. Le ministère Auersperg-Andrassy (centraliste) fait voter la réforme du 2 avril, d'après laquelle l'élection du Reichsrath est donnée au corps électoral lui-même et non plus aux Diètes provinciales. Les districts purement ruthènes de la Galicie pourront ainsi envoyer quelques représentants à Vienne alors que dans la Délégation de la Diète ils ne pouvaient généralement espérer aucune voix.

La représentation de la Galicie à Vienne cessait donc d'être purement polonaise, les Ruthènes pouvaient y protester contre l'hégémonie de la nationalité dominante en Galicie ; mais, d'autre part, une sorte d'accord intervenait entre le *Club polonais* et le gouvernement autrichien, et celui-ci consentait à la Galicie certains avan-

tages et certaine liberté d'action qui devaient avant tout profiter aux Polonais.

Le ministre de la Galicie à Vienne était un Polonais, le gouverneur du Pays était un Polonais, le Maréchal de la Diète également, et cette Assemblée était entièrement dominée dans son œuvre par l'esprit polonais.

Nous avons démontré dans l'exposé des réformes opérées par la Diète, de 1873 à 1890, que les intérêts polonais n'ont pas été l'unique souci de la majorité au pouvoir ; les écoles ruthènes ont été développées aussi rapidement que les écoles polonaises, les travaux publics ont été accomplis (dans les limites assez restreintes du budget) en pays ruthène comme en pays polonais, et si l'élément polonais a profité le plus des réformes réalisées, c'est que son développement matériel et intellectuel plus avancé le lui permettait.

Mais, *l'opposition des Ruthènes* devenait plus grande, et c'est peut-être à ce fait, autant qu'à la bienveillance du gouvernement pour les Polonais, que l'on doit l'abandon à peu près complet des projets d'autonomie, rédigés autrefois par la Diète.

Cette opposition ne fit que se fortifier. Les tentatives de conciliation du comte Badeni en 1890, les concessions faites aux Ruthènes (auxquels on accorda de nouvelles écoles et de nouveaux gymnases), excitèrent leurs exigences, en même temps que les sociétés patriotiques, en développant l'instruction et la presse chez les Ruthènes, renforçaient leur importance politique.

C'est depuis quinze ans surtout, que l'action de la Diète s'est modifiée, sous l'influence des événements. L'assemblée qui jusqu'alors concentrait tous ses efforts contre le pouvoir central, dont elle voulait obtenir des subventions des travaux utiles pour le pays, ou une participation plus large dans les impôts d'Etat; cette assemblée qui ne connaissait que les rivalités des partis polonais, conservateurs et démocrates, a vu depuis quinze ans se développer dans son sein, ces redoutables questions nationales, qui rendent le travail des Diètes à peu près insignifiant, dans les pays tchèques en particulier. Absorbée jusque-là dans son œuvre réformatrice, l'Assemblée de Léopol a dû, ou bien, s'interrompre par moment, ou bien tenir compte des exigences des partis nouveaux.

L'établissement d'un *suffrage universel partiel* en 1896, par la création d'une cinquième curie électorale, n'a fait que précipiter cette évolution. La Diète de Galicie, sans doute n'a pas changé son statut électoral, elle est demeurée fidèle au vieux système des quatres curies (grande propriété, villes, campagnes et chambres de commerce), mais le nouveau régime du Parlement a augmenté, dans cette assemblée, la représentation ruthène, et donne plus de poids à ses réclamations.

En outre, les élections générales de 1897 et celles de 1901, rendues nécessaires par la dissolution du Reichsrath (lors de l'obstruction tchèque) (1) ne firent qu'agiter

(1) Les Tchèques auraient déposé plus de 4.000 demandes d'inter-

le pays et surexciter les éléments démagogiques ; une sorte de mobilisation des forces Ruthènes s'accomplit sous la direction d'agitateurs professionnels, et de véritables désordres se produisirent dans la province.

Les partis à la Diète ne demeurent pas indifférents à cette agitation. Les *Populistes* polonais se sont déclarés amis de la démocratie ruthène (Stojalowski, puis Stapiński), et ils ont vu leurs forces grandir ; les *Démocrates* jusqu'alors préoccupés uniquement des villes, sollicitent plus vivement les suffrages des électeurs campagnards ; et les *Conservateurs* eux-mêmes cessent de planer un peu dédaigneusement, au dessus des foules, pour comprendre la réalité des faits, et fonder un nouveau parti (*Podolien*) plus apte à réaliser les vœux des Ruthènes (1).

Mise en présence de réclamations, auxquelles les Ruthènes veulent garder — au moins en apparence — un caractère social plutôt que national, la Diète depuis dix ans a multiplié ses œuvres démocratiques. Les écoles, les services d'assistance, les services sanitaires, le crédit agricole, les assurances, tout à été réalisé ou entrepris, avec un hâte plus grande.

Les grèves de 1902 ont révélé la misère des paysans, l'indifférence ou l'incapacité de certains propriétaires,

pellation sur les sujets les plus futiles ; en outre, ils demandaient à chaque instant l'appel nominal. (G. Kolmer, *Revue politique et parlementaire*, 1900, 10 juillet.)

(1) Les conservateurs de la Galicie podolienne (ruthène) ont pour chef le Comte Starzynski, jurisconsulte, vice-président du Reichsrath.

en matière agricole, et la nécessité de réformes profondes dans le régime d'amodiation des terres, dans l'enseignement professionnel et même dans le système d'impôts, (de manière à ne plus accroître les centimes additionnels).

C'est à ces préoccupations qu'a obéi la Diète, en multipliant ses subventions aux écoles professionnelles, en développant l'enseignement primaire, en contractant des emprunts pour les travaux hydrauliques, en votant une annuité en faveur des chemins de fer d'intérêt local, et en préparant la réorganisation du service vicinal. La suppression du privilège de « *propination* » et la limitation du nombre des cabarets concourent au même but : atténuer les rivalités nationales par une politique économique favorable aux masses populaires.

Ce programme politique et social se poursuit, présentement encore, mais il n'est pas certain qu'il réponde au but poursuivi.

Si les Polonais habitaient exclusivement une partie de la Galicie, laissant l'autre aux Ruthènes, ils ne se résigneraient pas néanmoins à perdre toute autorité dans la Galicie ruthène. Bénéficiant depuis longtemps d'un état de fait privilégié, les Polonais n'y renonceraient que par la contrainte, d'autant plus que leur renonciation entraînerait le partage de la Galicie et la fin de cette unité politique et administrative qui peut jouer un rôle important dans la monarchie (1).

(1) En Bohême, quoique les territoires allemand et tchèque, soient

Mais la situation est bien différente. Les Polonais occupent à peu près seuls la Galicie occidentale et ils ont en outre 1.200.000 compatriotes dans la Galicie ruthène (en face de 3 millions de Ruthènes). Deplus, 600.000 Juifs, dont beaucoup penchent vers le polonisme, habitent dans les mêmes limites. La plupart des villes sont plus polonaises que ruthènes, et des districts entiers en pleine terre ruthène (Skalat Trembowla, Buczacz, Czortkow) sont presque aussi polonais que ruthènes.

Si les villes sont généralement polonaises, si les fonctions publiques et les professions libérales sont souvent occupées dans les bourgs par des Polonais, il faut tenir compte encore de la grande propriété polonaise, qui couvre environ 28 0/0 de la Galicie ruthène.

A côté des 3735 communes de cette partie de la Galicie, se trouvent deux mille grands domaines fonciers, sur lesquels vivent les propriétaires avec leur famille, leurs nombreux domestiques, leurs employés, leurs ouvriers. Les trois quarts de ces domaines sont polonais, les propriétaires y remplissent les fonctions d'officiers de police judiciaire, les fonctions administratives du maire (*wojt*), et le territoire qu'ils possèdent est une véritable com-

assez nettement séparés, les Tchèques s'opposent à toute division du territoire, entre les Allemands et eux mêmes. La Bohême compte 121 districts tchèques, 80 allemands et seulement 19 mixtes (c'est-à-dire ayant une minorité ethnique d'au moins 1/10); les 19 districts ne possèdent qu'une population de 367.000 habitants sur un total de 5.300.000 habitants (dont 4.800.000 Allemands). D'après G. Kolmer, *op cit.*

mune (*o'szar dworski*), analogue au village voisin (*gmina*), mais indépendante de lui (1).

De la sorte, les Polonais gardent une importance véritablement grande en Galicie ruthène, et comme ils possèdent la richesse et l'influence intellectuelle, comme ils dominent à Léopol, la capitale, on s'explique leur situation privilégiée dans la Diète du pays, situation qui ferait envie aux Ruthènes qui leur semblerait incompatible avec l'esprit démocratique et avec l'intérêt de leur nationalité, même si les Polonais avaient toujours observé une impartialité idéale vis-à-vis des Ruthènes.

La réforme électorale qui sera prochainement soumise à la Diète, apportera nécessairement quelques changements dans la composition de cette assemblée ; l'esprit de la Diète, son action dans le pays, et sans doute aussi, son influence extérieure seront modifiés.

La nécessité d'accorder certaines satisfactions aux partis démocratiques et ruthènes, s'impose à l'esprit de tous, et l'on peut s'attendre à ce que la Diète renferme désormais des éléments plus populaires, plus radicaux et sans doute aussi d'une culture moins développée.

Toutefois, la réforme prochaine ne saurait donner la majorité aux Ruthènes, ni même aux partis « populistes » coalisés ; il semble qu'elle doive apporter plus d'influence

(1) On parle de réunir ces domaines aux communes voisines ; certains grands propriétaires deviendraient maires de l'agglomération totale et influenceraient le pays dans l'esprit polonais ; mais le contraire aussi pourrait se produire.

aux nationaux-démocrates polonais, dont le programme réformiste se rapproche de celui des populistes et qui trouveront en outre, des alliés, chez certains conservateurs d'esprit libéral. L'hégémonie du parti conservateur aristocrate faisant place à la prédominance des démocrates bourgeois, il est probable que les populistes (Stapinski et Bojko) deviendront simplement l'aile gauche de ce parti national-démocrate, et qu'ils n'oublieront pas eux-mêmes leur caractère « national ».

De la sorte, et jusqu'à ce qu'un suffrage universel niveleur, égalitaire, soit adopté en Galicie ruthène, la supériorité numérique des Polonais se maintiendra à la Diète et au Parlement (1).

Peut-on croire, d'ailleurs, que ce système électoral simpliste s'impose enfin, dans un pays divisé entre plusieurs races, comme il s'impose dans les nations unitaires, où les habitants de même race ne sont séparés que par leurs opinions politiques et sociales ? Les minorités polonaise et juive, si nombreuses et si riches, en Galicie orientale, pourront-elles jamais être sacrifiées ?

On demeure perplexe sur ce point et même sceptique. On aime mieux croire qu'un *cadastre national* interviendra quelque jour, faisant sa part à chacun des trois peuples en présence, quoique cette barrière élevée entre

(1) Au Reichsrath cinq Ruthènes de Bukovine renforcent leurs congénères de Galicie, tandis que 3 ou 4 députés polonais de Silésie orientale, votent avec le Club polonais.

les nationalités rende impossible, dans l'avenir toute assimilation. (Opinion des Vieux Démocrates comme M. Rutowski) (1).

On pense aussi que la représentation proportionnelle pourrait peut-être jouer un rôle conciliateur. Le vieux cadre des districts (*pouiaty*) politiques et administratifs serait élargi; réunis en *départements*, ces districts procéderaient aux élections par le scrutin de liste, et les Polonais comme les Ruthènes pourraient dans chacune des divisions nouvelles, présenter une liste qui obtiendrait un nombre de mandats proportionnel au total des voix qu'elle recueillerait.

La nation juive pourrait aussi, par ce système, avoir une représentation proportionnelle à son importance. Quel que soit d'ailleurs le régime électoral adopté dans l'avenir, le rôle des Juifs sera considérable, selon qu'ils deviendront les alliés des Polonais ou des Ruthènes.

Mais le système de représentation proportionnelle est trop égalitaire, il va à l'encontre de trop d'intérêts anciens et toujours respectables, pour que l'on songe à l'établir maintenant....

La nouvelle Diète renfermera des éléments ruthènes

(1) Le parti de l'entente polono-ruthène est demeuré assez puissant pendant de longues années. Le ruthène Merunowicz, siégeait à Vienne dans le Club polonais et le poète Kostecki, chantait aussi l'union. Mais depuis dix ans les inimitiés ont grandi entre Polonais et Ruthènes.

et populaires sans doute, plus nombreux ; ce sera leur œuvre, de poursuivre plus rapidement encore, s'ils le peuvent, les réformes économiques et administratives entreprises par l'assemblée de Léopol, et d'éviter les querelles inutiles et l'obstruction décevante, dont les résultats sont le plus souvent négatifs. L'éducation progressive des classes populaires juives ou chrétiennes, grandira plus sûrement leur importance politique et sociale, que les vaines agitations et les brutales oppositions.

La Diète de Galicie qui depuis un demi-siècle a contribué si puissamment à relever le pays, à le tirer de l'abandon profond où l'avait laissé une domination étrangère, qui a répandu l'instruction, multiplié les œuvres sociales et contribué à donner à deux nationalités slaves une liberté politique qu'elles n'ont pas dans les deux empires voisins, la Diète de Galicie pourra poursuivre, dans un esprit toujours plus moderne, son œuvre de progrès et de civilisation.

Vu : Le Doyen,
Ch LYON-CAEN.

Vu : Le Président de la Thèse,
E. CHAVEGRIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

Parmi les histoires des partages de la Pologne, et de la Galicie à ses origines, on peut citer :

J. Lelewel. -- Le règne de Stanislas Auguste ; Varsovie 1847.

Le prêtre *W. Kalinka.* — Les dernières années de Stanislas Auguste, 2 vol. ; Varsovie, 1868.

H. Schmitt. — Les Fastes polonais, XVIII^e et XIX^e siècles ; Varsovie, 1866.

— Le règne de Stanislas-Auguste, 4 vol. 1868-1884 ; Varsovie.

J. Kraszewski. — La Pologne au temps des trois partages, 3 vol. (Cracovie. 1873-75).

Professeur Szujski (de Cracovie). — Histoire de la Pologne jusqu'en 1795 ; Cracovie, 1882.

Oswald Balzer (prof. à Léopol), — Réformes sociales et politiques de la Constitution du 3 mai 1791, Léopol, 1893.

Sans parler des ouvrages en d'autres langues que le polonais, sur ce même sujet (1).

(1) Nous ne donnons pas en polonais, ni en ruthène, le titre des ou-

Les ouvrages d'histoire traitant de la période postérieure et plus particulièrement de la Galicie sont très nombreux.

T. Morawski. — L'histoire de la nation polonaise, tom. VI. (La Pologne sous la domination étrangère), Posen, 1872 jusqu'à l'année 1834 seulement).

A. Lcwicki. — Esquisse d'histoire polonaise, revue par H. Mosicki ; Varsovie, 1907.

Daniel Lévy. — L'Autriche-Hongrie, ses institutions et ses nationalités ; Paris, 1871.

Louis Asseline. — Histoire de l'Autriche depuis la mort de Marie-Thérèse ; Paris, 1877.

Louis Léger. — Histoire de l'Autriche-Hongrie, 4^e édit. ; Paris, 1895.

Seignobos. — Histoire de l'Europe contemporaine (1815-1896) ; Paris, 1896.

Ernest Denis. — La Bohême depuis la Montagne Blanche, 2 vol. ; Paris, 1903.

Les Histoires allemandes, surtout celle de Springer, (point de vue allemand) sont très utiles pour la période qui s'étend jusqu'à 1860.

Les Traités généraux de droit public autrichien intéressent naturellement la Galicie, citons :

Mischler et Ulrich. — Manuel de Droit politique (auquel des juristes polonais ont collaboré, notamment Starzynski), 2 vol. ; Vienne, 1894.

Hugelmann. — Studien zum Oesterreich. Verfassungsrechte ; Vienne, 1886.

vrages que nous citons, trouvant plus simple de les traduire. Sans indication contraire, ces ouvrages ne sont pas traduits en français.

Quant aux ouvrages de politique internationale qui parlent de la Galicie, des Polonais et des Ruthènes, ils sont aussi très nombreux. Citons seulement les livres de *René Henry, André Chéradame, A. Leroy-Beaulieu*, sans parler d'innombrables articles de revues. Signalons enfin la Question polonaise, ouvrage de *R. Dmowski* (président du Club polonais à la Douma). Trad. du polonais par Gasztowtt ; Paris, 1909.

II. Publications officielles périodiques.

Les publications officielles du gouvernement autrichien intéressent souvent la Galicie ; jusqu'en 1848 et même 1861, il ne s'est rien fait d'important en Galicie qui n'ait paru dans la « Politische Gesetze », la « Gesetzechronik », la « Wiener Zeitung ».

La Galicie n'a pas de journal officiel véritable, mais la Commission permanente de la Diète dirige certaines publications qui ont un caractère officiel ; par exemple le *compte rendu sténographique* des discussions de la Diète et les *Projets annuels de budget*. Sous la surveillance de la Commission permanente de la Diète (Wydział Krajowy), se trouve le Bureau de Statistique galicien, dont les publications portent le nom générique de :

« *Wiadomości statystyczne o stosunkach krajowych* ». (Documents statistiques sur la situation du Pays) qui, depuis 1873 forment 23 tomes (21 en 1906), divisés chacun en deux ou trois cahiers et représentant une masse de données statistiques accompagnées de longues explications. C'est l'ensemble de matériaux, le plus complet, où il faudrait largement puiser pour faire une étude générale et approfondie de la Galicie.

Le Bureau de statistique range sous dix rubriques distinctes les sujets traités :

1^o Divisions administratives et judiciaires du Pays; 2^o Population; 3^o Propriété territoriale; 4^o Agriculture; 5^o Commerce et industrie; 6^o Communications; 7^o Affaires de crédit; 8^o Affaires des communes et des arrondissements; 9^o Impôts et finances; 10^o Statistique électorale.

Le Bureau de statistique publie en outre une sorte de résumé annuel de ses travaux, sous forme de tableaux (mais sans texte explicatif). Cette publication a commencé en 1886 sous le nom de :

Rocznik statystyki Galicyi (statistique annuelle de la Galicie); elle a été dirigée pendant dix ans, par Tadeusz Rutowski (aujourd'hui député à la Diète et vice-président de la ville de Léopol); depuis lors, c'est un membre de la Commission permanente qui en a la haute direction, le professeur Pilat (avec le concours de professeurs et de spécialistes).

Les questions d'instruction publique ne sont généralement que résumées dans les publications de la Commission permanente; elles sont réservées à la *Rada Szkolna krajowa* (Conseil scolaire du Pays) qui, tous les ans, fait paraître un volume considérable sur la *Situation de l'éducation publique*.

En dehors des documents statistiques, des études, des appréciations sur la Galicie sont naturellement fournies par la presse polonaise, ruthène et allemande, dont on ne peut énumérer ici les organes trop nombreux.

De même pour les revues de la Galicie qui commencent à se multiplier, en langue polonaise et même ruthène. Longtemps Varsovie fut le centre presque unique des publications polonaises; la pauvreté et la faible instruction en Galicie (en dehors de la classe riche) ne permettaient pas de vivre à une revue politique.

Aujourd'hui, à Cracovie et à Léopol, ces périodiques sont devenus très nombreux : revues politiques ou littéraires comme *Przegląd Polski*, *Krytyka*, *Rzeczpospolita* (la République). *Przewodnik naukowego i literackiego* (guide scientifique et littéraire); *Ateneum* (de Léopol); *Przegląd powszechny* (revue universelle); *Świat słowiański* (Cracovie); *Straz Polska* (sentinelle polonaise); *Kwartalnik Historyczny* (trimestriel) de Léopol, etc... Comme revue ruthène, à signaler *Literaturno naukowyj Wistnyk*.

III. — Ouvrages spéciaux.

1^o Histoire et Droit de la Galicie.

Stanislas Starzynski. — Kodeks prawa politycznego 1848-1903).

— La 4^e partie traite du Droit politique de la Galicie (1850-1903). — Œuvre plus récente et plus systématique que les « Codex » allemands de Manz et de Mercy ; elle donne non seulement les textes en vigueur, mais les anciens textes et les changements intervenus, ainsi que les projets de réforme constitutionnelle (Hohenwart), et les Résolutions (1868 à 1872).

G. Piwocki. — Recueil de règlements et de décrets administratifs (en pol.), t. I, Droit politique, 1906.

Koziebrodski. — Repertorium Sejmowe (Répertoire de la Diète), 3 vol. avec index alphabétique, jusqu'à 1890 seulement. (L'œuvre est continuée.)

St. Starzynski. — Projekt galicyjskiej konstytucyi, 1790-91 : Magna Charta Leopoldina. Léopol, 1893. (Edité par *Przewodnik naukowego i literackiego*.)

- F. Smolka.* — Autriche et Russie (préface d'Henri Martin); Paris, 1869.
- Anonyme.* — La Pologne et les Habsbourgs (Plon, 1880). en réponse à la brochure « Russie et Pologne ».
- Bronislaw Lozinski.* — Galicyjski Sejm stanowy, (La Diète des Etats de Galicie, avant la Constitution galicienne de 1850); Léopol, 1905.
- Waleryan Kalinka.* — La Galicie et Cracovie sous la domination autrichienne (en pol.); Paris, 1853.
- Schnürr-Peplowski* (journaliste polon.). — Oprzeszlosci Galicy. (Le passé de la Galicie); Léopol, 1890, 2 vol.
- Floryan Ziemiakowski.* — Souvenirs; Cracovie, 1904.
- Widman.* — François Smolka; Léopol, 1874 (en polon.).
- Bronislaw Lozinski.* — Agenor hr. Goluchowski, w pierwszym okresie rzadow swoich (1846-1859). (Comte A. Goluchowski et son premier gouvernement); Léopol, 1904.
- Dunajewski* (ancien ministre). — Esquisse de l'organisation administrative en Galicie, 1871.
- Comte Tarnowski.* — Le portefeuille de Stanczyk; Cracovie, 1870.
- Isidor Dzieduszycki.* — Quelques mots sur la Diète de Galicie; Cracovie, 1866.
- Notes manuscrites.
- Krajewski.* — Associations politiques secrètes, en Galicie (1833-44).
- Leonard Chodzko.* — Les massacres de Galicie. (Rev. des Deux-Mondes, 1847.)
- Les massacres de Galicie et Cracovie confisquée par l'Autriche; Paris, 1861.
- Jandaurek* — Das Königreich Galizien; Wien, 1884.
- Cte Stan. Wodzicki.* — Souvenirs; Cracovie, 1888 (en pol.).

- Marguerite Poradowska*. — Yaga (récit galicien). 1884. (Dans Rev. des Deux-Mondes). — Les filles du pape (idem).
Sascher Masoch. — Le Cabinet noir de Lemberg, 1868. — Récits galiciens, 1872. (Trad. de l'allemand.)

2^o La Galicie politique et économique.

- St. Starzynski*. — Une série d'études sur la Diète et ses travaux, parues en brochures ou dans des revues (Ateneum, notamment), en 1884, 85, 87.
Bobrzynski, Jaworski et Milewski. — De la renaissance politique de la Galicie ; Varsovie, 1905. — Œuvre importante d'auteurs particulièrement compétents. (Conservateurs.)
St. Glabinski. — Autonomie financière de la Galicie, 1906.
— Programme du parti national démocrate ; Léopol, 1905.
— De la Réforme électorale.
— De la Réforme des communes rurales ; Léopol, 1905. Le prof. Glabinski (président du Club polonais), est le chef des nationaux démocrates.
W. Feldmann (directeur de Krytyka). — Histoire du développement des partis politiques en Galicie, de 1846-1906 (dans « Krytyka », Cracovie, 1907).
Joseph Milewski (directeur de la Banque nationale). — Problèmes de politique nationale ; Léopol, 1910.
Szczepanowski (parlementaire et économiste polon.) — La misère en Galicie, d'après les chiffres et programme d'un développement énergique de la culture du pays ; Léopol, 1888.
T. Rutowski. — Compétence de la Diète en matière d'impôts ; Léopol, 1904.

- Rozwadowski*. — Les grèves agraires (en allemand), 1903.
- L. Gumpłowicz*. — Mouvement social en Autriche ; la question polonaise. (Rev. intern. de sociologie, fév. 1895.)
- St. Koszarski*. — Solution de la question agraire en Galicie, par l'organisation de petites exploitations progressives ; Léopol, 1897.
- L. Geller*. — Prescriptions sur la fabrication et le commerce des spiritueux en Galicie ; Wien, 1903.
- T. Skalkowski*. — Règlement du 22 avril 1889 sur le rachat du droit de propination ; Léopol, 1889.
- Les sociétés de crédit foncier sur la terre polonaise ; Léopol, 1892.
- Limanowski*. — La Galicie par la plume et le crayon (Warszawa, 1894).
- Marossi*. — Situation économique de la Galicie, 1874.
- W. Rapacki*. — La population de la Galicie, 1874.
- W. Pilat, W. Lubomanski, K. Skibinski*. — Exposition galicienne universelle de 1894 et force productrice du Pays ; Léopol, 1897.
- F. Bujak*. — Galicya, 2 vol. (un seul paru). Résumé complet de l'Etat politique, économique et social ; Léopol et Varsovie, 1909.
- Rudolf Czernin*. — Lutte des nationalités et des langues en Autriche ; Wien, 1900.
- Markow Timitrji*. — Die russische und ukrainische Idee in Oesterreich ; Wien, 1907 (brochure).
- Ukrainische Rundschau*. — Revue de langue allemande qui soutient les intérêts ruthènes.
- W. Lipinski*. — La noblesse en Ukraine (en polon., hostile à la noblesse) ; Léopol, 1903.
- St. Tarnowski*. — O Rusi i Rusinach (1880).

- Kupczanko.* — Die Schiksale der Ruthenen, 1887 (membre du parti conservateur).
- Szujski.* — Die Polen und Ruthenen (favorable aux Polonais).
- Kolankowski.* — Les Eglises latine et uniate en Galicie orientale (Cracovie, 1909), polon.
- Glabinski.* — Le caractère polonais de l'Université de Léopol ; (Léopol., 1907).
- K. Twardowski.* — Die Universitat Lemberg ; Wien, 1907.
- S. Zielinski.* — Die Ermordung des Statthalters Grafen Andréas Potocki ; Wien, 1908 (brochure polonophile).
- Terlecki.* — Les russophiles et nationalistes, en 1870 (dans la revue polonaise « Prawda », 1874).
- S. Pawlik.* — M. Dragomaniw ; Léopol, 1907 (en ruthène).
- B. Potocki.* — Question ruthène en Galicie et projet pour la résoudre ; Léopol, 1910 (brochure polonaise).
- J. Bartoszewicz.* — Esquisse de l'histoire de l'Eglise ruthène en Pologne ; Cracovie, 1880, 493 p.
- St. Gruinski.* — Les changements de religion à Léopol (1868-1908), broch. en polon.
- Jewish Encyclopedia.* — 12 vol., London and New-York, 1903. Articles Galicya et Chasidism.
- L. Gumplowicz.* — Les commencements de la religion juive en Pologne ; Wien, 1903.
- Sascher Masoch.* — Récits galiciens : l'Ilau (mœurs juives), trad. de l'allemand, 1883.
- Léopol pendant la période autonome (1870-1895),* par une réunion de spécialistes ; Léopol, 1896.
- Prof. Joseph Wiczkowski.* — Léopol, son développement, son état « cultural » ; Léopol, 1907 (en polon.).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER	
<i>Notions préliminaires</i>	1
CHAPITRE II	
<i>La Diète de la Galicie de 1772 à 1860</i>	13
1 ^o <i>L'Organisation primitive, 1772-1815</i> : L'ancienne Pologne; le Joséphinisme; la Charta Leopoldina; l'époque napoléonienne.	13
2 ^o <i>Le Régime de Metternich (1815-1848)</i> : La Diète de 1817; l'année 1830; l'année 1846.	19
3 ^o <i>Révolution et Réaction (1848-1860)</i> : La révolution en Galicie; la première Constitution autrichienne; fin de la révolution en Galicie; Constitution d'Olmütz; première Constitution galicienne, 1850.	23
CHAPITRE III	
<i>La Galicie constitutionnelle depuis 1860</i>	37
1 ^o <i>Diplôme d'octobre et Patente de février</i>	37
2 ^o <i>Le Dualisme et les Résolutions</i> : Constitution de 1867; les partis en Galicie; la résolution de 1868; Discussion de la résolution; Deuxième résolution, 1869; Projet Rechbauer, 1870; Projet gouvernemental Hohenwart,	

1871 ; Proposition Zybkiewicz.	44
3 ^o <i>La Galicie depuis 1873</i> : La loi électorale de 1873 ; les Polonais et la Loi. l'OEuvre de la Diète (1873-78). . .	62
4 ^o <i>Les Ministères Taaffe et Badeni</i> (1879-1897) : La Loi électorale, 1896.	73
5 ^o <i>La Période contemporaine</i> : Les grèves et l'agitation ruthène ; la question électorale.	81

CHAPITRE IV

<i>Les Statuts du Pays</i>	93
<i>Constitution actuelle de la Galicie</i> : Composition de la Diète ; le Maréchal ; la Commission permanente ; règle- ment intérieur de la Diète ; règlement de la Commission permanente ; règlement électorale de la Diète	93

CHAPITRE V

<i>L'action de la Diète et la mesure de l'autonomie galicienne.</i>	111
1 ^o <i>Atributions administratives et réglementaires de la Diète</i> : les droits financiers de la Galicie ; compétence actuelle de la Diète en matière d'impôts	116
2 ^o <i>La Galicie dans le budget de l'Etat</i> :	126
3 ^o <i>Le budget propre de la Galicie</i>	131
4 ^o <i>Ressources financières de la Galicie</i> : Participation aux impôts et centimes additionnels ; recettes adminis- tratives et subventions ; la Dette ; la mesure de l'auto- nomie	140

CHAPITRE VI

<i>La Réforme électorale de la Diète et les Partis</i>	153
1 ^o <i>Nécessité de la réforme</i> ; Projet de la Commission per- manente	153
2 ^o <i>Les Partis politiques en Galicie.</i>	158
<i>Les Partis polonais</i> : Parti conservateur ; Parti national- démocrate ; Partis populiste et socialiste	158

<i>Les Partis ruthènes</i> : Parti vieux-ruthène ; Parti jeune-ruthène ; Parti de la conciliation.	165
<i>Les Partis juifs</i> ; Les Juifs polonisants ; le Parti sioniste ; le Parti socialiste juif	168
3 ^o <i>Projets de réforme électorale</i> : Projet du Parti conservateur ; Projet des Nationaux-Démocrates ; Projet des Ruthènes.	170

CHAPITRE VII

<i>La Diète et les Questions nationales</i>	179
1 ^o <i>La Question ruthène</i>	179
2 ^o <i>La Question juive</i>	201
3 ^o <i>L'Avenir de la Diète</i>	213
 BIBLIOGRAPHIE.	 225

